

REPUBLIQUE DU CÔTE D'IVOIRE

UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

=====



PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE
ET D'ACCES A L'ELECTRICITE
(PROSER)

ELECTRIFICATION DE 1 088 LOCALITES EN COTE D'IVOIRE

=====

<p>Plan Cadre de Réinstallation (PCR) RÉGION DU BOUNKANI</p>

RAPPORT FINAL

Octobre 2019

TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES PLANCHES	5
LISTE DES GRAPHIQUES	5
LISTE DES FIGURES	5
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	6
DEFINITION DES TERMES UTILISES DANS CE RAPPORT	7
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	11
1. INTRODUCTION	14
1.1. Contexte du projet et justification de l'étude	14
1.1.1 Contexte du projet	14
1.1.2. Justification de l'élaboration du Plan Cadre de Réinstallation	14
1.1.3. Objectif du PCR	15
1.1.4. Méthodologie	15
1.2 Description du projet	17
1.2.1 Objectifs du projet	17
1.3 Composantes et solutions du projet	17
1.3.1 Composantes du projet	17
1.3.2 Solutions du projet	17
1.3.3 Consistance des travaux	18
1.3.4. Localisation du projet	18
2. ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE DU PROJET	19
2.1. Situation géographique et administrative de la zone du projet	20
2.1.1. Situation géographique	20
2.1.2. Situation Administrative de la région du Bounkani	20
2.2. Principales caractéristiques de l'environnement socio-économique de la région du Bounkani	23
2.2.1 Organisation socioculturelle et peuplement	23
2.2.2 Foncier	24
2.2.3 Situation socio-économique	25
3.1. Coordination Nationale	31
3.2. Coordination au niveau de la région du Bounkani	31
4. OBJECTIFS ET CONDITIONS DE BASE DE LA PRÉPARATION DE CE PCR	32
5. IMPACTS, RESTRICTION D'ACCES TEMPORAIRE AU TERRES AGRICOLES	33
5.1. Impacts et Restrictions d'Accès Temporaire	33
5.1.1 Dispositions générales	33
5.1.2. Impacts potentiels du PROSER	33
5.2. Préparation et exécution de la réinstallation	38
6. PRINCIPES ET OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN MATIERE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE	39
6.1. Principes de base du programme de réinstallation	39
6.2. Objectifs de la politique de réinstallation	39
6.3. Revue de la législation nationale qui régit l'acquisition des terres et la réinstallation	41
6.3.1. Législation ivoirienne	41

6.3.2. Exigences de la Banque africaine de développement en matière de réinstallation forcée	47
6.3.3. Comparaison entre la législation ivoirienne et les directives de la BAD	49
6.4. Cadre Institutionnel	53
7. PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION	64
7.1. Agences d'exécution des PAR	64
7.2. Procédure de triage et de revue	64
7.3. Triage pour la réinstallation involontaire	64
7.3.1. Tri pour les réinstallations involontaires	65
7.4. Etude de base et données socio-économiques	66
7.5. Préparation du plan d'action de réinstallation des sous-projets	66
7.6. Revue des plans d'action de réinstallation des sous-projets	66
7.7. Mesures pour le respect des directives en matière de sauvegarde	66
8. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ POUR DIVERSES CATÉGORIES DE PERSONNES AFFECTÉES	67
8.1. Catégories potentielles de personnes affectées	67
8.2. Critères d'éligibilité des PAPs	68
8.3. Sélection des PAPs	68
9. METHODE D'EVALUATION DES BIENS ET DETERMINATION DES TAUX DE COMPENSATION	70
9.1 Evaluation des terres utilisées par le public	70
9.2. Méthodes d'évaluation des biens touchés	70
9.2.1. Compensation pour la terre	71
9.2.2. Compensation pour les bâtiments et infrastructures	72
9.2.3. Compensation pour les jardins potagers	72
9.2.4. Compensation pour les arbres fruitiers et autres produits forestiers	72
9.2.5. Compensation pour les lieux sacrés	73
9.2.6. Paiements de la compensation et considérations y relatives	73
10. ELÉMENTS ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS	74
10.1. Procédure de présentation, revue et approbation des plans d'action de réinstallation des sous-projets par les autorités	74
11. GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX CIVILS	78
11.1 Plans d'action de réinstallation	78
11.2. Chronologie des activités	78
11.3 Réinstallation, exécution et liaison avec les travaux de génie civil	79
12. GESTION DES CONFLITS	80
12.1. Mécanismes de règlement des conflits	80
12.2. Prévention des conflits	81
13. METHODES POUR LES CONSULTATIONS ET PARTICIPATION DES POPULATIONS CONCERNEES	82

13.1 Consultation sur le Cadre de Politique de Réinstallation	82
13.2. Consultations avec les PAPs	82
13.3. Diffusion de l'information au public	83
13.4. Modalités et méthodes de consultation et de participation des personnes affectées	83
13.5. Consultations dans le cadre de l'élaboration du présent PCR	84
13.5.1. Objectifs des consultations	84
13.5.2 Approches méthodologiques des consultations publiques	84
13.5.3. Résultats des rencontres d'informations et de consultations publiques	87
13.6. Consultations dans le cadre de l'élaboration du PAR	92
14. PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS LIEES AU GENRE ET DE LA SITUATION DE LA FEMME DANS LA ZONE DU PROJET	93
14.1. Situation générale de la femme dans la région du Bounkani	93
14.1.1. Situation générale de la femme	93
14.1.2. Activités et moyens de subsistance des femmes de la région du Bounkani	94
14.2. Impacts du projet sur les femmes	99
14.2.1. Impacts positifs sur les femmes	99
14.2.2. Impacts négatifs sur les femmes	99
14.3. Accessibilité des femmes à l'électricité	99
14.4 Recommandations pour la prise en compte du genre dans le secteur de l'électricité	99
15. RESPONSABILITES INSTITUTIONNELLES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCR-PROSER	101
15.1. Cadre institutionnel de mise en œuvre du PCR	101
15.2. Ressources, soutien technique et renforcement de capacités	102
16. SUPERVISION, SUIVI EVALUATION	103
16.1. Cadre de suivi des activités	103
16.2 Suivi	103
16.3. Responsables du suivi	104
16.4. Evaluation	104
17. BUDGET ESTIMATIFS, MESURE DE FINANCEMENT ET CADRE DE SUIVI DES OPERATIONS	107
17.1. Budget	107
17.2 Mesures de financement	108
17.3. Procédure de paiement de compensation	108
ANNEXES	110

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Récapitulatif des localités par département et sous-préfectures de la région du Bounkani	22
Tableau 2 : Synthèse des activités génératrice de revenu dans la zone du projet	30
Tableau 3 : Législation ivoirienne applicable au projet.....	41
Tableau 4 : Comparaison entre la législation nationale et la politique de la BAD en matière de réinstallation	50
Tableau 5 : Cadre institutionnel applicable au projet	54
Tableau 6 : Formes de compensation	70
Tableau 7 : Matrice des droits des PAPs	76
Tableau 8 : Liste des autorités préfectorales, administratives et les collectivités territoriales rencontrées dans la région du Bounkani.....	85
Tableau 9 : Matrice de synthèse des échanges avec les parties prenantes	89
Tableau 10 : Matrice des échanges avec les organisations féminines rencontrées dans la zone du projet	96
Tableau 11 : Indicateurs objectivement vérifiables par type d'opération.....	105
Tableau 12 : Estimations du cout global de la réinstallation.....	108

LISTE DES PLANCHES

Planche 1 : Vue des différents types d'habitat dans la zone du projet	25
Planche 2 : Vue des états des voiries qui mènent dans les localités à électrifier	26
Planche 3 : Vue des établissements socio-sanitaires des localités à électrifier	27
Planche 4 : Vue des pompes hydrauliques villageoises dans quelques localités à électrifier	27
Planche 5 : Vue des activités agricoles dans la zone du projet.....	28
Planche 6 : Vue d'activités artisanales dans la zone du projet.....	29
Planche 7 : Vue de quelques rencontres avec les autorités préfectorales et des responsables des services administratifs de Bouna	84
Planche 8 : Vue des groupes constitués lors des entretiens communautaires dans quelques localités visitées de la région.....	86
Planche 9 : Vues des consultations publiques dans les chefs-lieux de département de la région du Bounkani ...	86

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Illustration du droit à l'héritage de la femme dans la famille	94
Graphique 2 : Illustration de la division du travail dans la zone du projet.....	94
Graphique 3 : Illustration de l'implication des femmes dans les travaux champêtres.....	95

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation de la zone du projet d'Ivoire	18
Figure 2 : Carte de présentation des départements de la région du Bounkani	19
Figure 3 : Processus de sélection des projets et de planification des réinstallations	65

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
BNETD	: Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
CAP	: Communauté Affectée par le Projet
CGES	: Cadre de Gestion Environnementale et sociale
CIES	: Constat d'Impact Environnemental et Social
DFR	: Domaine Foncier Rural
DREF	: Direction Régionale des Eaux et Forêts
EIE	: Etudes d'Impact Environnemental
FAP	: Famille Affectée par le Projet
MEF	: Ministère des Eaux et Forêts
MINEDD	: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
PAP	: Personnes Affectées par le Projet
PCR	: Plan Cadre de Réinstallation
PAR	: Plan d'Action pour les Réinstallations
PNGTER	: Projet National de Gestion des Terroirs et d'Equipeement Rural
PROSER	: Programme de Renforcement des ouvrages du Système Electrique des ouvrages du et d'accès à l'électricité
UGP	: Unité de Coordination du Projet

DEFINITION DES TERMES UTILISES DANS CE RAPPORT

- **Acquisition (forcée ou involontaire) de terre** : le processus par lequel l'État ou une personne morale agissant au nom de l'Etat s'approprie, pour motif d'utilité publique, l'ensemble ou une partie de la terre qui appartient à des particuliers ou dont ils ont la possession, moyennant paiement d'une juste et préalable indemnisation.
- **Allocation de délocalisation** : toute forme de compensation fournie aux personnes éligibles qui sont déplacées de leur logement, qu'elles soient titulaires de droits fonciers ou locataires, et qui exigent une allocation de transition, payée par le projet. Les allocations de délocalisation peuvent être graduées pour refléter les différences dans les niveaux de revenus, et sont généralement déterminées selon un calendrier fixé au niveau national par l'agence chargée de la mise en œuvre de délocalisation.
- **Aménagements fixes** : Investissements, autres que des constructions, qui ne peuvent pas être déménagés en cas d'expropriation d'une parcelle de terre est expropriée. Il peut s'agir d'un puits, d'une latrine, d'une fosse septique, etc.
- **Assistance à la réinstallation** : la forme d'aide qui est fournie aux personnes déplacées physiquement par le Projet. Cette aide ou assistance peut, par exemple, comprendre les appuis en espèce et/ou en nature pour couvrir les frais de déménagement et de recasement, d'hébergement et/ou divers services offerts aux personnes affectées tels que les dépenses de déménagement et le temps de travail perdu durant le déménagement et la réinstallation. Elle peut également comprendre des indemnités en espèces pour le désagrément subi du fait de la réinstallation.
- **Ayant droit ou bénéficiaire** : toute personne recensée avant la date limite et affectée par un projet, qui de ce fait a le droit à une compensation. En plus des personnes physiquement déplacées, la notion inclue aussi les personnes qui perdent certaines de leurs possessions (par exemple une partie des terres qu'elles cultivent) ou l'accès à certaines ressources qu'elles utilisaient auparavant.
- **Cadre de Politique de Réinstallation (PCR) ou Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (PCRP)** : le document qui présente les lignes directrices du développement de Plan de Réinstallation (PR) ou Plan d'Action de Réinstallation (PAR), une fois que l'investissement est assez bien défini pour pouvoir déterminer ses impacts. Il décrit le cadre juridique et institutionnel, les principes, les procédures et les mesures de réinstallation des populations qui seront affectées par les activités du projet.
- **Compensation**: le paiement monétaire ou en nature ou les deux combinés des coûts de tous les biens (terres, infrastructures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.) perdus du fait d'une expropriation pour cause d'utilité publique.
- **Conflits** : toutes divergences de points de vue, découlant des logiques et enjeux entre les différents acteurs lors de l'expropriation et/ou de la réinstallation. Il s'agit des situations dans lesquelles deux ou plusieurs parties poursuivent des intentions concurrentes ou adhèrent à des valeurs divergentes, de façon incompatible et de telle sorte qu'elles s'affrontent (négatif) ou, négocient et s'entendent (positif). Dans les deux cas, le Projet doit disposer des mécanismes de médiation sociale et de prévention de ces conflits.

- **Coût de remplacement** : pour les maisons et les structures, il désigne le coût d'une nouvelle structure pour remplacer la structure affectée sans y déduire le montant de la dépréciation, ni la valeur des matériaux de l'ancien bâtiment qui seront récupérés pour la construction de la nouvelle structure. Pour les terres, cultures, arbres et autres biens, le coût de remplacement est la valeur actuelle du marché sans préjudice des pertes de sources de revenus ou de moyens d'existence tirés de ces biens pendant le temps que dure la perturbation. Le coût de remplacement d'un élément est équivalent au montant requis pour le remplacer dans son état initial.
- **Date limite ou date butoir** : la date limite d'éligibilité. Elle correspond à la fin de l'opération de recensement des personnes et de leurs biens, de la publication du répertoire des PAP et du règlement de toutes les plaintes. Les personnes occupant la zone du projet après la date limite ne sont pas éligibles aux indemnisations ni à l'assistance à la réinstallation. De même, les biens (maisons, champs, arbres...) mis en place après la date limite ne sont pas indemnisés.
- **Déplacement économique**: toute perte de source de revenus ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrain ou de restriction d'accès à certaines ressources (terre, eau, forêt), du fait de la construction ou de l'exploitation du Projet ou de ses installations annexes. Les Personnes Economiquement Déplacées n'ont pas forcément toutes besoin de déménager du fait du Projet.
- **Déplacement involontaire** : le déplacement nécessaire d'une population ou d'un groupe de personnes pour la réalisation d'un projet dont l'intérêt public est justifié. Le déplacement survient en cas de prise involontaire de terres et les personnes quittent leurs terres, maisons, fermes, etc., en raison des activités du Projet. Il peut également résulter d'une restriction involontaire d'accès aux ressources naturelles (parcs et zones pastorales légalement constitués et aux aires protégées) entraînant des impacts négatifs sur les moyens d'existence des PAP.
- **Déplacement physique** : toute perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres pour la réalisation d'un projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les Personnes Physiquement Déplacées doivent déménager du fait du Projet.
- **Enquête de base ou enquête sociale** : le recensement de population affectée par le projet et l'inventaire de leurs biens perdus (terres, structures, autres biens non déplaçables). Dans les cas d'opérations qui touchent l'économie des PAP, les enquêtes couvrent aussi les sources de revenus, les rentes annuelles familiales et d'autres thèmes économiques y relatifs.
- **Expropriation involontaire** : l'acquisition de terrain par l'Etat à travers une déclaration d'utilité publique, ce qui implique la perte de terres, structures, autres biens ou des droits pour les personnes affectées.
- **Groupes vulnérables** : les personnes qui, du fait de sexe, de l'âge, de leur ethnie, de handicaps physiques ou mentaux ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation ou qui disposent de capacité limitée à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages.
- **Plan de Réinstallation (PR) ou Plan d'Action de Réinstallation (PAR)**: le Plan détaillé qui décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé. Il est basé sur les enquêtes sociales ; le plan technique détaillé des mesures à entreprendre quant à la compensation, la réinstallation et la réhabilitation économique dans le cadre d'une opération d'expropriation.

- **Personnes Affectées par le Projet (PAP)**: les personnes, des ménages et des communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait (i) d'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques; (ii) de la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs); (iii) de la perte de revenus ou de sources de revenus de manière temporaire ou définitive, ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de revenus.
- **Relogement** : l'opération qui consiste à trouver un nouvel emplacement à une personne (ou famille) ou à une activité qui est déplacée à la suite d'une opération de réinstallation involontaire/recasement physique des FAP/PAP, à partir de leur domicile d'avant-projet.
- **Recasement** : toute réinstallation des personnes affectées par le projet sur un autre site à la suite d'un déplacement involontaire.
- **Réinstallation involontaire** : l'ensemble des mesures entreprises mises en œuvre dans l'intention de mitiger les impacts négatifs du projet : compensation (indemnisation), relocation (recasement) et réhabilitation économique.
- **Réinstallation temporaire**: toute réhabilitation d'une activité commerciale (marché par exemple,) qui affecte les revenus d'un certain nombre de vendeurs pendant une période limitée, après laquelle les vendeurs peuvent reprendre leurs places et continuer leurs activités.
- **Réinstallation à base communautaire** : l'expression de choix volontaire de populations locales qui conviennent de façon consensuelle pour des besoins stratégiques de gestion et/ou d'accès à des ressources ou d'aménagement de l'espace, de procéder à un déplacement et à une réinstallation d'une partie des membres de la communauté affectés par un projet communautaire, défini de façon consensuelle. Elle est volontaire, répond à un caractère de résolution locale et est reproductible par les initiateurs eux-mêmes, en se basant sur les ressources et valeurs locales. Elle renvoie aux initiatives collectives qui sont entreprises pour recaser des populations qui ont été victimes et/ou affectées par des actions d'aménagement des espaces de manière consensuelle.
- **Rémunération** : le paiement en espèces ou en nature de la valeur de remplacement des biens acquis, ou la valeur de remplacement des ressources perdues à la suite d'un projet.
- **Réhabilitation** : l'ensemble des mesures compensatoires autres que le paiement de la valeur de remplacement des biens acquis.
- **Réhabilitation économique** : les mesures à entreprendre quand le projet affecte le revenu des PAP. La politique de la Banque Africaine de Développement requiert qu'après la réinstallation, toutes les personnes affectées puissent avoir à nouveau des revenus au moins à un niveau équivalent aux revenus avant le projet. Les thèmes de la restauration des revenus, des standards de qualité de vie et des degrés de productivité des personnes affectées constituent le noyau de la politique.
- **Valeur intégrale de remplacement** : le taux de compensation des biens perdus doit être calculé à la valeur intégrale de remplacement, c'est à dire la valeur du marché des biens plus les coûts de transaction. En ce qui concerne la terre et les bâtiments, la valeur de remplacement est définie comme suit :
- **Biens** : les actifs économiquement productifs (terres, forêts, élevage et semences), mais aussi les actifs qui ont une valeur sociale ou culturelle (plutôt qu'économique), par exemple des sites sacrés et les structures communautaires.
- **Communauté** : un groupe de personnes qui forment une communauté instinctive et sous-jacente, et se soutiennent par la confiance, l'interaction et la coopération mutuelle.

- **Moyens de subsistance** : la gamme complète des capacités économiques, sociales et culturelles, d'actifs et à d'autres moyens, que les individus, les familles et les collectivités utilisent pour satisfaire leurs besoins.
- **Terrains agricoles**: le prix du marché pour un terrain d'usage et de potentiel équivalents situé au voisinage du terrain affecté, plus le coût de mise en valeur permettant d'atteindre un niveau semblable ou meilleur que celui du terrain affecté, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation;
- **Terrain en zone urbaine**: le prix du marché pour un terrain d'usage et de taille équivalent, avec des équipements et services publics égaux ou supérieurs au terrain affecté, situé au voisinage de ce dernier, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis 2011, le Gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et CI-ENERGIES, avec l'appui de divers partenaires techniques et financier dont la BAD, a réalisé d'importants investissements dans l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire. La planification de ces investissements a été possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014-2030.

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les Centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants quel compte le Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification total du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux : le PROSER.

Globalement, le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité.

Au niveau de la région du Bounkani, 442 localités sont concernées par le projet. La répartition des localités bénéficiaires par département se présente comme suit:

- Bouna: 165 localités,
- Doropo: 202 localités,
- Nassian: 04 localités,
- Téhini: 71 localités.

Le projet vise le raccordement de ces localités rurales au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 348 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 028 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

Compte tenu des impacts et risques probables sur le milieu humain et socioéconomique liés à la mise en œuvre du PROSER dans région du Bounkani, le présent PCR a été commandé par CI-Energies et la BAD en vue d'établir les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois Ivoiriennes et à la politique de sauvegardes sociales de la Banque Africaine de Développement (BAD) relative à la réinstallation involontaire de personnes. Il le cadre de principes et procédures à suivre pour les acquisitions de terrain, la réinstallation temporaire des personnes, et la mitigation des impacts négatifs à la suite de la réinstallation économique.

Le présent PCR porte spécifiquement sur la région du Bounkani, sur 442 localités.

Dans sa phase de mise en œuvre, les activités d'électrification rurale du PROSER pourrait affecter les communautés dans la mesure où il peut être amené à déplacer des populations. Les impacts sociaux négatifs porteront sur les pertes de cultures, de sources de revenus et de moyens d'existence.

C'est dans ce contexte que le présent document appelé Plan Cadre de Réinstallation (PCR) a été élaboré pour fournir au Gouvernement les principes et prérogatives de base sur lesquelles s'appuyer lors de la préparation des PAR du projet.

Le PCR est un instrument proposant des mesures d'atténuation par anticipation des effets de réinstallation, tant bien même que la personne affectée n'ait pas à se déplacer physiquement. Il est utilisé chaque fois que (i) la localisation et le contenu des projets ne sont pas connus avec précision, (ii) l'impact social des projets sur la population du point de vue du déplacement de personnes, des pertes d'activités socioéconomiques et de biens, de l'acquisition de terres, n'est pas non plus connu avec précision. Le PCR vise à clarifier les règles applicables en cas de réinstallation, d'organisation prévue et les critères applicables pour les différentes sous-composantes, en précisant la procédure de compensation à mettre en œuvre, afin de protéger les populations dont la perte de l'identité culturelle, de l'autorité traditionnelle et de la cohésion sociale pourrait remettre en cause leur stabilité et leur bien-être social.

Les principaux textes constituant le régime foncier et domanial en Côte d'Ivoire reposent sur :

- Loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 portant Code Foncier Rural ;
- Le Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique ;

Selon ces différents textes, le sol est la propriété exclusive de l'Etat qui peut mettre le terrain exproprié à la disposition d'une collectivité publique ou d'une personne privée qui doit exécuter les travaux ou réaliser les opérations d'intérêt public. L'expropriation des terres est soumise au respect d'une procédure très rigoureuse qui a pour objet de garantir les droits des personnes expropriées aussi bien dans la phase administrative que dans la phase judiciaire.

En cas de besoin, un Plan d'Action pour la Réinstallation (PAR) sera préparé par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) qui le soumettra à l'approbation et à la validation du Ministère de du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (Maître d'Ouvrage du projet), du Ministère de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (Maître d'ouvrage du Plan de Réinstallation), le Ministère de l'Economie et des Finances (tutelle financière du programme) et l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) en charge du suivi des évaluations environnementales. Le PAR sera également transmis à la Banque Africaine de Développement pour évaluation et approbation.

Le PCR présente les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations de réinstallation dans le cadre du PROSER. De façon spécifique, pour les projets dont la réalisation exige une acquisition de terre résultant ou non au déplacement physique des PAP, l'Unité de Gestion élabore un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) en étroite collaboration avec les administrations concernées et d'autres organes d'exécution.

Aussi, ce cadre présente-il une analyse comparative du dispositif législatif et réglementaire ivoirien et des dispositions des sauvegardes intégrées de la BAD en matière de réinstallation. Il définit les procédures à suivre en matière de reconnaissance préalable des droits d'expropriation et d'indemnisation. Il précise le mécanisme de recours et identifie le dispositif institutionnel et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des procédures d'expropriation et de recours. Il donne une prévision budgétaire correspondant à sa mise en œuvre, à prendre en considération dans le budget global du projet. Celui-ci sera révisé en conséquence lors de la préparation du PAR.

Les consultations et la participation des personnes affectées par le projet (PAPs) étant des composantes essentielles pour la préparation d'un PAR, l'Unité de Gestion du Projet veillera à informer, à consulter le plus largement possible, et à donner l'opportunité à ce que, les Personnes Affectées par le Projet participent à toutes les étapes du processus de manière participative et constructive.

Les informations à communiquer sont basées sur un mécanisme clair et transparent de plaintes et de gestion des conflits éventuels : mécanismes locaux de résolution à l'amiable, de saisine des instances locales, et de saisine de la justice en dernier recours.

La procédure d'expropriation comprend une déclaration d'utilité publique, une requête en expropriation et un plan d'expropriation. Le tableau ci-dessous indique les différentes responsabilités de la mise en œuvre de l'expropriation :

Acteurs institutionnels	Responsabilités
<ul style="list-style-type: none"> - Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, - Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) ; - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ; - Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ; - Ministère des Equipements et de l'Entretien Routier ; - Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation - Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> Diffusion du PCR Mise en place du Comité de Pilotage Supervision nationale de la réinstallation Mise en place des Commissions Régionales d'Indemnisation Mobilisation des ressources financières liées à la réinstallation Suivi environnemental de la Réinstallation
Unité de Gestion du Projet(UGP), Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)	<ul style="list-style-type: none"> Approbation et diffusion des PARs Supervision du processus
Commission Administrative d'Indemnisation	Mise en œuvre des opérations d'expropriation et d'indemnisation
Comité de Suivi de l'Exécution du PAR	Supervision et suivi des opérations de réinstallation
Organisations Non Gouvernementales	Représentant de la société civile et appui des institutions nationales

Les mécanismes de compensation seront soit en numéraire, en nature, ou sous forme d'appui et de mesures d'accompagnement.

Le suivi et l'évaluation seront effectués pour s'assurer que toutes les PAPs sont indemnisées, déplacées et réinstallées dans le délai le plus court possible et sans impact négatif significatif et ce, avant le démarrage effectif des travaux.

L'estimation du coût global du PCR est de **832 millions F CFA**. Quant au coût global de la réinstallation et de la compensation, il sera déterminé durant les études socio-économiques dans le cadre de l'établissement des PARs. Les plans de réinstallation et la compensation seront donc préparés dans le respect de ce cadre réglementaire et seront soumis à la Banque Africaine de Développement pour revue et approbation.

Il importe également de neutraliser, dans la mesure du possible, toutes les pressions socio-économiques dans les communautés qui seraient probablement exercées par la réinstallation involontaire, en encourageant les personnes affectées par les activités du projet d'y participer. C'est pourquoi les communautés affectées devront être consultées et intégrées au processus de planification.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte du projet et justification de l'étude

1.1.1 Contexte du projet

Depuis 2011, le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et CI-ENERGIES, avec l'appui de divers partenaires techniques et financier dont la BAD, a réalisé d'importants investissements dans l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire. La planification de ces investissements a été possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014-2030.

L'électricité est un facteur essentiel du progrès économique et social, qui procure le bien-être des populations en contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie et en facilitant l'accès aux moyens de communications. La fourniture en électricité est donc un enjeu majeur qui s'inscrit clairement dans la problématique du développement de la République de Côte d'Ivoire.

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les Centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants quel compte le Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification total du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 088 localités réparties dans onze (11) districts du pays. Il s'agit d'un Projet d'Electrification Rural du Programme de Renforcement des ouvrages du Système Electrique des ouvrages et d'accès à l'électricité (PROSER). Dans sa mise en œuvre, il est prévu le raccordement de 1 088 localités rurales du pays au réseau national d'électricité par la construction de: ligne Moyenne Tension (MT), ligne Basse Tension (BT), Postes de Transformation de type H61. Ces travaux vont probablement générer des impacts environnementaux et sociaux positifs mais aussi négatifs qu'il convient d'éviter, de réduire ou de compenser.

1.1.2. Justification de l'élaboration du Plan Cadre de Réinstallation

Dans le cadre de la préparation du Projet d'Electrification de 1 088 localités de Côte d'Ivoire, avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Côte d'Ivoire envisage la réalisation d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) dans la mesure où le projet va affecter des personnes se trouvant dans l'emprise des travaux à réaliser. Il est prévu l'élaboration d'un plan cadre de réinstallation au lieu d'un Plan d'Action Complet de Réinstallation (PARC) dans la mesure où, le projet est composé de 4 sous-projets d'électrification dispersés sur 11 districts qui recouvrent 1 088 localités.

Le Plan Cadre de Réinstallation (PCR) est exigé dans la mesure où la mise en œuvre du projet est susceptible d'entraîner :

- La relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ;
- La perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ;
- La perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance associée au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres.

Pour ce faire, le Système de Sauvegardes Intégré prévoit la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO 2) : Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement de populations et indemnisation pour :

- Éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenu, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet;

Établir un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et pour la résolution des problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent de façon à éviter des programmes de réinstallation mal préparés et mal exécutés.

1.1.3. Objectif du PCR

Le principal objectif du PCR est d'établir les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois ivoiriennes et à la politique de sauvegardes sociales de la Banque Africaine de Développement (BAD) relative à la réinstallation involontaire de personnes. Il indique clairement le cadre de principes et procédures à suivre pour les acquisitions de terrain, la réinstallation temporaire des personnes, et la mitigation des impacts négatifs à la suite de la réinstallation économique.

1.1.4. Méthodologie

1.1.4.1 Cadre d'élaboration du PCR

Le PCR demandé par CI-Energies vise à identifier et d'analyser les impacts et risques sur le milieu humain et socioéconomique dès la mise en œuvre du PROSER pour l'électrification de 442 localités de la région de Bounkani. Ainsi, le présent PCR vise à mettre à la disposition de CI-Energies, de ses partenaires techniques et financiers et des professionnels de la conception en matière de la réinstallation involontaire, un référentiel qui pourrait aider à améliorer et rationaliser les procédures, les normes légales et les pratiques légales relatives évaluations des biens qui seront affectés et aux compensations des pertes qui vont y découler.

La démarche d'élaboration du PCR a ainsi été caractérisée par la collecte et l'analyse des données, comme épine dorsale de toute l'étude à travers les étapes suivantes :

- la revue documentaire permettant l'analyse des textes légaux régissant la gestion de l'environnement, du foncier et des règles d'indemnisation en Côte d'Ivoire, et en comparaison avec les Directives établies par la BAD en la matière ;
- des rencontres avec les institutions nationales concernées par le projet et les ONG et Associations/groupements. Il s'agissait à travers ces échanges de compléter et de valider les résultats obtenus à partir des documents de préparation du projet. Les rencontres institutionnelles ont aussi permis de collecter des informations complémentaires, notamment : les impacts potentiels que pourraient causer le projet sur les personnes et les biens ; le contexte légal, réglementaire et institutionnel du déplacement des populations ; les mécanismes d'indemnisations mis en œuvre ; les méthodes d'évaluation des biens, etc. ;
- Visites de terrain afin d'apprécier les sites d'intervention éventuelle du projet dans des zones de concentration de la Région du Bounkani, l'étendue des travaux projetés, vérifier la faisabilité des activités retenues ; identifier les impacts éventuels sur le milieu, les biens et les humains en faisant ressortir l'état actuel du terrain d'assiette, des emprises et servitudes indiquées dans les documents ;

- des consultations auprès des populations et d'autres groupes cibles pour recueillir leur avis, attentes et inquiétudes par rapport à la réalisation des projets d'électrification rurale facilitant l'analyse des impacts potentiels du projet tant en matière d'expropriation et de recasement.

1.1.4.2. Revue documentaire

La revue documentaire a consisté en la collecte d'informations et de données documentaires qui a abouti à la caractérisation de la zone potentielle du projet, à l'analyse des documents de base en matière de réinstallation involontaire et des textes légaux régissant la gestion de l'environnement, de la propriété et de l'expropriation en Côte d'Ivoire. Cette revue documentaire s'est faite dans une perspective comparative avec les dispositions de sauvegardes des partenaires techniques et financiers dont celles de la BAD en matière de gestion des impacts des projets.

1.1.4.3 Visites de terrain et consultations

L'élaboration du présent PCR s'est fondée sur une démarche participative dans l'identification des impacts potentiels probables du projet. Cette démarche a permis de recueillir des avis, craintes, préoccupation et attentes des populations bénéficiaires et autorités administratives et coutumières des circonscriptions et localités concernées par le projet. Les visites des sites et des consultations ont facilité également le dégagement des propositions d'atténuation des impacts sociaux négatifs probable que pourront engendrer le projet.

➤ **Visites de terrains et ciblage des villages bénéficiaires d'enquête**

Des visites de terrains ont été effectuées dans 103 localités sur les 442 ciblés par CI-Energies dans les quatre (04) départements de la région du Bounkani (Bouna, Doropo, Téhini et Nassian) soit 23,30%, des localités ont été visitées par l'équipe du consultant dans tous les départements de la région.

Les villages visités ont été retenus par un échantillonnage aléatoire avec combinaison de certains critères notamment :

- la couverture des départements de la région ;
- la diversité des circonscriptions administratives ;
- la proximité des localités avec les grandes voies de circulation ;
- l'accessibilité des localités;

Ces visites ont permis de constater la situation socio-économique des localités bénéficiaires, d'identifier les impacts potentiels du projet sur les personnes et les biens, et d'évaluer leur ampleur grâce aux collectes de données du milieu. Elles ont permis également d'avoir des échanges avec les leaders communautaires, responsables des jeunes et des femmes, ainsi que les groupements associatifs des femmes des localités bénéficiaires à travers des réunions de consultations communautaires.

➤ **Séances d'information et de consultations publiques et communautaires**

Dans la conduite de cette mission d'élaboration du PCR, trois (3) niveaux de rencontres ont été organisés. Il s'agit :

- des rencontres avec les autorités administratives,
- des réunions d'informations et de consultations publiques avec les parties prenantes au niveau des départements de la région du Bounkani sous le contrôle des autorités préfectorales et
- des réunions d'information et consultations communautaires avec les autorités villageoises et les populations des localités bénéficiaires ciblées.

Les rencontres avec les autorités administratives (Préfets, sous-préfets, directeurs régionaux et/ou départementaux des services techniques déconcentrés, chefs de services et élus locaux) ont servi de cadre d'échanges sur :

- la présentation du projet d'électrification rurale,
- l'environnement global et socio-économique de la zone du projet,
- les moyens de facilitation de la mise en œuvre du projet,
- le contexte institutionnel local applicable à la réalisation du projet et la préparation des consultations publiques avec les autres acteurs et dans les villages ciblés.

Les consultations publiques au niveau départemental avec les autres parties prenantes se sont tenues en présence des autorités administratives (Préfets, Sous-préfets, Maires et Conseils Régionaux) et coutumières (Chefs des villages) et a impliqué les acteurs des services déconcentrés des Ministères de l'agriculture et du développement rural, des eaux et forêts, de l'environnement et du développement durable, de la construction et de l'urbanisme, de la santé, ainsi que les services publics d'eau et d'électricité notamment, la SODECI et la CIE.

Ces consultations publiques ont permis de recueillir certaines données servant à l'élaboration du présent PCR et des préoccupations à prendre en compte dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Ces préoccupations sont synthétisées et présentées dans les comptes rendus des entretiens en annexe 1 du présent rapport.

1.2 Description du projet

1.2.1 Objectifs du projet

L'objectif général du Projet est l'amélioration des conditions des populations rurales grâce à la fourniture de l'électricité à tous, dans les meilleures conditions de coût et d'usage. Spécifiquement, il vise à faciliter l'accès à l'électricité c'est à dire à connecter 1088 localités rurales au réseau électrique national dont 442 sont issues de la région du Bounkani. Cela en vue de contribuer à accroître le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte; et le développement des usages productifs pour offrir aux populations rurales des moyens d'accroître leurs revenus.

Il a pour objet l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes MT/BT haut de poteau, la pose des foyers d'éclairage public et la réalisation des branchements au profit des ménages. Il est également prévu des actions de renforcement des capacités dans la planification, la conduite et l'ingénierie des projets au profit des Agents de CI-ENERGIES.

1.3 Composantes et solutions du projet

1.3.1 Composantes du projet

Globalement, le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité.

Au niveau de la région du Bounkani, 442 localités sont concernées par le projet. La répartition des localités bénéficiaires par département se présente comme suit:

- Bouna: 165 localités,
- Doropo: 202 localités,
- Nassian: 04 localités,
- Téhini: 71 localités.

1.3.2 Solutions du projet

Elles correspondent aux réponses que le présent projet apporte aux populations de la région du Bounkani, à travers l'électrification de 442 localités. Le PROSER permettra une couverture plus importante de la région du Bounkani

en matière d'accès à l'électricité rurale. Concrètement, les localités concernées seront dotées en lignes de Moyenne Tension et de Basse Tension, en postes de transformation et bénéficieront de l'éclairage public.

1.3.3 Consistance des travaux

Le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

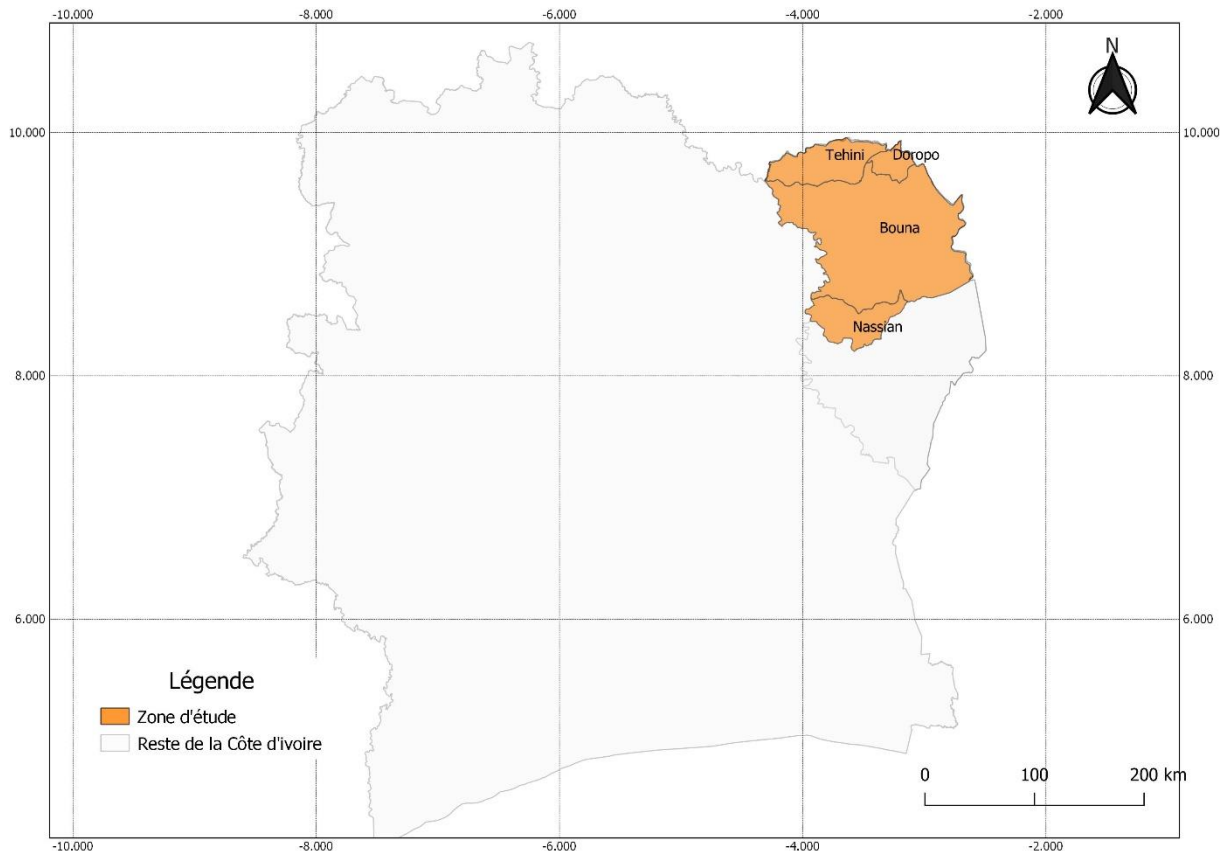
- 3 407 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 047 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

1.3.4. Localisation du projet

Le projet vise à électrifier 1088 localités rurales dans un ensemble de onze (11) Districts notamment le district de : WOROBA, Montagnes, Zanzan, Vallée du Bandama, Savanes, Denguélé, Sassandra-Marahoué, Yamoussoukro, Lacs, Comoé et Lagunes en Côte d'Ivoire.

Le présent Plan Cadre de Réinstallation (PCR) porte sur 442 localités rurales de la région du Bounkani, dans le District du Zanzan.

Figure 1 : Carte de localisation de la zone du projet d'Ivoire



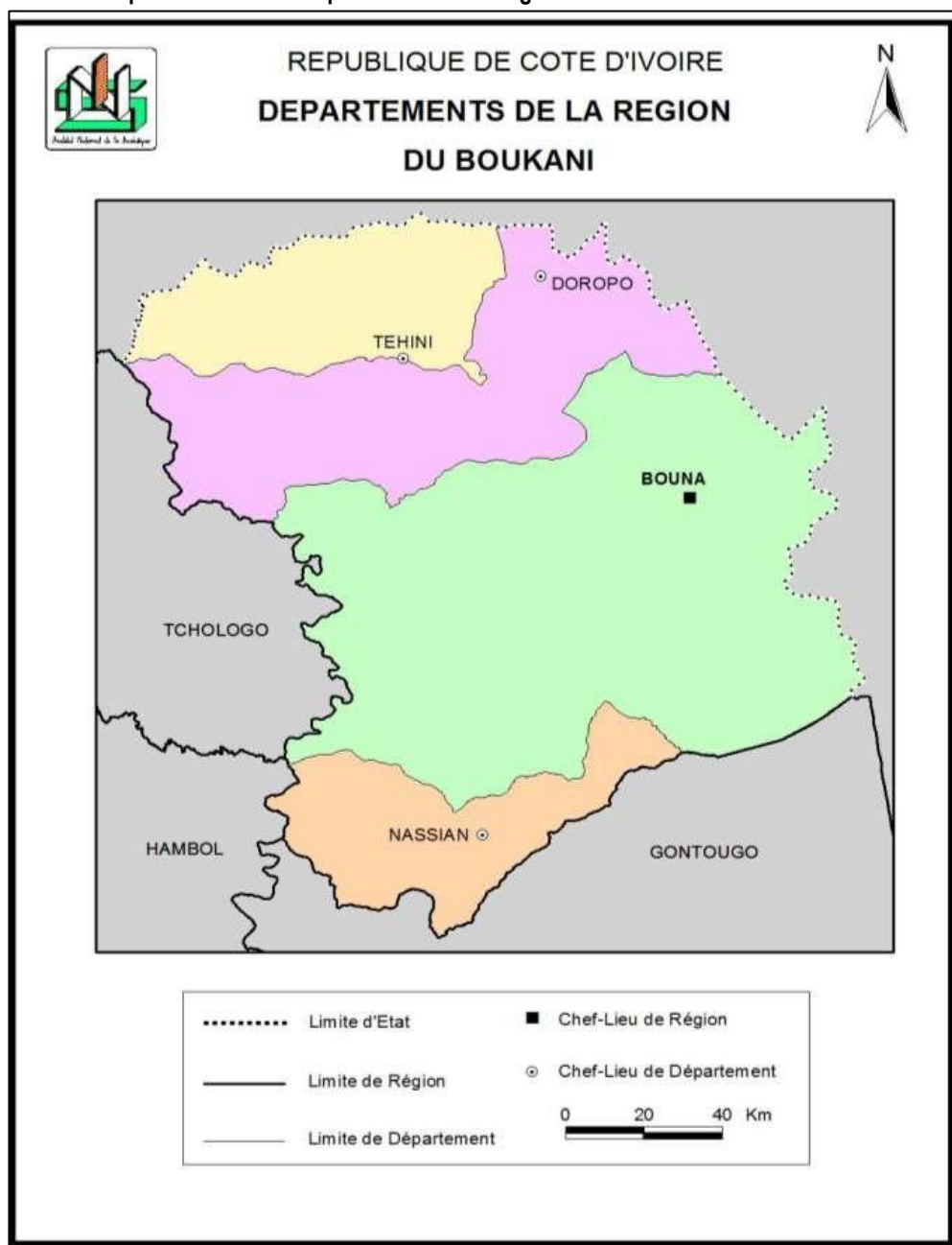
Source : H&B Consulting, Août 2019

2. ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE DU PROJET

Le District du Zanzan est situé au nord-est du pays et est frontalier des républiques du Ghana (à l'est) et du Burkina Faso (au nord). Il est entouré par les districts de la Comoé au sud, des Lacs au sud-ouest, de la Vallée du Bandama et des Savanes à l'ouest. Il a une superficie de 38 000 km² et une population estimée à presque un million d'habitants en 2010 (densité : 26,3 hab./km²). La population y est en majorité constituée d'Abrons, de Koulangos et de Lobis.

La région du Bounkani, objet du présent rapport est l'une des 2 régions qui constituent le district du Zanzan. Avec pour chef-lieu Bouna, elle englobe 4 départements (Bouna, Doropo, Nassian, Tehini). La carte ci-dessous présente les quatre départements de la région du Bounkani.

Figure 2 : Carte de présentation des départements de la région du Bounkani



Source : INS, RGPH 2014

2.1. Situation géographique et administrative de la zone du projet

2.1.1. Situation géographique

La région du Bounkani se localise dans le district du Zanzan, au Nord-est de la Côte d'Ivoire. Elle s'étend sur une superficie de 22 091 km² soit 6,9 % de la superficie nationale, c'est la plus vaste région du pays. Toutefois la moitié de sa superficie est occupée par le Parc National de la Comoé qui s'étend sur 11 090 km².

Bouna, le Chef-lieu de la région du Bounkani est situé à 603 kilomètres d'Abidjan.



La région est limitée :

- à l'Est, par la République du Ghana et la Volta noire ;
- à l'Ouest, par les Régions du Tchologo et du Hambol ;
- au Nord, par la République du Burkina Faso ;
- au sud, par la Région du Gontougo.

2.1.2. Situation Administrative de la région du Bounkani

Sur le plan administratif, la région du Bounkani compte quatre (4) départements dont quatre (04) par région qui sont Bouna, Doropo, Téhini et Nassian. La population du Bounkani est estimée à 267 167 habitants selon le RGPH 2014. La zone du projet comprend donc les départements susmentionnés.

L'organisation administrative et technique de la Région est faite comme suit :

-  Les services dépendant du ministère de l'intérieur et de la sécurité ou on dénombre quatre (4) préfectures et dix-sept (17) Sous-préfectures, quatre (04) communes (Bouna, Doropo, Téhini et Nassian) et deux (02) commissariats (Bouna et Doropo).
-  Les autres services publics.

La plupart des Services Publics sont implantés dans le chef-lieu de région du Bounkani (Bouna). Les Départements de cette région sont peu couverts par les services à travers des directions départementales ou de simples services : On peut citer la Brigade de Gendarmerie, les cantonnements des Eaux et Forêts, les services de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la construction, des ressources animales et halieutiques, etc.

En matière d'éducation, il faut retenir des Inspections de l'Enseignement Préscolaire et Primaire (IEP), des Lycées, des Collèges et plus de deux cent huit écoles primaires assurent l'éducation.

❖ Les services parapublics et privés

Ce sont : l'ANADER, la COOPEC, les services de la SODECI, de la CIE, des officines privées, des réceptifs hôteliers...

Dans le cadre d'électrification rurale du Programme de Renforcement des ouvrages du Système Electrique des ouvrages du et d'accès à l'électricité (PROSER), ce sont au total 442 villages qui bénéficieront du projet dans la région du Bounkani.

✓ Département de Bouna

Bouna a été érigé en Département par la loi N° 74-779 du 26 décembre 1974, puis érigé en chef-lieu de la Région du Bounkani par le décret n° 2011-263 du 28 septembre 2011. Elle regroupe les départements de Bouna, Doropo, Nassian et Téhini (04 départements). La zone du projet couvre l'ensemble des départements de la région de Bounkani et ces Sous-préfectures. La population du département de Bouna s'estime à 267 167 habitants dont 134 056 hommes et 133 111 femmes (RGPH 2014) population composée de Koulango, Lobi, Malinké (autochtones), les allochtones (baoulé, bété, malinké, ...) et les allogènes (Ghanéen, Togolais, Nigériens, Libanais, ...).

Le département de Bouna s'étend sur une superficie de 15.380 km² et, est limité :

- A l'Est par la République du Ghana et la Volta noire ;
- Au sud par les Départements de Bondoukou et de Nassian ;
- A l'Ouest par les Départements de Dabakala et Ferkessédougou ;
- Au nord, par les Départements de Doropo et de Téhini.

✓ **Département de Doropo**

Le Département de Doropo a été créé par le décret N°2009-405 du 26 Décembre 2009. Il est né de la scission d'avec celui de Bouna qui englobait les anciennes Sous-préfectures de Nassian, de Téhéni et de Doropo. Les études en cours n'ont pas encore livré leurs résultats permettant de fixer la superficie du Département de Doropo. Toutefois, il est limité :

- Au Nord et à l'Ouest par la sous-préfecture de Téhini ;
- Au Sud par la sous-préfecture de Bouna ;
- A l'Ouest par la République sœur du Burkina Faso.

Le Chef –lieu de Département est situé à 75 Km de Bouna, Chef-lieu de région du Bounkani. La ville de Doropo est située à environ 662 Km d'Abidjan et 12 km de la frontière ivoiro-burkinabé.

La population du Département de Doropo est estimée à environ 37 994 habitants. Elle se compose principalement d'autochtones koulango, propriétaires terriens, de Malinké et de Lobi.

A côté des autochtones et allochtones (akan, senoufo, malinké, wè), le Département compte de nombreuses communautés issues essentiellement de la CEDEAO (burkinabé, malienne, nigérienne, sénégalaise, mauritanienne).

✓ **Département de Téhini**

Le département de Téhini a été créé par le Décret n°2009-405.

Il est limité :

- Au nord, par les Sous-préfectures de MANGODARA et KAMPTI (BURKINA FASO) ;
- Au sud, par le Parc National de la Comoé ;
- A l'Est, par les Préfectures de BOUNA et de DOROPO ;
- A l'Ouest, par le fleuve Comoé.

Le département de Téhini est situé à 696 km de la capitale économique (ABIDJAN) et de 91 km de BOUNA chef-lieu de la région du Bounkani.

Le Lobi est la principale ethnie qui peuple le Département. Localisés autour de Téhini et dans les villages, ils sont composés des Tiobiel, Tinguira, Kouébonou, Gangane, Mampère 2, Vontchon, Tripano, et demeurent la population majoritaire dans le département. Les LORHON, y vivent également des certains villages de : Gogo, Gogo-saga, Gban-yalfou, Samidana, Méguidan.

Les Koulango, population la plus ancienne du département et donc propriétaire terrien sont minoritaires. Les Koulango se retrouvent essentiellement dans trois (03) villages qui sont : Kointan, Biguilaye et Bembela. Ainsi que les Komonon, venus du Burkina Faso, qu'on trouve dans les villages de : Tougbo, Moro-moro, Bolé, Lorogbo et Sessebo et les Dioulas qui se retrouvent un peu partout dans les villages du département de Téhini.

Ces cinq (05) peuples cohabitent pacifiquement sur une superficie de 2850 km² avec une population de 31789 habitants (RGPH 98), pour une densité de 11 habitants au km².

✓ **Département de Nassian**

Créé par le décret n° 2005- 251 du 07 Juillet 2005, le Département de Nassian a une superficie de 2 582km² avec une population de 44 528 habitants selon RGPH 2014. Il est situé au Nord-Est du pays dans la région du Bounkani à 510 km d'Abidjan par Bondoukou (Salèye) et 517 km par Koutouba) et à 358 km de Yamoussoukro.

Le département de Nassian est essentiellement composé d'autochtone Koulango, d'allochtones lobi et d'allogènes (Nigérian, Mauritanien, Burkinabé, etc).

Nassian est limité:

- Au Nord par le département de Bouna ;
- Au Sud par les départements de Bondoukou et de Sandégué ;
- A l'Ouest par le fleuve Comoé et le département de Dabakala ;
- A l'Est par les départements de Bouna et de Bondoukou.

Le tableau ci-après fait la répartition des localités à électrifier par département et sous-préfecture de la zone du projet.

Tableau 1 : Récapitulatif des localités par département et sous-préfectures de la région du Bounkani

N°	Département	Sous-préfectures	Localités concernées
1.	BOUNA (164)	BOUNA (83)	Assiédouo, Bandouo, Béoumpédouo, Bibiédouo, Bihénandouo, Bikohidouo, Bikounérédoou, Binodouo, Bissori-Tchogbolo, Bomandouo, Botou, Dabilo(Dablo), Dakoundouo, Dapidouo, Daritéon, Djédo, Djégbonadouo, Djenkadouo, Donkpédouo, Fanérédoou, Galso, Gbalamoulédouo, Gbodouo, Gnaditedouo, Gnindiondouo, Goungounké, Honsontédouo, Kerbo 1, Kobétédoou, Kondidouo, Konguidouo, Koulperdouo, Lokardouo, Louguilédouo, Louloundouo, Mamardouo, Massioutéon, Méninko, Nakirdouo, Naladouo, Namidouo 2, Nofildouo, Notadouo, Ounanfagnondouo, Pidibouo, Pinodouo, Pouan 1, Properdouo, Samantou 1, Samantou 2, Sépadouo, Sepatédoou, Sonouhodouo, Tchabiédouo, Tchaptéon, Tchatiedouo, Ténabo, Tohotéon, Topène, Vigoli, Wadaradouo, Wayorodouo, Wirédouo, Yalo, Yodidouo, Bahintédouo, Boukodouo, Danakourdouo, Dipridouo, Djadredouo, Djindrétéon, Fangadouo, Filtibdouo, Holiertéon, Konkoratéon, Lorateon, Minatéon, Siliétéon, Sipritéon 1, Sitepdouo, Yeunondouo, Zazoudouo, Kassoptédouo
		BOUKO (76)	Krikpadouo, Bidandouo, Bidjédouo, Biélininadouo, Bieltadouo, Bipirédouo, Bissamdouo, Bognira 2 (Koyaladouo), Bonfilé 2, Dabira, Daboudouo, Dalosou Dougboudouo, Damaldouo, Dardouo, Dasseyo 1, Dèbrodouo, Dinabadouo, Diokordouo, Djélékodouo, Djorgnadouo, Fatanadouo, Gnadouo, Kando, Kangnaldouo, Kelfara, Kelmita, Kerantedouo, Kergbodouo, Kokadouo, Kolindouo, Kolontira, Konondouo, Kouemidouo, Kpiko, Loumpédouo, Malandouo, Mihadouo, Moulédouo, Nakoudouo, Namidouo, Nsosouondouo, N'séméra, Ounankodouo, Pétounondouo, Sébinandouo, Sékioudouo, Sépridouo, Sindénandouo, Tchatchardouo, Tchédidouo, Tchogbolodadouo, Tchokodouo 2, Tékouédouo, Vilayo, Wabidjoudouo, Wamidouo, Watchadouo, Yanérédoou, Yayabougou, Yolanko, Bognira 3 (Binguidouo), Bognira 4, Bognira1 (Dolodouo), Bomandouo, Dahoudouo, Daridion, Djapérédoou, Koulbi, Nakoudouo 2, Nandjogdi, Noproudouo, Tchitchidouo, Tindodouo, Titchadouo, Wanahidouo, Yanidouo
		ONDEFIDOUO (03)	Tchalarédouo, Téfatédoou, Todjirédouo
		YOUNDOUO (02)	Dihodouo, Gommidouo
2.	DOROPO (204)	DOROPO (83)	Babadjou, Babaldouo, Batéfigui, Bénimbara, Bidjinadouo 1, Biebdouo, Bielfi-Letchard, Biélpindougbe, Bingora, Brotto, Dabonkiro 1, Dabonkiro 2, Dabonkiro 3, Dabonkiro 4, Dakpolongui 1, Dakpolongui 2, Dambélessi, Déko 1, Dininémina, Doundouo, Gangatta, Gbasséra, Gborodouo, Gnano – Koté, Holara, Kakota, Kalambourou, Kapari, Karwedouo, Kiamouno, Kinandouo, Kirkpadouo, Kobilou, Kodo-Bissankoué, Koguiénou, Kopitédoou, Koudinadouo, Kountoumbi, Kpaladouo, Kporomi 1, Lantaga, Létcharé, Miakoura, Nakélé,

N°	Département	Sous-préfectures	Localités concernées
			Natantchohié, Nodjodouo, Nogatédouo, Nominéré, Nounkouwouridouo, Oulomperdouo, Péou, Ponorodouo, Saiko-Gbonon, Sékodouo, Sémadouo, Sokorolaye, Tangbadouo, Tchantibi 1, Tchantibi 2, Tchartchara, Tchormidouo, Tibroti, Timbiéla, Tingo, Tinlou, Tintiouri, Tioboulouao, Toboura 1, Wadara, Bidjinadouo 2, Danagnara, Dejlmidouo, Garihoussié, Koiton, Ksksamiguié, Kourénou, Kpilimédouo, Latrougo, Nofardouo, Sénandi 1, Sénandi 2, Tesso, Yolontchèra.
		NIAMOUE (68)	Ansorpe, Béguétimi 1, Béguétimi 2, Bélentourou, Dérédouo, Ditounégnadouo 1, Ditounégnadouo 2, Donafara, Dorovitan, Fangadouo, Filédouo, Filguitédouo, Gbana, Gbonkolou, Gourkidouo, Kalangbapo 1, Kelbidouo, Kerdadouo, Kérémpérouo, Kienti, Kiérodouo, Kokpérénan, Konapé, KSOsanadouo, Kpoladouo, Lépritedouo, Létango, Mampère, Mananko-Binin, Mité, Noguirdouo, Nomi-Bourié, Saédi, Sayébou, Solperdouo, Tchankoudouo, Tcharsopoute, Tchergardouo, Chiassonédouo, Tiempira, Totobi, Yallédouo, Yolombora, Bidigué, Binandouo, Binédouo, Bitiédouo, Djorkpèrédouo 1, Djorkpèrédouo 2, Flinkordouo, Garanko, Gbeltan, Gnopardouo, Hébéredouo, Himarédouo, Koro, Koumandja, Koundrédouo, Kounyaladouo, Kourkémiri, Napindouo, Natibidouo, Poltédouo, Sikparédouo, So, Bara, Tchohitédouo, Woussodouo.
		DONOA (36)	Alibougou, Baloumdouo, Bédidouo, Behinguinandouo, Bilbiédouo, Bohidanan, Dandédouo, Djamaladouo, Galbadi 1, Galbadi 2, Kalfodouo, Kounkoura, Lapo, Lonkora, N'kanora, Ouantiétédouo, Ousséla, Politchonan, Sagba, Sanao, Séoudouo, Tchopana, Tidandouo, Timibora, Timikouédouo 1, Timikouédouo 2, Tinkana, Wolidouo, Wouadaradouo, Bahianan, Danankafara, Koulibila, Kpargbara, Ouanandjidouo, Pédjo, Timbéla.
		KALAMON (17)	Binandouo, Bissankoi, Dékodouo, Ditiatré, Fafoudouo, Gbonkodouo, Gobétan, Gogombro, Kahitédouo, Kéramira, Lassouri, Pénouodouo, Talo, Tirodouo, Tonguidouo, Goala, Ponisséo.
3.	TEHINI (72)	TÉHINI (16)	Amendi, Gangané, Hagnon, Himarédouo, Kinani, Kpandjao, Mampère 2, Méhidan, Samidana, Takoye Hénaté, Tchobrou, Tiaparga, Tripano, Vontchon 1, Bana-Yalfou, Gbako.
		GOGO (37)	Barriéra, Bati-Lindé, Batiyal, Bielmi, Simité, Danfo, Difita, Gbounougbara, Goré-Tonti, Gouléguétan, Guilégnora, Handa, Hédinawiri, Hempami, Kiélo-Kérenko, Kintipa, Kiwé, Kohodé, Koroho, Kprovidan, Minitcho, Nata-Tiokpolo, Omikaye, Sankaoura, Sénako, Sinédouo, Soronvié, Soudana, Tara, Tiébitienko, Touramé, Vinvéra, Goré-Sémité, Kouissiéra, Negan, Nota-Kuro, Tchotchotchotcho.
		TOUGBO (19)	Batédi-Nord, Bembéla, Didassokoura, Koffidouo, Lorgbo, Idana, Ollodouo, Ouango-Fitini, Binintira, Farako 1, Farako 2, Gandé, Gnagbata, Gningnora, Karamokodjan, Moussokantou, Sessegbo, Tchohounin, Tobinko
4.	NASSIAN (04)	NASSIAN (02)	Anvéyo et Kalabo
		KOTOUBA (02)	Primou et Ouakodidjo
Total	04	13	442

Source : PCR/CI-énergies H&B Août 2019

2.2. Principales caractéristiques de l'environnement socio-économique de la région du Bounkani

2.2.1 Organisation socioculturelle et peuplement

○ Historique de Bouna

A l'image du peuplement du pays, le peuplement de la zone du projet est laissé à la tradition orale. Pour situer l'origine de Bouna (chef-lieu de région), le fondateur Bounkani aurait eu une altercation avec sa mère Mantou avant de changer le nom la localité de « Gbona » par « Kwonkouô » qui signifie (ceux qui ne reculent jamais), localité où il s'était réinstallé après avoir quitté Lankara à la suite de son altercation avec sa mère. Ainsi, Gbona est devenu par suite d'une déformation Bouna. Vers la fin du 16^{ème} siècle, le peuple Lorhon (les ancêtres des Koulango) dont la présence dans l'espace Comoé-Volta remonte à plus de 2000 ans, va connaître de profondes mutations socio-économiques et surtout politiques. Ces mutations trouvent essentiellement leur origine dans la mise en place du Royaume Koulango de Bouna dont le héros fondateur Bounkani, serait originaire de Doloma (actuel Ghana). La

société traditionnelle actuelle est dirigée depuis 2009 par sa Majesté DJARAKORONI II, Roi. Depuis le 16^{ème} siècle, le pouvoir se transmet de génération en génération à l'intérieur du clan royal entre les descendants du fondateur du royaume (Bounkani).

○ Population

La population est composée essentiellement de Koulango, de Malinké et de Lobi.

Les Koulango ont pour ancêtres les Lorhons qui étaient les premiers occupants de la région depuis plus de 2000 ans. Ils sont issus du groupe Voltaïque ou Gur. Ils sont les propriétaires coutumiers des terres du département de Bouna en leur qualité de premiers autochtones de la région.

Les Malinkés arrivés dans le royaume de Bouna par vagues successives en provenance de diverses origines, ont été successivement accueillis et installés. D'abord les Kamara, ensuite les Diabagaté, les Ouattara, les Coulibaly, les Cissé, les Bamba etc. Du fait de leurs activités essentiellement commerciales, les malinkés ont très tôt opté pour la vie en milieu urbain. Ils vivent en parfaite entente avec les Koulangos, les propriétaires terriens. Quant aux Lobis, c'est la dernière communauté à arriver dans le royaume et par vagues successives également. Cette importante migration vers le pays Koulango fera des Lobi, le groupe le plus important sur le plan démographique. Le peuple Lobi est caractérisé par sa grande mobilité résidentielle. Cela peut être perçu à travers les espaces qui environnent la Volta Noire, la Comoé et même au-delà. En conséquence, on distingue d'une part les Lobi ivoiriens installés dans le royaume depuis la période coloniale et d'autre part les Lobi burkinabé et ghanéens dont le nombre est de plus en plus croissant depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Ils sont de grands éleveurs et agriculteurs. Ces peuples constituent une société acéphale. Bien que la cohabitation soit de manière générale pacifique avec les premières communautés sus citées, quelques troubles liés au foncier mais surtout aux conflits opposant les agriculteurs aux éleveurs sont à noter.

A ces populations autochtones (Koulango, Malinké et Lobi), il faut ajouter la présence remarquable des autres communautés allochtones (Akan, Mandé et Krou) de la Côte d'Ivoire sans oublier la forte présence des ressortissants de la CEDEAO.

Selon les estimations de l'Institut National de la Statistique (INS), la population de Bouna s'élève à 124 000 habitants avec une taille moyenne de 7,7 personnes par ménage.

2.2.2 Foncier

Les principaux droits fonciers que l'on rencontre dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire sont le droit de propriété, le droit de gestion ou d'administration et le droit d'accès au foncier, cités dans l'ordre du plus sécurisant au moins sécurisant.

L'acquisition de la propriété foncière dans les sociétés Koulango et Lobi ne relève pas d'un droit individuel, mais plutôt d'un droit appartenant à un groupe, à un lignage ou à une communauté. Toutefois, ce droit est étroitement lié à la fonction de chef de terre qui incarne l'autorité foncière.

Le chef de terre est le descendant en ligne patrilinéaire (dans les sociétés Lobi et Koulango) du vivant du père (le père peut léguer son pouvoir et ses biens à son fils de son vivant) ou le lignage matrilinéaire après la mort du propriétaire terrien ou chef de village (le pouvoir et les biens au neveu utérin) de l'ancêtre qui a été le premier à occuper la terre après y avoir marqué sa présence par une activité quelconque (agriculture, chasse, extraction de minerais, etc.).

Le droit de propriété qui prend effet avec l'installation du premier arrivant est supposé être inaliénable.

Le droit d'administration quant à lui procède d'une délégation de l'autorité du chef de terre au profit d'un tiers à qui il confie la gestion d'une partie du patrimoine foncier de son lignage. Ce droit de gestion peut être acquis selon trois (03) modes qui sont en fait des formes de conventions foncières : le don, l'héritage et les prêts pour besoin nutritionnel. Le bénéficiaire du droit d'administration – qu'on peut appeler gestionnaire de terre, exerce comme le chef de terre, les mêmes fonctions de gestion, notamment sur la portion de la terre qui lui a été léguée ou attribuée, c'est-à-dire, qu'il régule les usages du foncier et des ressources naturelles. Le gestionnaire de terre ne peut arbitrer

que les conflits qui ont lieu entre les exploitants qu'il a installés. Il existe très peu de conflits fonciers portant sur les revendications de la propriété foncière proprement dite dans la zone du projet. Les conflits soulignés relèvent pour la plupart des causes de destruction agricole (entre éleveurs et agriculteurs).

2.2.3 Situation socio-économique

2.2.3.1 Habitat

Dans les chefs-lieux de département et sous-préfecture de la zone du projet, l'habitat est de type moderne caractérisé par des maisons en dur de haut, moyen et bas standing. Les quartiers administratifs et résidentiels abritent des maisons de type villas et bâtiments à plusieurs niveaux.

L'habitat rencontré dans les localités à électrifier dans l'ensemble des départements et sous-préfectures abrite plus ou moins trois (03) types d'habitat :

- l'habitat de type moderne est très peu représenté. Il est construit avec les matériaux modernes (en dur et recouvert de tôles) ;
- l'habitat de type semi-moderne, est représenté par des maisons construites en matériaux précaires et modernes, généralement en banco, crépis au ciment et recouvertes de tôles ;
- l'habitat traditionnel est le plus présent dans les localités à électrifier. Il est constitué de maisons construites en terre battue ou banco, recouvertes de pailles ou de polystyrène de forme rectangulaires qui servent d'habitat et les maisons de forme circulaires servent généralement de cuisine pour les besoins du ménage et d'autres hangars.

Planche 1 : Vue des différents types d'habitat dans la zone du projet



Vue d'habitat traditionnel



Vue d'habitat semi-moderne



Vue d'habitat moderne

Source : H&B Consulting /PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

2.2.3.2 Réseau routier

Bien que la région du Bounkani, soit pourvue d'infrastructures routières, les voies d'accès des chefs-lieux de département de la région sont dans leur grande majorité (75%) en mauvais état. Seulement 25% bénéficient du bitume (Bouna-Doropo).

Quant aux voies d'accès aux localités à électrifier, elles sont à plus de 91% impraticables¹, surtout en période de pluie. Ce sont seulement les localités situées dans les environs des voies principales d'accès aux chefs-lieux de départements et de sous-préfectures qui sont plus ou moins praticables, soit 09% de l'ensemble des localités à électrifier dans la région.

¹ Estimation issue des visites des 103 villages de la région du Bounkani dans le cadre de la présente étude

Planche 2 : Vue des états des voiries qui mènent dans les localités à électrifier



Voie très un peu praticables



Voie impraticable



Voie bitumée

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

2.2.3.3 Transport

Le secteur du transport est marqué par la présence de plusieurs compagnies de transport qui assurent les liaisons interurbaines (entre les régions et Abidjan-Boua) telles que SABE Transport, CTE et bien d'autres. On rencontre également quelques minicars qui assurent les liaisons entre les chefs-lieux de département, de région et des capitales (économique et politique) du pays.

La région du Bounkani fait partie des rares zones de la Côte d'Ivoire où il n'existe pas encore de transport en commun à l'intérieur des différents chefs-lieux de département et de sous-préfecture. Le transport individuel est le seul moyen de locomotion dont dispose la population pour se déplacer d'un quartier à un autre, dans les localités urbaines de la région du Bounkani. Toutefois, on rencontre certains minicars appelés communément "badjan" et les véhicules dédiés au transport des marchandises qui assurent les liaisons inter-villages, inter-villes, entre sous-préfectures et départements de la région du Bounkani. C'est ce type de transport que les populations utilisent pour regagner les villages situés à la périphérie de la ville ainsi que les plus éloignés.

2.2.3.4 Infrastructures socio-sanitaires

Au niveau de la santé, l'on note l'existence et le fonctionnement d'au moins un établissement sanitaire dans chaque chef-lieu de département de la région du Bounkani. Cependant, dans l'ensemble des cent trois (103) localités bénéficiaires du projet, visitées pendant l'enquête socio-économique du présent PCR, seulement sept (07) centres de santé ruraux qui ont été enregistrés. La question sanitaire reste encore une préoccupation fondamentale pour les populations de la zone du projet.

2.2.3.5 Infrastructures socio-éducatives

Bien que les infrastructures socio-éducatives soient plus ou moins présentes dans la région du Bounkani, plus précisément dans les chefs-lieux de département et de sous-préfecture, il en n'est pas de même dans les localités bénéficiaires du projet. Dans l'ensemble des cent trois (103) localités visitées pendant l'enquête de terrain, ce sont un (01) établissement préscolaire à Sipridouo, seize (16) établissements primaires et vingt-cinq (25) établissements franco-arabes (écoles coraniques) qui ont été identifiés.

Les élèves de ces localités parcourent de grandes distances (entre trois (3) et huit (8) kilomètres) pour se rendre à l'école. Cette situation ne favorise pas la scolarisation en grand nombre des enfants issus des localités bénéficiaires enquêtées. En d'autres termes, ceci ne permet pas un accès facile des enfants de la zone du projet à l'éducation. Aussi, malgré cette faiblesse de couverture en infrastructures scolaires, les localités visitées qui en disposent se limitent pour la plupart seulement à trois (03) classes, sans oublier le déficit en équipements de tables bancs, et de manuels scolaires dans cette Région.

Planche 3 : Vue des établissements socio-sanitaires des localités à électrifier



Établissement primaire dans un gros village



Établissement primaire dans un petit village

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Boukani Août 2019

2.2.3.6 Infrastructures religieuses

A l'origine animistes, les Koulango, les Lobi et les Malinké sont restés dans leurs pratiques ancestrales d'adoration de sites sacrés représentatifs des dieux protecteurs. Les cultes dédiés aux dieux des ancêtres ne sont pas négligés par ces adeptes (animistes). Chaque famille de ces différents groupes ethniques dispose plus ou moins d'un site sacré. En dehors des animistes qui dominent la région du Boukani, la religion musulmane est présente et pratiquée par les Malinké (dioula). Le christianisme est relégué au second plan. Les adeptes de cette religion sont pour la plupart des fonctionnaires ou issus du peuple Lobi. Ce sont huit (8) églises et six (6) mosquées qui ont été identifiés dans les 103 villages visités.

2.2.3.7. Infrastructures et équipements collectifs

○ Eau potable

L'approvisionnement en eau par la SODECI dans la région du Boukani se limite seulement dans les chefs-lieux de département (Bouna, Doropo, Téhini et Nassian) et de sous-préfecture. Cet approvisionnement ne couvre pas les localités à électrifier. Pour combler cette situation dans les villages, la population s'approvisionne en eau potable à partir des forages d'Hydraulique Villageoise Améliorée qui s'y trouvent. Mais les besoins en eau potable ne sont pas toujours satisfaits. On dénombre au total cinquante-sept (57) pompes hydrauliques villageoises réparties sur l'ensemble des localités visitées dans la région du Boukani. Pour combler cette insuffisance, la population utilise des puits traditionnels bien que certains tarissent en saison sèche. Aussi, la population s'approvisionne dans les retenues d'eau en saison pluviale et/ou des marigots intarissables en toutes saisons.

Planche 4 : Vue des pompes hydrauliques villageoises dans quelques localités à électrifier



Pompes à motricité humaine fonctionnelles



Vue d'une pompe villageoise asséchée

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Boukani Août 2019

○ **Electrification**

La région du Bounkani bénéficie largement du réseau électrique. Tous les chefs-lieux de département et de sous-préfecture sont connectés au réseau électrique ainsi que la plupart des gros villages traversés situés à proximité des chefs-lieux de sous-préfectures. De nombreux autres gros villages sont en attente de raccordement au réseau électrique national.

L'énergie électrique qui alimente la région du Bounkani provient de la république du Ghana à travers les lignes interconnectées en provenance des barrages hydroélectriques de la Côte d'Ivoire. Selon le responsable de la CIE de la région du Bounkani, 5280 ménages et soixante et un (61) villages sont connectés au réseau national.

○ **Communication et télécommunication**

Les départements de la région du Bounkani sont couverts par les sociétés de téléphonie mobile, ORANGE, MTN et MOOV. Cependant, ce sont seulement les chefs-lieux de départements et de sous-préfectures qui sont plus ou moins couverts par ces réseaux de téléphonie mobile. Les localités bénéficiaires du projet d'électrification dans la région du Bounkani ont un accès très difficile aux réseaux de téléphonie mobile comme constaté dans presque toutes les localités visitées pendant l'enquête de terrain. La situation est encore plus grave dans les localités situées vers les frontières du Burkina et du Ghana.

2.2.3.8 Activités économiques

A l'image du district du Zanzan, les activités économiques de la région du Bounkani sont l'agriculture et l'élevage. Mais il existe aussi l'artisanat, le commerce et le tourisme qui sont peu développés.

➤ **Agriculture**

Les principales cultures de rente sont le coton, la noix de cajou et la noix de karité. Si les deux dernières citées sont en pleine expansion, ce n'est pas le cas du coton dont la production est aujourd'hui en baisse.

Au niveau des cultures vivrières, la variété d'igname appelée « kponan » constitue l'aliment le plus prisé avec une production moyenne annuelle de 21.346 tonnes selon le bilan annuel de la Direction Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural du Bounkani de 2017. A cela s'ajoutent le maïs, le mil, le sorgho, le riz de bas fond, le haricot et les grains de néré. Cependant, il convient de signaler que de nombreux dégâts de cultures occasionnés par les éleveurs causent d'importants préjudices aux agriculteurs.

Planche 5 : Vue des activités agricoles dans la zone du projet



Vue d'une plantation d'anacarde



Vue d'une plantation de maïs



Vue d'une plantation d'igname

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

➤ **Elevage**

L'ensemble des départements de la région est propice à l'élevage. Il se fait de manière traditionnelle. En effet, l'élevage de bovins et de petits ruminants constitue le second pilier de l'économie des départements

comme l'attestent les statistiques de campagnes de vaccination effectuées dans le département de Bouna selon le bilan des activités de la Direction régionale des ressources animales et halieutiques du Bounkani de 2017:

- Bovin (200.000),
- Ovin (50.000),
- Caprin (100.000),
- Porcin (12000),
- Volaille (500.000).

Ce potentiel économique dans les départements de la région connaît de nombreux problèmes dans son développement. Les éleveurs sont confrontés aux difficultés liées à l'occupation anarchique des terroirs villageois par les agriculteurs qui étendent les superficies des cultures de rente et vivrières sur les pistes et barrages pastoraux. Les affrontements meurtriers entre agriculteurs et éleveurs à la suite des dégâts de cultures, épargnent difficilement ce secteur d'activité économique.

➤ **Artisanat**

Les activités artisanales bien que n'étant pas en tête de liste dans la classification des activités génératrices de revenu dans les départements de la région, elles occupent une frange de la population dans divers secteurs. En effet, l'identification des artisans du Département Bouna chef-lieu de région effectuée en 2010 par la Chambre des Métiers de Côte d'Ivoire permis de faire connaître les différents secteurs artisanaux existant dans la région (textiles, cuir et peau, artisanat d'art, bâtiment, alimentation et service, métaux mécaniques, bois, électro-froid etc.).

Planche 6 : Vue d'activités artisanales dans la zone du projet



Vue d'unités de transformation artisanale de karité

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

➤ **Commerce**

Le commerce constitue une activité importante dans la région du Bounkani. On rencontre dans chaque chef-lieu de département et de sous-préfecture au moins un marché permanent dont des jours spéciaux pour les marchés hebdomadaires (dimanche pour Bouna). Ce jour-là, ce marché reçoit des vendeurs et des acheteurs qui viennent de partout (villages, ville, des départements limitrophes, Téhini, Doropo, Dabakala, Korhogo, Bondoukou, Ferkessédougou, etc, ainsi que ceux des pays voisins notamment le Burkina-Faso et le Ghana.

Aussi, le commerce est-il dominé par les opérateurs économiques non nationaux. En revanche, les commerçants ivoiriens s'adonnent beaucoup plus à la commercialisation des produits agricoles.

Le secteur est aussi animé par les femmes et les organisations et groupements féminins dans les départements de la région. Dans chaque département, les femmes sont organisées en groupements pour faire des productions agricoles collectives qui sont par la suite vendues sur les marchés locaux et extérieurs. Ces activités économiques constituent majoritairement la base des sources de revenus pour ces femmes.

➤ Tourisme

Le tourisme est un secteur très peu développé dans la région du Bounkani malgré son potentiel avec la présence du Parc National de la Comoé qui est l'une des zones protégées les plus vastes de l'Afrique de l'Ouest avec une superficie de 1 149 450 ha. Malgré ce potentiel, les produits de l'artisanat des Soukalas Lobi (tissage, vannerie, poterie) est très peu valorisé.

2.2.3.8.1 Activités économiques susceptibles d'être impactés en phase de réalisation du PROSER

Dans l'ensemble des départements de la région du Bounkani, la réalisation du projet est susceptible de détruire plusieurs Activités Génératrices de Revenus (AGR) spécifiés dans le tableau qui suit. Le consultant a identifié trois (3) principaux types d'AGR à la suite de la mission de terrain.

Tableau 2 : Synthèse des activités génératrice de revenu dans la zone du projet

	Départements	Activités agricoles	Activités artisanales	Activités pastorales
Région de Bounkani	Bouna	Les plantations d'anacarde les principales activités et des pépinières	Site de transformation traditionnelle de karité ; Atelier mécanique de vélo et de moto,	Zone de pâturage (risque de destruction de pâturage de bovin)
	Doropo	d'anacarde (pour commercialisation et planting ; plants de karité.	Boutiques	
	Téhini	Les cultures vivrières et maraichères rencontrées : ignames, riz, sorgho, mil, arachide, maïs	Site de transformation traditionnelle de karité	
	Nassian		Aucune activité	

Source : PCR/CI-énergies H&B Août 2019

2.2.3.8.2 Biens culturels et cultuels susceptibles de disparition dans la zone du projet

La zone du projet est exclusivement rurale. Par conséquent, les us, coutumes et traditions sont encore bien observés dans pratiquement toutes les communautés visitées dans cadre de la mission de terrain du présent PCR. Les peuples Lobi, Malinké et Koulango pratiquent l'adoration de sites sacrés, dédiés aux cultes qui représentent pour eux des espaces d'échanges avec les divinités et autres dieux protecteurs. Des interdits sociaux , respectés par tous, sont également en vigueur dans les communautés.

Ces pratiques s'observent sur plusieurs formes notamment , les libations et offrandes aux abords ou dans des eaux dites sacrées (aucune femme ne doit se rendre dans ces cours d'eaux les vendredis ainsi que l'interdiction formelles de toutes personnes vêtues de rouge), des forêts et des bois sacrés.

2.2.3.8.3 Système de gestion des litiges et conflits dans la zone du projet

Pendant la mission de terrain du consultant, dans les localités d'enquête, très peu de conflit ou litige ont été signalé dans les 103 localités visitées.

Cependant, le mode de gestion des litiges quand ils surviennent demeure principalement traditionnel, niveau local. Le chef avec sa notabilité et le président des jeunes écoutent les protagonistes et tranchent l'affaire. Et la décision qui en découle est respecté par tous. Très peu de conflit ont été tranché en dehors de la chefferie du village.

3. DISPOSITIONS POUR L'EXECUTION DU PCR

En vue d'obtenir une réalisation optimale du PROSER, il sera prévu la mise en place de deux coordinations : la coordination nationale et la coordination au niveau de la région du Bounkani.

3.1. Coordination Nationale

Les initiatives globales du PROSER doivent être gérées et coordonnées au niveau national. Elles doivent aussi être coordonnées harmonieusement avec les activités financées par Banque africaine de développement et celles financées par d'autres bailleurs et des organismes privés, ou par d'autres partenaires au développement. La coordination régionale est particulièrement importante pour garantir que l'électrification rurale est effective et continue, et que les plans cadres de réinstallation soient harmonisés et que l'on bénéficie d'économies d'échelle accrues.

On prévoit que des cadres de convocation continueront d'être utilisés pour la coordination globale, le suivi des progrès dans l'harmonisation des interventions, le suivi des progrès dans l'étalement de l'infrastructure électrique nationale.

3.2. Coordination au niveau de la région du Bounkani

La coordination sera chargée de la supervision de toutes les activités du PROSER dans la région du Bounkani. Cette coordination sera pilotée par :

- le personnel du PROSER ;
- des représentants des Directions Régionales du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables de la région du Bounkani.

4. OBJECTIFS ET CONDITIONS DE BASE DE LA PRÉPARATION DE CE PCR

L'objectif principal de l'élaboration du PCR est d'identifier et d'analyser les impacts et risques sur le milieu humain et socioéconomique dès la mise en œuvre du Projet d'électrification de 442 localités rurales du PROSER dans la région du Bounkani. A cet effet, l'évaluation de l'impact de la réalisation du projet devra déboucher sur des recommandations et des mesures d'optimisation, d'atténuation et/ou de compensation des impacts identifiés, dans le respect des lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire et des directives et exigences de la Banque, en matière de sauvegardes sociales notamment par rapport au déplacement involontaire.

Le PCR établit les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois ivoiriennes et à la politique de sauvegardes sociales de la BAD relative à la réinstallation involontaire de personnes.

Le PCR indiquera clairement le cadre de principes et procédures à suivre pour les acquisitions de terrain, la réinstallation temporaire des personnes et la mitigation des impacts négatifs à la suite de la réinstallation économique. Ce document guidera l'exécution des investissements permettant la mise en œuvre du projet de manière durable sur le plan environnemental et social. Ce cadre devra prendre en compte les directives pertinentes de la Côte d'Ivoire et de la BAD.

Ainsi, il est question dans ce rapport de comparer la réglementation de la République de Côte d'Ivoire et les directives pertinentes de la Banque africaine de développement notamment la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) -Déplacement Involontaire des personnes.

5. IMPACTS, RESTRICTION D'ACCES TEMPORAIRE AU TERRES AGRICOLES

5.1. Impacts et Restrictions d'Accès Temporaire

5.1.1 Dispositions générales

En se basant sur la nature des sous-projets envisagés dans le cadre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, il est probable que certaines activités de sous-projets aboutiront à une restriction de l'accès aux terres agricoles et aux ressources économiques, pour en arriver à des compensations et probablement à une réinstallation des populations. Lorsque ceci se produit, les dispositions concernées des lois nationales et celles de la SO 2 de la BAD devront s'appliquer.

Pour ce faire, le PROSER mettra tout en œuvre pour éviter dans la mesure du possible les déplacements en appliquant les principes suivants:

- ✓ en cas d'affectation de biens par les travaux, les promoteurs du PROSER devront procéder à la révision de la conception du projet et la nature des activités à réaliser avec pour finalité de réduire les impacts potentiels ;
- ✓ dans la mesure où l'impact sur les biens d'un ménage est susceptible de réduire les moyens et de modifier les conditions d'existence de ce ménage et si le déplacement physique de ce ménage s'avère nécessaire, les promoteurs du PROSER sont invités à revoir la conception du projet et les travaux de manière à éviter cet impact;
- ✓ le PROSER devra minimiser en priorité les impacts sur les terrains parmi les critères de conception des ouvrages et infrastructures ou des travaux relatifs à la réalisation des activités du projet.
- ✓ le coût de l'acquisition des terrains, du déplacement des populations et de leur réinstallation sera inclus dans l'estimation du coût des projets, pour en permettre l'évaluation complète;
- ✓ s'il est techniquement possible, la base chantier de même que les équipements et infrastructures doivent être localisés sur des espaces publics ou des emprises existantes et libres.

Il n'est pas demandé au projet de préparer un plan de réinstallation et de compensation à ce stade parce que les sous-projets et toutes les zones affectées n'ont pas encore été identifiés. Cependant, le projet préparera un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) qui sera rendu public en tant que document séparé du PCGES. Le PCR sera publié en anglais et en français et sera mis à la disposition du public dans les zones affectées, les bureaux nationaux de la BAD et sur le site web de la Banque et la date de publication précédera la date d'évaluation du projet.

Des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) avec estimation des coûts spécifiques seront préparés selon les besoins pour les zones d'impact du projet et pour les impacts de toute activité associée au projet, pendant l'exécution du projet et conformément au PCR, dès que ces installations auront été localisées avec précision.

5.1.2. Impacts potentiels du PROSER

Les sources potentielles d'impacts concernent aussi bien les phases des travaux de construction, de repli du chantier, d'exploitation et d'entretien des réseaux et infrastructures électriques dans le cadre de ce projet.

Lors des différentes phases, la plupart des activités Projet d'électrification des localités rurales du PROSER présenteront des risques d'impact sur l'environnement socio-économique.

Les activités du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER comprennent l'extension des lignes 33 kV du réseau national vers les localités concernées, la construction de poste MT/BT de type H61, la construction des lignes, la pose des foyers d'éclairage public et le branchement des ménages.

Les localités bénéficiaires du projet bénéficieront de deux niveaux d'intervention dans cette composante :

- L'électrification initiale : cela concerne les localités non encore électrifiées et celles qui seront traversées par les lignes ;
- L'extension des réseaux BT : cela concerne les villages qui ont bénéficié d'une électrification mais qui présentent de véritables besoins en matière de couverture totale des sites et d'accès à l'énergie.

En effet, la construction, l'exploitation et l'entretien des lignes électriques ont des impacts négatifs sur l'environnement. En zones rurales, le défrichement de la végétation pour le couloir de lignes Moyennes Tensions (MT), pour la construction de routes d'accès et pour l'installation des pylônes sont les principales sources d'impacts liées à la phase de construction du réseau. Au niveau des localités bénéficiaires, l'ouverture des voies pour l'implantation des lignes Basse Tension (BT) et d'Eclairage Public (EP) sont les principales activités sources d'impact sur l'environnement humain.

5.1.2.1. Impacts généraux des travaux du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER

La mise en œuvre des activités du projet notamment les électrifications initiales des villages et les extensions de réseaux vont générer des impacts positifs majeurs à savoir :

- L'installation des infrastructures de base pour permettre l'accès à l'électricité des populations rurales dans les localités cibles du projet ;
- Possibilités de mise en place de programmes spécifiques afin de favoriser l'accès à l'énergie pour les ménages à faible revenu (branchements sociaux : étalement de l'apport initial, tarif social du kWh consommé...)
- Amélioration des performances des réseaux existants pour diminuer les chutes de tension qui endommagent les appareils électriques domestiques.

5.1.2.2. Impacts positifs sur l'environnement humain

Le projet générera des impacts positifs suivants au niveau de l'environnement et du cadre de vie des populations :

- Création d'emplois et renforcement des capacités des concessionnaires

La mise en œuvre du projet comprenant des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) va susciter la création d'emplois temporaires au profit des jeunes valides qui seront recrutés par les entreprises et permettra ainsi une affectation des bénéfices liés au projet. Par conséquent, la création d'emplois et de revenus financiers pendant la durée de l'exécution des travaux, contribuera à réduire temporairement le taux de chômage.

- Développement d'activités socioéconomiques

L'extension du réseau électrique de l'énergie électrique va favoriser la disponibilité de l'électricité (augmentation sensible des heures de fourniture) permettant ainsi à d'autres localités situées autour des réseaux d'en disposer pour leur développement. Cette disponibilité favorisera en outre le développement d'activités économiques et l'extension des villages bénéficiaires de la région.

- Amélioration des conditions de santé, d'hygiène et d'éducation des populations locales

La mise en œuvre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER va permettre l'amélioration des conditions sanitaires et la qualité de vie des populations des localités bénéficiaires. En effet, grâce à l'électricité disponible, les Etablissements Sanitaires de premier Contact vont pouvoir améliorer leurs prestations sanitaires. Par ailleurs, les produits pharmaceutiques seront conservés dans de meilleures conditions dans une chaîne de froid mieux contrôlée. Cela permettrait également aux écoles de fonctionner dans des conditions appropriées.

- Amélioration des conditions de vie et du confort des populations locales

L'exécution du projet va permettre d'assurer une extension du réseau électrique dans des zones rurales non encore desservies. Grâce à la mise en œuvre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, les zones rurales cibles vont bénéficier de l'électrification et disposer d'équipements électroménagers (télévision, ventilateurs, postes radios, réfrigérateurs, etc.) favorisant ainsi l'amélioration de leurs conditions de vie.

- Amélioration des revenus des ménages et création d'activités génératrices de revenu

En milieu rural, le projet contribuera à l'augmentation des revenus par le renforcement et/ou la création des (nouvelles) Activités Génératrices de Revenu (AGR). Certaines activités nécessitant de l'électricité pourront se développer dans les localités bénéficiaires comme la couture, la réfrigération, la conservation des denrées périssables (lait, viande, poisson), les ateliers de réparation, la menuiserie, la forge, la soudure, la couture, la restauration, les moulins, les travaux mécaniques, etc.

- Amélioration du taux d'alphabétisation :

La disponibilité de l'éclairage domestique va beaucoup contribuer à l'alphabétisation des populations rurales notamment avec les cours d'alphabétisation de nuit.

5.1.2.3 Impacts négatifs sur l'environnement humain

Les risques d'impacts négatifs sur le milieu humain sont présentés en fonction des types d'interventions dans les villages selon les différentes phases du projet.

❖ ***Impacts négatifs sur l'environnement humain : Réseaux MT et BT/EP***

Ces risques d'impacts seront perceptibles dans l'environnement des villages qui bénéficieront d'une électrification initiale et les villages proches déjà électrifiés. Ils sont présentés selon les phases des travaux et d'exploitation.

Phase de travaux

❖ Nuisances sur le milieu humain (poussière, bruit et vibration) dues aux engins de travaux

Sur le milieu humain, les mouvements des véhicules et engins de travaux risqueront de causer certaines nuisances en termes de poussière lors des fouilles, de bruits et de vibration des engins auxquelles les populations seront exposées.

❖ Risques d'accidents

Pendant les travaux de construction, les risques d'accidents de chantier sont à redouter, en particulier au niveau des villages riverains qui seront traversés par le réseau, lors des travaux.

❖ Risques de restriction d'accès aux terres, de biens ou de sources de revenus socio-économiques

Ce point est particulièrement développé dans le point *Risques d'impacts entraînant le déplacement/réinstallation des populations*.

❖ Risques de frustration sociale

La non-utilisation de la main d'œuvre résidente lors des travaux pourrait susciter des frustrations (et même des conflits au niveau local) qui peuvent se traduire par des actes de vandalisme, de sabotage, de pillage ou de dégradation des infrastructures et équipements.

En outre ce risque existe en ce qui concerne les villages proches ou ceux dont les terres sont susceptibles d'être traversées par les infrastructures électriques. Cette frustration peut être rendue manifeste soit par les faits cités plus haut et/ou le blocage des travaux au niveau des villages non pris en compte et susceptibles d'être traversés.

❖ Risques de destruction des activités économiques, de perturbation et de profanation de sites sacrés liés au choix des itinéraires de construction des lignes

Ce risque est fortement attaché au choix des itinéraires pour l'alimentation des localités non encore électrifiées. De manière générale, le principe expliqué par CI-ENERGIES pour alimenter ces localités est de tirer la ligne MT à partir du village le plus proche déjà électrifié.

Le mauvais choix des itinéraires de construction des lignes peut être l'un des facteurs les plus significatifs du projet en termes d'atteinte aux biens socio-économiques et culturels présents dans l'emprise ou le voisinage des itinéraires sélectionnés.

❖ Risques de perturbation et de profanation de sites sacrés liés au choix des itinéraires de construction des lignes

Le tracé du couloir de moyenne tension peut buter sur des sites sacrés ou culturels (cimetières, forêts sacrées). Les travaux peuvent alors entraîner la profanation et la désacralisation de ces sites et aboutir ainsi à des mécontentements de la population.

❖ Risques de dégradation de vestiges culturels en cas de découvertes fortuites lors des fouilles

Il est possible que certains villages dans la zone du projet disposent de patrimoines culturels, de valeur. Aussi, l'affluence des populations dans la zone du projet au moment des travaux pourra constituer des risques éventuels se traduisant par des profanations de sites, pouvant créer ainsi des conflits sociaux avec les populations riveraines.

Phase d'exploitation

❖ Bruit et autres nuisances

Les effets sonores concernent le bruit issu des travaux de maintenance des installations.

❖ Risques d'accidents de travail et d'électrocution

Les sources des risques liés à l'hygiène et à la sécurité au travail qui sont propres aux installations de transport et de distribution d'électricité sont principalement les suivantes : les lignes électriques sous tension ; le travail en hauteur ; les champs électromagnétiques ; etc.

❖ ***Impacts négatifs sur l'environnement humain : Extension des réseaux électriques***

Ces risques d'impacts négatifs seront perceptibles dans l'environnement des villages qui bénéficieront d'extension de lignes :

Phase de travaux

- ❖ Pertes de terres, de biens et d'activités économiques
- ❖ Risques d'accident de travail avec les engins
- ❖ Conflits sociaux en cas de non-utilisation de la main d'œuvre locale
- ❖ Perturbation des activités riveraines
- ❖ Risque de frustration sur le choix des villages

Phase d'exploitation

- ❖ Risque d'accident (électrocution)
- ❖ Pollution visuelle

❖ Risque d'accident lors de branchement des ménages

5.1.2.3. Risques d'impacts entraînant le déplacement/réinstallation des populations

Outre les risques d'impact que ce projet pourrait engendrer sur l'environnement humain, il produit des impacts négatifs qui nécessiteront des procédures de déplacement/réinstallation des populations, objet du présent PCR. Ces risques d'impact sont présentés dans ce qui suit.

• Restriction d'accès à l'espace social des localités traversées

L'un des impacts les plus significatifs du projet porte sur le domaine foncier. En effet, les zones rurales traversées par le projet sont constituées par les terroirs villageois. Ce sont des terres agricoles villageoises et familiales gérées par les chefs de terre et les chefs de familles.

Les parcelles de terres situées dans l'emprise des lignes MT, qu'elles soient en culture ou en friche seront définitivement occupées, ce qui entraînera une restriction d'accès pour les différents propriétaires individuels ou communautaires.

En effet, selon les procédures et règles d'exploitation actuellement admises chez CI-ENERGIES et en tenant compte des contraintes techniques et sécuritaires, l'emprise des lignes HTA est de quatorze (14) mètres en milieu rural, soit sept (7) mètres de part et d'autre de l'axe central de la ligne.

Dans ce corridor, des servitudes sont observées.

- Les lignes électriques HTA étant réalisées au niveau des servitudes publiques, aucune nouvelle habitation n'est admise dans les emprises. Il s'agit plutôt de restriction temporaire d'accès aux terres agricoles.
- Après les travaux et pendant la phase d'exploitation, des cultures vivrières non arbustives et dont la hauteur ne peut excéder trois (3) mètres sont tolérées dans le couloir des lignes électriques.

De manière générale, le tracé des lignes électriques HTA suivra les itinéraires des routes qui sont parfois bordées par des exploitations agricoles. Des déplacements économiques liés aux pertes de cultures ou d'arbres et aux perturbations d'activités peuvent ainsi être occasionnés lors des travaux de construction des lignes électriques, sur les bords de route mais également sur le corridor de la ligne (dégagement de l'emprise pour la pose des poteaux électriques).

Ainsi, la mise en œuvre du projet provoquera une restriction d'accès à l'espace social traversé par les activités de la composante. Cette situation pourrait faire l'objet de mécontentement ou d'opposition des personnes qui revendiqueraient la propriété des espaces occupés ou traversés.

• Destruction des biens et perturbation des activités économiques

La composante électrification rurale occasionnera des impacts négatifs sur les activités économiques rencontrées dans l'emprise des lignes MT, BT et EP. Ces impacts se posent en termes de destruction de champs et de plantations situés dans l'emprise. Aussi, toutes les activités ainsi situées dans l'emprise des travaux seront déplacées ou détruites. Cela suppose des pertes de revenus et de source de revenus pour des personnes, des ménages voire des groupes (organisation).

• Perte de salaires pour les employés des propriétaires d'activités économiques

La destruction des activités économiques aura une conséquence directe sur les employés dans la mesure où leurs employeurs, en attendant de se recaser, seront obligés de les mettre momentanément en chômage forcé ; ce qui pourrait entraîner une perte momentanée de leurs salaires.

• Destruction de bâtis, expropriation de lots villageois et déguerpissement des ménages résidents

Si de nombreux villages concernés par l'électrification rurale sont lotis, le constat général qui a été fait sur le terrain révèle que dans la plupart des cas, à l'exception de quelques rares villages, les ouvertures des voies ne sont pas

faites. Ainsi, des maisons et des lots villageois pourraient se retrouver dans l'emprise nécessaire à la construction des lignes de basse tension et d'éclairage public à l'intérieur des localités. L'acquisition des espaces concernés pourrait se faire au détriment des propriétaires des maisons et des lots villageois.

Aussi, on peut noter l'existence d'abris de commerce et d'activités artisanales dans l'emprise. Ces bâtis seront entièrement ou partiellement détruits au cours des travaux. Ce qui entraînera un déplacement des occupants.

5.2. Préparation et exécution de la réinstallation

Le PCR détermine les principes de la réinstallation et de la compensation, les arrangements organisationnels et les critères de planification qui seront appliqués pour répondre aux besoins des personnes qui pourraient être affectées par le projet. Le PCR est préparé conformément aux normes de la politique du gouvernement ivoirien sur la réinstallation et la compensation et la SO 2 de la BAD.

Lorsque les informations spécifiques de planification commencent à être connues et que les terres sont identifiées, les plans de réinstallation et de compensation seront préparés conformément au présent Plan Cadre de Réinstallation et seront présentés à la BAD pour approbation avant que toute acquisition de terre, compensation, réinstallation ou autre activité ayant une influence sur les conditions de vie soient exécutées.

Selon la SO 2 de la Banque africaine de développement et les termes de références fournis par CI-ENERGIES, ce PCR couvrira les sections suivantes :

- a. Introduction et description du projet
- b. Principes et objectifs qui gouvernent la préparation et l'exécution de la réinstallation et de la compensation
- c. Une description de la procédure de préparation des plans de réinstallation et de compensation
- d. L'acquisition des terres et les catégories d'impact éventuelles
- e. Les critères d'éligibilité pour définir les diverses catégories de personnes affectées par le projet
- f. Un cadre juridique qui revoit la concordance des lois et des réglementations nationales avec les exigences de politique de la Banque africaine de développement et les mesures proposées pour combler tout écart entre elles
- g. Les méthodes d'évaluation des biens affectés
- h. Les procédures organisationnelles pour l'octroi de titres et, surtout pour les projets qui impliquent l'intervention d'intermédiaires financiers du secteur privé, les responsabilités de ces intermédiaires, du gouvernement et du promoteur privé
- i. Une description de la procédure d'exécution, qui relie l'exécution de la réinstallation et des compensations aux travaux de génie civil
- j. Une description des mécanismes de règlement des plaintes
- k. Une description des arrangements pour le financement de la réinstallation et des compensations, en particulier la préparation et la révision des estimations de coûts, les flux de fonds et les arrangements en cas d'imprévus
- l. Une description des mécanismes de consultation et de participation des personnes déplacées à la planification, à l'exécution et au suivi
- m. Les dispositifs de suivi par l'agence d'exécution et, selon la requête, par des agents de suivi indépendants.

6. PRINCIPES ET OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN MATIERE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE

Le PROSER intervient essentiellement en milieu rural. Le contexte légal, juridique et institutionnel du PCR a trait à la législation foncière (les textes applicables au foncier, le statut des terres), la participation du public, les mécanismes d'acquisition de terrain, de réinstallation et de restructuration économique. Il contient également une analyse comparée de la législation nationale et de la Politique de la BAD en l'occurrence la SO 2.

6.1. Principes de base du programme de réinstallation

Dans le cadre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, les principes et objectifs du processus et les règles ci-après sont à appliquer :

Les impacts des projets de développement sur la réinstallation involontaire peuvent entraîner des risques économiques, sociaux et environnementaux qui se matérialisent par un démantèlement des systèmes de production, des gens qui s'appauvrissent lorsqu'ils perdent leurs moyens de production ou leurs sources de revenus, des gens qui sont relogés dans des milieux où leurs aptitudes de production s'appliquent moins et que la compétition pour les ressources s'élargit ; les institutions communautaires et les réseaux sociaux sont affaiblis ; les groupes familiaux sont dispersés et l'identité culturelle, l'autorité traditionnelle et le potentiel d'entraide mutuelle diminuent ou se perdent.

La politique de réinstallation peut entrer en action parce que l'activité du projet a entraîné une acquisition de terre, à savoir : on a besoin d'un certain lopin de terre et les gens peuvent être affectés parce qu'ils cultivent la terre, ou possèdent des bâtiments sur cette terre, ou utilisent la terre pour l'eau et pour faire paître les animaux, ou encore ils pourraient avoir accès à cette terre pour des raisons économiques, spirituelles ou pour toute autre raison qui ne se justifierait plus pendant et après l'exécution du projet. C'est pourquoi les gens seront correctement compensés pour leur perte (de terre, propriété ou accès) soit en nature, soit en espèces, la première étant la forme préférée. Les lois pour l'acquisition des terres et la réinstallation involontaire fixent des procédures de compensation lorsque les terres de citoyens sont acquises. Les lois de la Côte d'Ivoire et les exigences de la SO 2 de la BAD seront respectées.

6.2. Objectifs de la politique de réinstallation

Les objectifs poursuivis par la politique de réinstallation sont les suivants :

- a) L'acquisition des terres et la réinstallation involontaire seront évitées autant que possible, ou minimisées en explorant toutes les alternatives viables possibles.
- b) Lorsque l'acquisition des terres et la réinstallation involontaire est inévitable, les activités de réinstallation et de compensation seront planifiées et exécutées en tant que programmes durables, en offrant des ressources d'investissement suffisantes aux personnes déplacées par le projet pour qu'elles puissent partager les bénéfices du projet. Les personnes déplacées et compensées seront dûment consultées et auront l'occasion de participer à la planification et à l'exécution des programmes de réinstallation et de compensation.
- c) Les personnes déplacées et compensées recevront une aide dans leurs efforts d'amélioration de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie ou tout au moins de les ramener, en termes réels, au niveau d'avant le déplacement ou au niveau qui prévalait au début de l'exécution du projet, en prenant le niveau le plus élevé.

Ici, conformément à la politique de la Banque, les personnes affectées sont celles qui sont directement socialement et économiquement affectées par les projets d'investissements assistés par la Banque et en particulier la saisie de terres et autres biens qui aboutit à :

- un relogement ou une perte d'abri ;
- la perte de biens ou d'accès à des biens ;
- la perte du gagne-pain ou de moyens d'existence, même si les personnes affectées ne doivent pas déménager, ou encore ;
- la restriction involontaire ou la suppression de l'accès à des parcs et des aires protégées qui ont des impacts adverses sur les moyens d'existence des personnes déplacées.

La politique de la réinstallation s'applique à toutes les composantes situées dans le cadre du projet, qu'elles soient ou non directement financées, en totalité ou en partie, par la BAD.

Une attention particulière sera portée aux besoins des personnes vulnérables parmi ces groupes déplacés et en particulier de celles qui sont en dessous du seuil de pauvreté : les gens sans terre, les personnes âgées, les femmes et les enfants et les minorités ethniques, les orphelins ou autres personnes affectées qui pourraient ne pas être protégées dans le cadre de la législation nationale sur la compensation pour la terre.

Dans le cas particulier du PROSER, la politique exige aussi que l'exécution des plans de réinstallation et de compensation soient une condition préalable à l'exécution des activités qui sont la cause de la réinstallation, par exemple l'acquisition des terres, pour s'assurer que le déplacement ou la restriction à l'accès n'aient pas lieu avant que les mesures nécessaires à la réinstallation et à la compensation soient en place. Il est exigé en plus que ces mesures incluent l'offre d'une compensation et autre assistance nécessaire pour le relogement avant le déplacement, et la préparation et l'offre de sites de réinstallation avec des installations adéquates lorsqu'on en a besoin. En particulier la saisie d'une terre et de biens afférents ou l'empêchement d'accéder ne se feront qu'après que la compensation ait été payée et, le cas échéant, que les sites de réinstallation, les nouveaux logements, l'infrastructure, les services publics et les allocations de déménagement aient été fournis aux personnes déplacées.

De plus, lorsqu'il y a un relogement ou une perte d'abri, la politique exige que les mesures visant à aider les personnes déplacées soient exécutées conformément au plan d'action de réinstallation et de compensation.

Il importe tout particulièrement de réduire, dans la mesure du possible, toutes les pressions socio-économiques dans les communautés qui seraient probablement exacerbées par la réinstallation involontaire, en encourageant les personnes affectées par les activités du projet d'y participer. C'est pourquoi les communautés affectées devront être consultées et être intégrées au processus de planification.

Pour finir, le PCR veillera à ce que les communautés affectées soient consciencieusement consultées, participent au processus de planification et reçoivent une compensation adéquate afin que leurs revenus d'avant le déplacement soient restaurés et que tout ce processus soit juste et transparent.

6.3. Revue de la législation nationale qui régit l'acquisition des terres et la réinstallation

6.3.1. Législation ivoirienne

Tableau 3 : Législation ivoirienne applicable au projet

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Observations
Lois		
Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire.	<p>La Constitution de la Côte d'Ivoire consacre le droit de propriété au profit des populations.</p> <p>Article 11 : « Le droit de propriété est garanti à tous.</p> <p>Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».</p> <p>Article 13 : « le droit de tout citoyen à la libre entreprise est garanti dans les limites prévues par la loi. L'État veille à la sécurité de l'épargne, des capitaux et des investissements ».</p>	<p>Le droit que détient toute personne à posséder un terrain est ainsi élevé au rang de principe constitutionnel.</p> <p>L'Etat de Côte d'Ivoire devra prendre toutes les dispositions pour indemniser de manière juste les pertes foncières subies par les populations causées par le projet.</p>
Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural modifiée par la loi n°2004-412 du 14 août 2004	<p>Article 1^{er} : « Le Domaine Foncier Rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires ».</p> <p>Article 3 : « Le Domaine Foncier Rural coutumier est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent : - Des droits coutumiers conformes aux traditions, - Des droits coutumiers cédés à des tiers. »</p> <p>Article 4 : « La propriété d'une terre du Domaine Foncier Rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au registre foncier ouvert à cet effet par l'Administration et en ce qui concerne les terres du domaine coutumier par le Certificat Foncier. Le détenteur du Certificat Foncier doit requérir l'immatriculation de la terre correspondante dans un délai de trois ans à compter de la date d'acquisition du Certificat Foncier. »</p> <p>Article 6 : « les terres qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat et sont gérées suivant les dispositions de l'article 21 ci-après. Ces terres sont immatriculées, aux frais du locataire ou de l'acheteur. Outre les terres objet d'une succession ouverte depuis plus de trois ans non réclamés, sont considérées comme sans maître :</p>	<p><i>CI-ENERGIES et les services du MINADER veilleront à l'application de la loi, surtout en matière de la vérification du titre foncier pour les indemnisations.</i></p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Observations
	<p>- Les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés dix ans après la publication de la présente loi,</p> <p>-Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés trois ans après le délai imparti pour réaliser la mise en valeur imposée par l'acte de concession. Le défaut de maître est constaté par un acte administratif. »</p>	
<p>Loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013 relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier et portant modification de l'article 6 de la Loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural, telle que modifiée par la Loi n° 2004-412 du 14 août 2004.</p>	<p>Article premier : « Un nouveau délai de dix ans, qui court à compter de la publication de la présente loi, est accordé pour faire constater l'exercice de façon paisible et continue des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier. Passé ce nouveau délai, les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés, seront considérés comme sans maître. »</p> <p>Article 2 : « Le deuxième tiret de l'alinéa 2 de l'article 6 est modifié ainsi qu'il suit : — Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés cinq ans à compter de la publication de la loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013 ».</p>	<p><i>Cette réforme du droit foncier en Côte d'Ivoire a pour but de reconnaître la nécessité de consolider des droits fonciers coutumiers. Elle contribue à la sécurisation de la propriété foncière en milieu rural.</i></p>
Ordonnances		
<p>Ordonnance n°2013-481 du 02 juillet 2013 fixant les règles d'acquisition de la propriété des terrains urbains</p>	<p>Article 1: « La présente ordonnance s'applique aux terrains urbains, à l'exception de ceux destinés à l'industrie ou à la promotion touristique »</p> <p>Article 2 : « Toute occupation d'un terrain urbain doit être justifiée par la possession d'un titre de concession définitive délivré par le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme »</p> <p>Article 3 : « Le transfert de propriété sur un terrain urbain relevant du domaine de l'Etat est opéré par l'Arrêté de Concession Définitive.</p> <p>L'Arrêté de Concession Définitive est obligatoirement publié au Livre Foncier ».</p> <p>Article 4 : «[...] Pour les terrains urbains situés en dehors du District Autonome d'Abidjan, le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme peut déléguer ses pouvoirs aux autorités déconcentrées suivant les modalités fixées par décret »</p>	<p><i>Toute occupation d'un terrain situé dans l'emprise du projet doit être justifiée par un arrêté de concession définitive (ACD) délivré par le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme.</i></p>
<p>Ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public</p>	<p>Article 1: « La présente ordonnance s'applique aux biens du domaine public appartenant : - à l'Etat ; - aux Collectivités territoriales ; - aux Etablissements publics ; Que ces biens soient gérés par la personne publique propriétaire ou par toute personne morale de droit public ou privé ayant reçu mandat de la personne publique propriétaire à cet effet ».</p>	<p><i>Pour des raisons économiques, les autorités publiques autorisent l'occupation d'espaces appartenant au domaine public à des fins privées. Ces autorisations sont délivrées généralement pour la</i></p>

<i>Intitulés des textes</i>	<i>Articles liés au projet</i>	<i>Observations</i>
	<p>Article 4 : « Les biens du domaine public sont insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. L'occupation ou l'utilisation par des personnes privées des dépendances immobilières de ce domaine ne confère pas à ces dernières de droit réel, sous réserve des dispositions des chapitres III et de IV de la présente ordonnance ».</p> <p>Article 7 : « L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire ».</p>	<p><i>construction des stations-service, l'implantation de magasins ou de boutiques diverses etc.</i></p> <p><i>Cette occupation du domaine public n'est pas synonyme de reconnaissance d'un droit de propriété à son profit.</i></p>
<i>Décrets</i>		
Décret du 29 Septembre 1928 portant réglementation du domaine public	<p>Article 1^{er} : « font partie du domaine public:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées ainsi qu'une zone de 100 m mesurée à partir de cette limite; - les cours d'eaux navigables ou flottables ainsi qu'une zone de passage de 25 m de large sur chaque rive; les sources et cours d'eau non navigables ni flottables; - les lacs, étangs et lagunes ainsi qu'une zone de 25 m de large sur chaque rive; - les nappes aquifères souterraines quel que soit leur provenance, leur nature et leur profondeur; - les canaux de navigation, les canaux d'irrigation, les canaux de dessèchement exécutés dans l'intérêt du public ainsi que les dépendances de ces ouvrages; - les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies; - les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports, les digues maritimes et fluviales, les ouvrages d'éclairage et de balisage et leurs dépendances; - les lignes télégraphiques, téléphoniques et leurs dépendances ainsi que les aériens des stations radioélectriques; - les ouvrages de fortification des places de guerre ou les postes militaires ainsi qu'une zone large de 250 m autour ces ouvrages. » 	<p><i>Une fois construite, les lignes HT et BT, ainsi que les dispositifs divers visant leur protection, seront incorporés au domaine public.</i></p> <p>En vertu du principe de l'indisponibilité du domaine public, tout droit concédé par l'administration sur le domaine public reste précaire et irrévocable à tout moment. Les occupants du domaine public n'ayant pas fait l'objet de déclassement s'exposent à un déguerpissement pur et simple sans mesure d'accompagnement.</p>
Décret du 25 novembre 1930 portant régime de l'expropriation pour cause	<p>Article 1^{er} : « L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice ».</p> <p>Article 3 : « Le droit d'expropriation résulte :</p>	<p><i>Le décret offre la possibilité à CI ENERGIES de prendre d'autorité possession des terrains utiles pour la réalisation du projet en cas de désaccords avec les propriétaires.</i></p>

<i>Intitulés des textes</i>	<i>Articles liés au projet</i>	<i>Observations</i>
d'utilité publique, modifié par les décrets du 24 août 1933 et du 8 février 1949	<p>1° de l'acte qui autorise les opérations projetées telles que : construction de routes de chemins de fer ou ports, travaux urbains, travaux militaires, aménagement et conservation de forêts, restauration de chemins en montagne, protection de sites ou de monuments historiques, aménagement de forces hydrauliques et distribution d'énergie, installation de services publics, création ou entretien du domaine public, travaux d'assainissement, d'irrigation et de dessèchement etc.</p> <p>2° de l'acte qui déclare expressément l'utilité publique desdites opérations qui est soit une loi ou un décret soit un arrêté et qu'il ne déclare pas l'utilité publique, cette déclaration résultera d'un arrêté : dans tous les autres cas, la déclaration d'utilité publique est prononcée par arrêté »</p>	CI-ENERGIES devra suivre une procédure réglementée qui exige la saisine du juge, garant de la propriété privée, pour le prononcé du transfert de propriété. et pour la prise en compte d'une indemnité juste et préalable.
Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures	<p>Article 1^{er} : « L'indemnisation des cultures détruites résulte soit du droit commun de la responsabilité relevant des articles 1382 et suivants du code civil, soit de l'exécution de travaux d'utilité publique ou de l'exécution de mesures phytosanitaires décidées par les services compétents et portant sur des plants sains »</p> <p>Article 2 : « L'indemnité doit être juste, c'est-à-dire permettre la répartition intégrale du préjudice causé par la perte des biens. Elle ne doit en aucun cas constituer une spéculation pour la victime ».</p> <p>Article 6 : « La fixation du barème des taux d'indemnité et l'organisation de l'évaluation de l'indemnisation sont établies par Arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Agriculture et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances »</p> <p>Article 7 : « La détermination du montant de l'indemnité doit tenir compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) de la valeur des cultures détruites ou à détruire au moment du constat ; (b) de la valeur des constructions et autres aménagements ; (c) de la valeur du terrain nu, en cas de dépossession de celui-ci ; (d) du remboursement des frais occasionnés pour l'obtention du titre de propriété, s'il y a expropriation. 	<i>Plusieurs plantations sont susceptibles d'être impactées par le projet. CI-ENERGIES devra se conformer aux exigences de ce décret pour indemniser les propriétaires de ces plantations.</i>
Décret n°2013-482 du 02 juillet 2013 portant modalités d'application de l'ordonnance fixant les règles d'acquisition de la propriété des terrains urbains	<p>Article 2 : « La pleine propriété des terrains urbains du domaine de l'Etat est conférée uniquement par un Arrêté de Concession Définitive.</p> <p>L'Arrêté de Concession définitive est obligatoirement publié au Livre Foncier. »</p>	CI-ENERGIES et les services du MCLU veilleront au respect des exigences de ce décret.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Observations
	Article 3 : « Pour toute parcelle urbaine située en dehors des lotissements approuvés, seul le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme prend l'Arrêté de Concession Définitive sur toute l'étendue du territoire. »	
Décret n°2016-788 du 12 octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public	Article 1 : « L'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public est consentie, à titre précaire et révocable, par la voie d'une décision unilatérale ou d'une convention ». Article 6 : Pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public des collectivités territoriales, l'autorisation est délivrée par : <ul style="list-style-type: none"> - Le maire au nom de la Commune ; - Le président du Conseil Régional au nom de la Région ; Le gouverneur du District Autonome au nom du District Autonome.	Seuls les Présidents des Conseils Régionaux et les Maires des Communes traversées par le projet peuvent autoriser une personne à s'installer sur le domaine public., dans les limites fixées par la législation en vigueur.
Arrêtés		
Arrêté n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF /MCLU/MMG/MEER/SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage	<p>Article 1^{er} : « Les taux d'indemnisation pour destruction de cultures, d'engins de pêche, de structures aquacoles et pour l'abattage d'animaux d'élevage, sont déterminés suivant les formules de calcul jointes en annexe 1, 2, 3, 4, 5 et 6 [...] »</p> <p>Article 2 : « Lorsque la destruction ou de dépôt porte notamment sur des installations électriques, des constructions ou autres aménagements de génie civil, génie minier ou génie rural tels que les barrages, les digues, les pistes, les basfonds rizicoles, les étangs piscicoles, les clôtures, les bains détiqueurs, les parcs à bétail, les pâturages, les logements des animaux d'élevage, les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique, les ouvrages d'alimentation en eau potable et les équipements hydrologiques, l'évaluation de ces biens est établie par les Ministères techniques compétents. »</p> <p>Article 4 : « Les calculs d'indemnités sont établis par les services compétents des Ministères concernés sur la base du présent arrêté et après constats effectués par ceux-ci conformément à l'article 4 du présent arrêté. Les modalités de calculs et les résultats obtenus conformément aux formules de calcul jointes en annexe sont transmis à la personne impactée et à la personne civilement responsable de la destruction ».</p> <p>Article 5 : « Les critères à retenir pour le calcul de la valeur de l'indemnisation pour chaque type de culture sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La superficie détruite (ha) ; - Le coût de mise en place de l'hectare en franc CFA (FCFA/ha) ; - La densité scientifique optimale à l'hectare en nombre de plants (nombre de plants/ha) ; - Le coût d'entretien à l'hectare de culture en franc CFA (FCFA/ha) ; 	CI-ENERGIES devra conformer aux barèmes indiqués pour indemniser les propriétaires des plantations impactés par les travaux.

<i>Intitulés des textes</i>	<i>Articles liés au projet</i>	<i>Observations</i>
	<ul style="list-style-type: none"> - Le rendement à l'hectare en kilogramme (kg/ha) ; - Le prix en vigueur du kilogramme sur le marché en franc CFA au moment de la destruction pour les cultures annuelles ; - Le prix bord champ (FCFA) en vigueur au moment de la destruction pour les cultures pérennes ; - L'âge de la plantation ; - Le nombre d'année d'immaturité nécessaire avant l'entrée en production ; - Le préjudice moral subi par la victime, représentant 10% du montant de l'indemnisation. <p>Article 6 : « Les cultures ne figurant pas sur le tableau joint en annexe feront l'objet d'évaluation sur la base des données obtenues auprès des structures d'encadrement compétentes »</p> <p>Article 12 : Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction avérée ou à venir. Dans le cas où la destruction découle de l'exécution d'un ouvrage public, le paiement de l'indemnité est à la charge du maître d'ouvrage.</p> <p>Article 16 : Le paiement de l'indemnité prévue au présent arrêté se fait en numéraire. Lorsqu'il est convenu d'accord parties, le paiement peut se faire en nature.</p> <p>Article 17 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.</p>	

6.3.2. Exigences de la Banque africaine de développement en matière de réinstallation forcée

6.3.2.1. Sauvegarde Opérationnelle 2 – Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisations

Cette SO vise à faciliter l'opérationnalisation de la Politique de la Banque sur la réinstallation involontaire de 2003, dans le cadre des conditions de mise en œuvre des SO et ce faisant, d'intégrer les facteurs de la réinstallation dans les opérations de la Banque. Cette SO concerne les projets financés par la Banque qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Les objectifs spécifiques de cette SO reflètent les objectifs de la politique sur la réinstallation involontaire :

- (i) Éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet ont été envisagées ;
- (ii) Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- (iii) Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- (iv) Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et
- (v) Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

L'emprunteur ou le client devra préparer un Plan d'Action de Réinstallation intégral (PAR intégral) pour

- (i) tout projet qui implique 200 personnes ou plus (selon la définition de la politique de réinstallation involontaire) ou
- (ii) tout projet susceptible d'avoir des impacts négatifs sur les groupes vulnérables.

Pour tout projet pour lequel le nombre de personnes à déplacer est inférieur à 200 personnes et l'acquisition des terres et le potentiel de déplacement et de perturbation des moyens de subsistance sont considérés comme moins importants, l'emprunteur ou le client prépare un Plan d'Action de Réinstallation abrégé (PAR abrégé).

La Banque publiera les PAR au Centre d'information du public de la Banque et sur son site Internet, aux fins d'examen et commentaires par le public, conformément aux procédures PEES. Le PAR intégral devra être communiqué au public au moins 120 jours avant la présentation aux Conseils et le PAR abrégé au moins 30 jours avant la présentation aux Conseils.

La SO met un accent particulier sur la consultation, la participation et un large soutien communautaire ; les procédures d'indemnisation ; les communautés d'accueil ; les groupes vulnérables ; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

L'emprunteur ou le client prépare un Plan de Développement Communautaire (PDC) pour les projets qui ont un risque avéré pour les communautés vulnérables et qu'il faut gérer. Les risques spécifiques associés aux questions de terre, à la réinstallation, ou à la dégradation environnementale sont intégrés au plan d'action de réinstallation ou au PGES et les mesures d'accompagnement seront conçues et gérées en consultation avec les communautés affectées pour respecter leurs préférences culturelles.

6.3.2.2 Les autres politiques de la BAD interpellées par le projet

La Politique en matière de Genre (juin 2000)

La politique sur le genre vise à favoriser l'équité des sexes et l'intégration de la dimension genre dans toutes les opérations de la BAD. Elle exige que la BAD applique l'analyse de genre à toutes ses activités.

La Stratégie Genre 2014-2018

L'objectif de cette stratégie est double. D'abord, il vise à renforcer l'intégration du genre dans toutes les opérations et stratégies nationales et régionales de la Banque. Ensuite, il cherche à opérer la transformation de la Banque pour en faire une institution plus solidaire et plus sensible au genre, qui apprécie également ses personnels féminins et masculins, qui les protège de la discrimination et de toute forme de harcèlement et de violence, et qui leur assure un environnement de travail sûr et préférentiel capable d'attirer les meilleures opportunités professionnelles.

La politique de la BAD en matière de réduction de la pauvreté (février 2004)

Cette politique réaffirme l'attachement de la BAD à l'objectif primordial de réduction de la pauvreté par des mesures visant à promouvoir l'appropriation nationale, la participation et l'obligation de résultats dans le cadre de ses actions visant à améliorer les conditions de vie des pauvres en Afrique.

La Politique de diffusion et d'accès à l'information (mai 2013)

Cette politique vise à i) maximiser la diffusion des informations en possession du Groupe de la Banque et à limiter la liste d'exceptions; ii) faciliter l'accès à l'information sur les opérations de la BAD et son partage avec un spectre large de parties prenantes ; iii) promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité ; iv) améliorer l'efficacité de la mise en œuvre et mieux coordonner les processus de diffusion de l'information; v) faire mieux connaître la mission, les stratégies et les activités globales du Groupe de la Banque ; vi) appuyer le processus consultatif; et vii) renforcer l'harmonisation avec les autres institutions de financement du développement dans le domaine de la diffusion de l'information. Les objectifs de cette politique sont également d'encourager les États à communiquer l'information au public, en particulier aux groupes directement concernés par les opérations dans les États membres ; sensibiliser davantage le public aux opérations, aux activités, aux politiques, aux programmes, aux procédures et au fonctionnement du Groupe de la Banque, faciliter la participation des populations locales concernées par les projets financés par le Groupe de la Banque, y compris les organisations non gouvernementales (« ONG ») éligibles reconnues par le Groupe de la Banque et les autres organisations communautaires prenantes.

Le manuel de consultation et de participation des parties aux opérations de la Banque (2001)

Pour la BAD, la participation est essentielle à l'accomplissement de ses objectifs primordiaux de réduction de la pauvreté et de développement durable. La participation des parties prenantes peut améliorer la qualité, l'efficacité et la durabilité des projets de développement et raffermir l'engagement des gouvernements, des bénéficiaires et autres parties prenantes. Le manuel lui-même élaboré de manière participative, fournit les directives sur lesquelles

s'appuyer. Quant aux parties prenantes, il s'agit des personnes/communautés qui peuvent (directement ou indirectement, positivement ou négativement) toucher ou être touchées par les résultats des projets ou programmes. Les questions d'égalité homme/femme sont fondamentales dans la participation. Les organisations non-gouvernementales (ONG) et les organisations à base communautaire (OBC) qui représentent les pauvres et les femmes sont des parties prenantes importantes dans les opérations appuyées par la Banque.

Le Cadre de participation de la société civile (2012)

L'objectif ultime du Cadre d'engagement avec les Organisations de la société civile (OSC) est de permettre à la Banque d'obtenir de meilleurs résultats et un plus grand impact sur le processus de développement grâce à la consolidation de ses mécanismes de participation et de coordination avec les OSC. Plus précisément, les objectifs du Cadre consistent à : a) renforcer les capacités de la Banque à établir des modalités de coopération avec les OSC ; b) à encourager les interactions avec les OSC d'une manière qui contribue effectivement à la mission de la Banque et à l'efficacité de son appui aux PMR ; et c) à énoncer des directives opérationnelles à l'intention du siège, des centres de ressources régionaux, des bureaux extérieurs et du personnel travaillant sur les projets.

6.3.3. Comparaison entre la législation ivoirienne et les directives de la BAD

➤ Cadre juridique de référence

En Côte d'Ivoire, lorsqu'un projet de développement entraîne un déplacement de personnes, l'on se réfère aux dispositions prévues en la matière. Selon ces dispositions, l'occupation et/ou la destruction pour cause d'utilité publique prévoit une indemnisation pour :

- les cultures : Décret N° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures (en tenant compte l'âge, l'état des plants ou culture, la variété cultivée, la densité à l'hectare) ;
- les constructions ou autres aménagements de génie civil : sur la base des normes et barèmes du Ministère chargé de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme.

➤ Conformités et divergences

Les usages en vigueur en Côte d'Ivoire en matière de déplacement involontaire des personnes sont conformes aux principes de la BAD pour les aspects suivants :

- La constitution ivoirienne stipule en son article 15 que le droit de propriété est garanti à tous et que nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation.
- Le Décret portant expropriation pour cause d'utilité publique indique que l'indemnité d'expropriation doit au besoin être préalable à l'occupation des terrains, sauf s'il y a urgence.

Concernant les divergences, on peut noter :

- Les occupants informels ne sont pas reconnus pour l'indemnisation par la Loi ivoirienne ;
- La Loi ivoirienne fragilise l'exproprié en donnant à la seule administration le pouvoir de juger de l'opportunité et du caractère de l'urgence relative à l'occupation des terrains (art. 3 du Décret N° 95-817 du 29 septembre 1995).

La conformité et les divergences entre la procédure nationale et celle de la BAD sont résumées dans le tableau ci-après :

TABLEAU 4 : Comparaison entre la législation nationale et la politique de la BAD en matière de réinstallation

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Proposition par rapport aux différences
Indemnisation/compensation			
Principe général	Païement d'une indemnité d'expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens	Compensation en nature ou en espèce au coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté	Convergence entre les deux politiques ; Proposition : appliquer l'une ou l'autre des politiques
Calcul de la compensation	L'Arrêté interministériel n°453 / MINADER/ MIS/ MIRAH/ MEF/ MCLU/ MMG/ MEER/MPEER/SEPMBFE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage : Le calcul de l'indemnité prend en compte l'âge et l'état sanitaire des plants ou cultures, la variété (traditionnelle ou améliorée) et la densité à l'hectare. Des taux minimal et maximal sont fixés pour chaque culture par plant/pied ou par hectare. Les cultures ne figurant pas au barème font l'objet d'évaluation à l'amiable entre les parties Pour les constructions ou autres aménagements de génie civil, l'évaluation est faite sur la base du barème du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme.	Pour les cultures : tarif basé sur l'âge, l'espèce, le prix en haute saison Pour les terres : tarif basé sur la valeur du marché, frais divers/enregistrements, capacité de production, emplacements, investissements et autres avantages similaires au terrain acquis pour le projet. Pour le bâti : tarif basé sur le coût des matériaux et de la main d'œuvre sur le marché local	Appliquer la Politique de la Banque Appliquer la politique de la Banque Convergence entre les deux politiques ; Proposition : appliquer l'une ou l'autre des politiques
Assistance à la réinstallation des personnes déplacées	Non prévue, donc pas d'indemnisation	Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation	Proposition : appliquer la politique de la Banque
Eligibilité			
Propriétaires de terrains titrés	Reconnus pour indemnisation	Ces personnes reçoivent une compensation	Convergence entre les deux politiques ; Proposition : appliquer l'une ou l'autre des politiques

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Proposition par rapport aux différences
Indemnisation/compensation			
Occupants informels	Pas d'indemnisation	Compensation des structures et des cultures affectées Assistance à la réinstallation	Proposition : appliquer la politique de la Banque.
Occupants informels après la date limite d'éligibilité	Pas d'indemnisation	Aucune compensation ni assistance n'est prévue	Convergence entre les deux politiques
Procédures			
Païement des indemnités/compensations	Au besoin, préalable à l'occupation des terrains. Mais en cas d'urgence (apprécié par l'administration), l'occupation peut se faire avant indemnisation	Avant le déplacement	Proposition : appliquer la politique de la Banque
Forme/nature de l'indemnisation/compensation	Les textes ne donnent aucune précision	La priorité doit être donnée à la compensation en nature plutôt qu'en espèces	Proposition : appliquer la politique de la Banque
Groupes vulnérables	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Une attention particulière est accordée à ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les personnes âgées les femmes et les enfants, les minorités ethniques et les populations indigènes	Proposition : appliquer la politique de la Banque
Plaintes	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Privilégie en général les règlements à l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un système de traitement des plaintes	Proposition : appliquer la politique de la Banque
Consultation	Prévue par la Loi (avant le déplacement)	Avant le déplacement	Conformité entre la Loi ivoirienne et la politique de la Banque

Il ressort de l'analyse de la comparaison entre la législation nationale et la politique de la Banque africaine de développement, qu'une actualisation des textes régissant les procédures ivoiriennes en matière de compensation et d'indemnisation s'impose. En effet, les textes fondamentaux sont soit dépassés, soit ne sont pas applicables en l'absence de décrets ou arrêtés d'application.

Ce sont :

- le Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique, qui depuis près de 88 ans n'a jamais été modifié ;
- l'Arrêté interministériel n°453 / MINADER/ MIS/ MIRAH/ MEF/ MCLU/ MMG/ MEER/MPEER/SEPMBFE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage qui est défavorable aux PAPs quand il s'agit d'un projet initié par l'Etat.

Des dispositions devraient être prises en urgence pour corriger ces faiblesses afin de redonner la place qu'il faut à la législation nationale.

6.3.2.2. Processus de réinstallation

Plusieurs situations pourraient se présenter dans le cadre de la mise en œuvre des activités prévues par le Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, dont principalement les quatre cas présentés comme suit :

- ✓ 1^{er} cas : Il peut arriver qu'une activité ne nécessite pas l'acquisition de terrain privé ;
- ✓ 2^{ème} cas : il peut arriver aussi qu'une activité bien que ne nécessitant pas l'acquisition d'un terrain privé, affecte des usagers ou occupants informels ;
- ✓ 3^{ème} cas : les équipements ou infrastructures prévus par une activité peuvent tous être positionnés sur des terrains publics ou vacants ;
- ✓ 4^{ème} cas : Il peut arriver qu'une activité requière l'acquisition de terrains privés détenus sous le régime de la propriété formelle ou coutumière.

Dans les trois premiers cas, l'expropriation n'est pas requise et seule la politique de la Banque Africaine de Développement en la matière devra être appliquée.

Dans le dernier cas en revanche, il sera nécessaire d'appliquer à la fois la législation ivoirienne dans le domaine et la SO 2 de la BAD.

Pour les projets qui sont censés ne pas entraîner de déplacement ni de destruction d'habitats, et où la perte attendue de biens est négligeable, alors l'activité sera approuvée et pourra être exécutée.

A ce stade de l'élaboration du présent PCR, l'échelle et la nature potentielles de déplacement de personnes ne sont pas encore connues dans les détails. Il faut donc attendre l'estimation des impacts socio-économiques qui fera ressortir de façon précise le nombre de personnes qui seront affectées à travers la réalisation des études socio-économiques pour les projets éligibles au PAR.

6.3.2.3. Recensement des personnes et des biens affectés

Conformément à la Sauvegarde Opérationnelle 2, un recensement des personnes et des biens devant être affectés par une activité doit être réalisé. Ce recensement doit aboutir à donner des informations détaillées sur :

- les parcelles pour lesquelles les personnes affectées possèdent un titre de propriété ;

- les occupants de toutes natures, qu'ils soient propriétaires ou non et y compris ceux considérés comme illégaux ou informels ;
- les immeubles et autres biens de toute nature (bâtiments, arbres, cultures, ouvrages d'assainissement ou d'irrigation, tombes, etc.) y compris ceux appartenant à des occupants informels.

Le recensement doit fournir également des données socio-économiques par le biais d'une enquête socio-économique afin notamment de déterminer :

- la composition détaillée des ménages affectés ;
- les bases de revenus ou de subsistance des ménages ;
- la vulnérabilité éventuelle vis-à-vis du processus de déplacement ;
- les souhaits sur la compensation et la réinstallation.

6.3.2.4. Plan d'Action de Réinstallation (PAR)

Lorsqu'un projet prévoit l'acquisition de terrains menant à la réinstallation involontaire de personnes et/ou les restrictions d'accès aux ressources et aux moyens de subsistance, il est nécessaire de préparer un Plan d'Action de Réinstallation. Un Plan d'Action de Réinstallation type est présenté en annexe 8 du rapport. Ce dernier pourra servir à la préparation des Termes de Référence pour l'élaboration par la suite des Plans d'Action de Réinstallation relatifs aux sous-composantes qui devront être soumis à la Banque pour approbation et publication selon ses règles de divulgation de l'information.

6.4. Cadre Institutionnel

Divers structures publiques et organismes seront mobilisés pour l'exécution du PCR. Du fait, de leur participation à plusieurs projets de développement, ces structures ont acquis de l'expérience dans la réalisation de leurs attributions dans ce domaine. Dans le cadre du présent projet, le cadre institutionnel comprendra les structures mentionnées dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Cadre institutionnel applicable au projet

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	Le Ministère en charge de l'énergie met en œuvre la politique nationale en matière de production de l'électricité. Le Ministère agit activement dans le cadre de ce projet à travers les structures ci-après.	La Direction Générale de l'Énergie assure, pour le compte du ministère, la planification de la politique nationale énergétique.
	<p>Côte d'Ivoire Énergies (Côte d'Ivoire Energies) est une Société d'État créée par le décret n°2011-472 du 21 décembre 2011. Elle est née de la fusion de la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité (SOGPE) et la Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).</p> <p>Elle est chargée d'assurer le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'État en tant qu'autorité concédant. Elle planifie l'offre et la demande en énergie électrique en coordination avec d'autres administrations impliquées dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'électricité.</p>	Côte d'Ivoire Energies assure la maîtrise d'ouvrage du projet.
	<p>Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire (ANARE-CI) : Créée par le décret n°2016-785 du 12 octobre 2016, l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire (ANARE-CI) est un organe indépendant de régulation du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire. Les missions de l'ANARE-CI sont de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôler le respect des lois et règlements ainsi que des obligations résultant des autorisations ou conventions en vigueur dans le secteur de l'électricité; - préserver les intérêts des usagers du service public d'électricité et de protéger leurs droits ; - proposer à l'Etat des tarifs applicables dans le secteur de 	Elle surveille les activités de l'exploitant et sanctionne les actes non conformes à la législation en vigueur.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<p>l'électricité, y compris les tarifs de l'accès aux réseaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - régler les litiges dans le secteur de l'électricité, notamment entre opérateurs et opérateurs et usagers ; - conseiller et d'assister l'Etat en matière de régulation du secteur de l'électricité. 	
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)	Le MINEDD est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale en matière de protection de l'environnement et de promotion du développement durable.	La Direction Générale de l'Environnement et la Direction Générale du Développement Durable du MINEDD sont impliqués dans la validation de l'étude d'impact environnemental.
	<p>Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) : le décret n°97-393 du 9 juillet 1997 porte création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Nationale De l'Environnement (ANDE). Ses missions de l'ANDE qui sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ; - effectuer le suivi et procéder à l'évaluation des projets du plan national d'action environnementale (PNAE) ; - constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissements environnementaux ; - participer, au côté du ministère chargé de l'économie et des finances, à la recherche de financements du PNAE ; - garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement ; - veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnemental; - mettre en œuvre, la procédure d'étude d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macroéconomiques ; 	L'ANDE aura à charge de valider cette évaluation environnemental, stratégique et sociale, le contenu du PCGES ainsi que le suivi des mesures environnementales prescrites.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement ; - établir une relation suivie avec les réseaux d'ONG. 	
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	Le Ministère de la défense est chargé de la conduite de la politique nationale en matière de défense et de maintien de la paix sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire.	Les Brigades de la Gendarmerie nationale installées dans les départements visés par le projet, placées sous l'autorité du Ministre en charge de la Défense, assureront la sécurité des biens et des personnes.
Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation	<p>Ce Ministère a la charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'administration du territoire, de sécurité et de protection civile, il est représenté dans les localités retenues par les différentes circonscriptions administratives que sont : la Région, le Département, la Sous-Préfecture et le village. Elles veillent toutes à la bonne exécution des actions du gouvernement à travers la coordination des activités des services administratifs et techniques, ainsi que de la supervision des rois et chefs traditionnels.</p> <p>Il convient également de citer les entités décentralisées que sont les Communes et les Régions qui pourront intervenir dans le cadre des projets par les organes que sont le Maire ou le Président du Conseil Régional</p> <p>Il est le département ministériel en charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'administration du territoire, de sécurité et de protection civile qui sont des questions en lien avec la réalisation du projet.</p>	Il intervient dans l'administration du territoire et est garant de la sécurité intérieure de l'État.
	Les Préfectures : Les Préfectures sont administrées par des Préfets qui représente l'administration à l'échelon régional ou départemental. Les Préfets sont chargées de l'organisation et de l'administration en Régions et dans les Départements. Les Préfets	Tous ces démembrements de l'administration au niveau local qui sont des parties prenantes du projet doivent être associées à toutes les phases de sa réalisation.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<p>ont sous leur autorité les différentes sous-préfectures qui sont les échelons les plus proches des populations affectées par le projet.</p> <p>Les Régions et les Communes. Le rôle de ces acteurs décentralisés tire son fondement de la loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles.</p> <p>Elle dispose d'une Direction Technique chargée entre autres de la promotion des questions environnementales et de la planification de l'aménagement du territoire.</p>	<p>Ces Collectivités territoriales sont des bénéficiaires des retombées des travaux qui seront réalisés. A cet égard elles devront être associées dans la planification des besoins. En tant que parties prenantes, leur implication sera aussi importante pour les actions de sensibilisation auprès des populations sur les avantages attachés à la réalisation de ce projet.</p>
Ministère de la Sécurité et de la protection civile	<p>Créée en 2000, par le décret n°2000-822 du 22 novembre 2000, la Direction de la Protection Civile devient un EPN classé dans la catégorie des EPA et prend la dénomination d'Office National de la Protection Civile (ONPC), structure sous la tutelle du Ministère de la Défense et de la Protection Civile. En 2008, le décret n° 2008 - 60 du 28 février 2008 transforme l'ONPC en une Direction Générale placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur a pour mission, la prévention des risques civils et la mise en œuvre des moyens de secours que requièrent la sauvegarde des personnes et la protection des biens des populations et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes, en collaboration avec les Autorités Administratives locales compétentes.</p>	<p>Dans le cadre de ce projet, l'ONPC intervient pour l'évaluation du Plan d'Opération Interne (POI) de l'entreprise chargée des travaux et pour la mise en place du Plan Particulier d'Intervention (PPI). Veiller au respect des normes de sécurité des installations d'énergies électriques.</p>
	<p>Police nationale: Les services de la police nationale sont représentés dans toutes les communes traversées par le projet. Elle a en charge la sécurisation des biens et des personnes.</p>	<p>Côte d'Ivoire Energies pourra solliciter leur appui pour l'élaboration d'une stratégie sécuritaire de l'ensemble du projet.</p>
Ministère de l'Economie et des Finances	<p>Il est chargé de la mise en œuvre de politique du gouvernement en matière économique, financière et monétaire.</p>	<p>Il assure la disponibilité des fonds nécessaires à la réalisation du projet et en contrôle son utilisation.</p>

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	Le MINASS met en œuvre et suit la politique du Gouvernement, en matière de protection, d'amélioration et d'assainissement du cadre de vie et de travail.	La délégation régionale de l'ANAGED pourra aider CÔTE D'IVOIRE ENERGIES et les entreprises retenues pour effectuer les travaux, à mettre en place un système écologiquement rationnel pour l'élimination des déchets solides ménagers et assimilés.
	<p>Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) : L'ANAGED est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial créée par le décret n° 2017-692 du 25 octobre 2017. L'ANAGED est née de la dissolution-fusion de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR) et du Fonds de Financement des Programmes de Salubrité Urbaine (FFPSU). Ses principales missions consistent à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion de tous types de déchets solides; - l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de gestion de tous types de déchets solides en mettant l'accent sur la valorisation des déchets en vue de promouvoir une économie circulaire; - l'instauration de mécanismes et d'incitations économiques en vue de faciliter les investissements dans le cadre de la gestion de tous types de déchets solides ; - la régulation de la gestion de tous types de déchets solides; - la délégation du service public de propreté dans les Régions et Communes de Côte d'Ivoire; - la conduite des opérations de planification et de création des infrastructures de gestion de tous types de déchets solides; - le contrôle du service public de propreté éventuellement délégué aux collectivités territoriales ou personnes morales de droit privé; 	

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<ul style="list-style-type: none"> - l'assistance technique aux collectivités territoriales et au secteur privé; - la maîtrise d'ouvrage délégué de tous travaux de construction, d'entretien et de réhabilitation des infrastructures de gestion de tous types de déchets solides; - la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la gestion de tous types de déchets solides. <p>L'ANAGED dispose d'une délégation régionale dans chacune des régions de Côte d'Ivoire.</p>	
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	Il met en œuvre la politique nationale en matière de construction, de logement, d'assainissement et d'urbanisme. Ses services, tel que le Guichet Unique du Permis de Construire, sont chargés de la délivrance des titres de propriétés des terrains situés dans le domaine urbain.	Les services du ministère de la construction accompagneront CÔTE D'IVOIRE ENERGIES dans la gestion de toutes questions foncières. Ils veilleront à authentifier les documents présentés par les PAPs et aideront à évaluer les différents bâtis impactés.
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	Placé sous l'autorité directe du Premier Ministre, il assure la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière budgétaire, douanière et fiscale. Il assure la tutelle financière des Sociétés d'Etat.	Il veillera à la bonne exécution des fonds dégagés pour la réalisation du projet.
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Le MSHP est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. La politique de santé en Côte d'Ivoire est fondée prioritairement sur les Soins de Santé Primaire (SSP). Ces structures telles que la Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé-Environnement (DHPSE) et l'Institut National de l'Hygiène Publique (INHP) pour veiller au respect de la réglementation en matière d'hygiène et de santé au travail.	Dans le cadre de la phase d'exécution des activités spécifiques, la Direction de l'Hygiène, de l'Environnement et Santé, veillera par l'intermédiaire de l'Institut National de l'Hygiène Publique (INHP) sur les conditions d'hygiène dans lesquelles seront réalisées les travaux, afin de protéger la santé des ouvriers et populations.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	<p>Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale.</p> <p>Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale. Diverses structures placées sous sa tutelle interviennent dans la mise en œuvre du projet. Ce sont notamment la Direction de la Santé et de la Sécurité du Travail, l'Inspection du travail et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).</p>	À travers ces différentes structures, le Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale s'assurera que le personnel employé pendant les travaux soit traité conformément aux normes en vigueur. Que leurs droits soient protégés et garantis, et que les travailleurs permanents soient déclarés à la CNPS.
Ministère de l'équipement et de l'entretien routier	<p>Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des Travaux Publics.</p> <p>L'AGEROUTE (Agence de Gestion des Routes) exécute des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Elle se charge également des projets d'aménagement et d'entretien de la voirie.</p>	Dans le cadre du présent Projet, il interviendra à travers l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), pour le développement et l'entretien des voies d'accès des sites du Projet et le développement des localités bénéficiaires du projet.
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	<p>Il conduit la politique gouvernementale en matière d'agriculture et de développement rural. À ce titre, il a en charge la gestion du domaine foncier rural qui est une thématique majeure liée à la mise en œuvre du projet.</p> <p>La Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le Domaine Agricole veillera particulièrement à la question foncière. Au niveau local, le ministère agira à travers ses différentes directions régionales représentées dans les différents départements traversés par le projet. Ces différentes administrations participent à l'évaluation des cultures détruites du fait d'un projet et à l'authentification des titres de propriété foncière détenues par les populations.</p>	L'appui des services du MINADER sera indispensable pour mener à bien tout le processus d'indemnisation des PAPs qui au regard de la localisation du projet seront en majorité des communautés rurales.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère des Ressources animales et Halieutiques	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de préservation et de conservation du stock de ressources animales et halieutiques.	L'appui de ce Ministère pourrait intervenir au titre de la réinstallation des PAP, notamment par le développement d'activités pourvoyeuses de revenus pour l'amélioration de leurs conditions de vie.
Ministère des Eaux et Forêts	Le Ministère des Eaux et Forêts a en charge la gestion durable des forêts, des ressources en eau ainsi que de la faune et de flore.	Son implication se situe au niveau de la protection des ressources en eau et des zones forestières localisées à proximité des zones du projet.
	La Direction Générale des Forêts et de la Faune a pour mission de gérer le patrimoine forestier national.	Elle accomplira ses missions dans les localités grâce à des Directions Régionales, Départementales.
	La Direction Générale des Ressources en Eaux (DGRE) a pour mission De gérer les ressources en eau et la mise en œuvre du Code de l'Eau.	La DGRE accomplira ses attributions dans les localités grâce à des Directions Régionales, Départementales.
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	Ce département ministériel a en charge la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de protection et de promotion des droits de la femme. L'implication de sa Direction de la promotion et de l'autonomisation de la femme sur les questions de genre est attendue.	Au regard de la politique de la BAD relative à la promotion du genre, les Directions Régionales de ce ministère seront impliquées dans la réalisation du projet.
Banque Africaine de Développement	Le projet bénéficie de l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD). À cet égard, la BAD a développé depuis plusieurs années un Système de Sauvegardes Intégré qui contient un ensemble de cinq critères de sauvegardes spécifiques que les Etats sont tenus de respecter lorsqu'ils traitent des impacts et risques environnementaux et sociaux.	Financement du projet.
Secteur privé	Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) : Liée à l'État de Côte d'Ivoire par une convention de concession depuis 1990, la CIE est chargée d'exploiter et d'entretenir les moyens de transport et de	<i>Elle exploitera les infrastructures après leur construction.</i>

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	distribution de l'électricité dans l'ensemble du pays.	
	<p>Entreprises de travaux d'électricité : CÔTE D'IVOIRE ENERGIES recrutera des entreprises spécialisées dans l'exécution des travaux d'électrification. L'exécution de leurs différentes tâches devra se conformer à la réglementation en matière de protection de l'environnement et se dérouler dans le cadre tracé par les PGES élaborés pour chaque projet spécifique. Au démarrage des travaux, chaque entreprise sélectionnée devra produire et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre les documents environnementaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un Plan de Gestion Environnementale et Sociale de son chantier (PGES-C). - un Plan Assurance Environnement (PAE) ; - un Plan Particulier de Gestion des Déchets (PPGED) et - un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. 	<i>Effectuer les travaux pour le compte de CÔTE D'IVOIRE ENERGIES</i>
Organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs Organisations Non Gouvernementales (ONG) installées en Côte d'Ivoire mènent de remarquables activités en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations. Deux groupes d'Organisations non gouvernementales sont à prendre en compte, les ONG chargées de la protection de l'environnement et les ONG de défense des droits de l'homme. Les ONG engagées dans la défense et la conservation de l'environnement sont nombreuses et diverses. Elles sont très actives en matière de sensibilisation, de formation et de gestion durable des ressources naturelles en Côte d'Ivoire. 	<i>Elles seront sollicitées pour participer aux consultations publiques, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre du projet.</i>

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<ul style="list-style-type: none"> • À côté, nous avons les ONG en matière de droits humains, tout aussi nombreuses, qui sont regroupées parfois en grands groupements. Elles suivent les actions ayant un impact sur les PAPs de sorte à veiller au respect de leurs droits. 	

7. PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION

Pour tous les sous projets identifiés et soumis au financement du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, la BAD exige qu'un PAR satisfaisant et conforme au présent plan cadre en matière de réinstallation soit élaboré et approuvé avant le financement du projet.

7.1. Agences d'exécution des PAR

Dans le cadre d'exécution des PAR, CI-ENERGIES à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, sera le principal organisme chargé de veiller à ce que le triage des sous-projets proposés soit exécuté et que les mécanismes d'atténuation de leurs impacts soient en place. Il est conseillé qu'un spécialiste de la réinstallation soit nommé au sein de CI-ENERGIES.

On suppose que l'équipe de planification du Projet sera nommée avec des tâches liées à l'exécution des sous-projets ; c'est pourquoi cette équipe, avec la participation du spécialiste de la réinstallation, sera chargée des questions relatives à ces PAR. Le spécialiste de la réinstallation sera chargé, entre autres, de suivre l'application du PCR et par la suite, du PAR et veiller à ce qu'on s'occupe des écarts éventuels, et qu'il assumera les responsabilités fixées dans le PCR et le PAR.

7.2. Procédure de triage et de revue

La première étape dans la procédure de préparation des plans individuels de réinstallation et de compensation est la procédure de triage pour identifier les terres et les zones qui seront affectées. Les plans de réinstallation et de compensation incluront une analyse de sites alternatifs qui sera faite durant le processus de triage.

La présente section présente une procédure « harmonisée », étape par étape, suivie par le Projet d'électrification des localités rurales du PROSER pour déterminer dans quelle mesure le sous-projet nécessitera des déplacements physiques ou économiques et si un plan d'action de réinstallation (PAR) est nécessaire et dans ce cas, comment il sera préparé et exécuté.

La section 7.3 décrit la procédure de triage ainsi que le détail des actions exigées pour préparer les PAR.

La procédure de triage présentée ci-dessous garantit que les sous-projets présentés le Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, pour recevoir un financement soient conformes aux exigences de la SO 2 et à la législation nationale.

7.3. Triage pour la réinstallation involontaire

Le triage des sous-projets est fait dans le but d'identifier les types et la nature des impacts liés aux activités proposées dans le cadre du projet et de fournir des mesures adéquates pour s'occuper de ces impacts.

Les mesures permettant de faire face aux problèmes de réinstallation devront assurer que les PAP :

- a) Sont informées de leurs options et de leurs droits par rapport à la réinstallation ;
- b) Sont prises en compte dans le processus de concertation et ont l'occasion de participer à la sélection des solutions de rechange techniquement et économiquement faisables ; et
- c) Reçoivent une compensation prompte et efficace au coût de remplacement intégral pour les pertes de

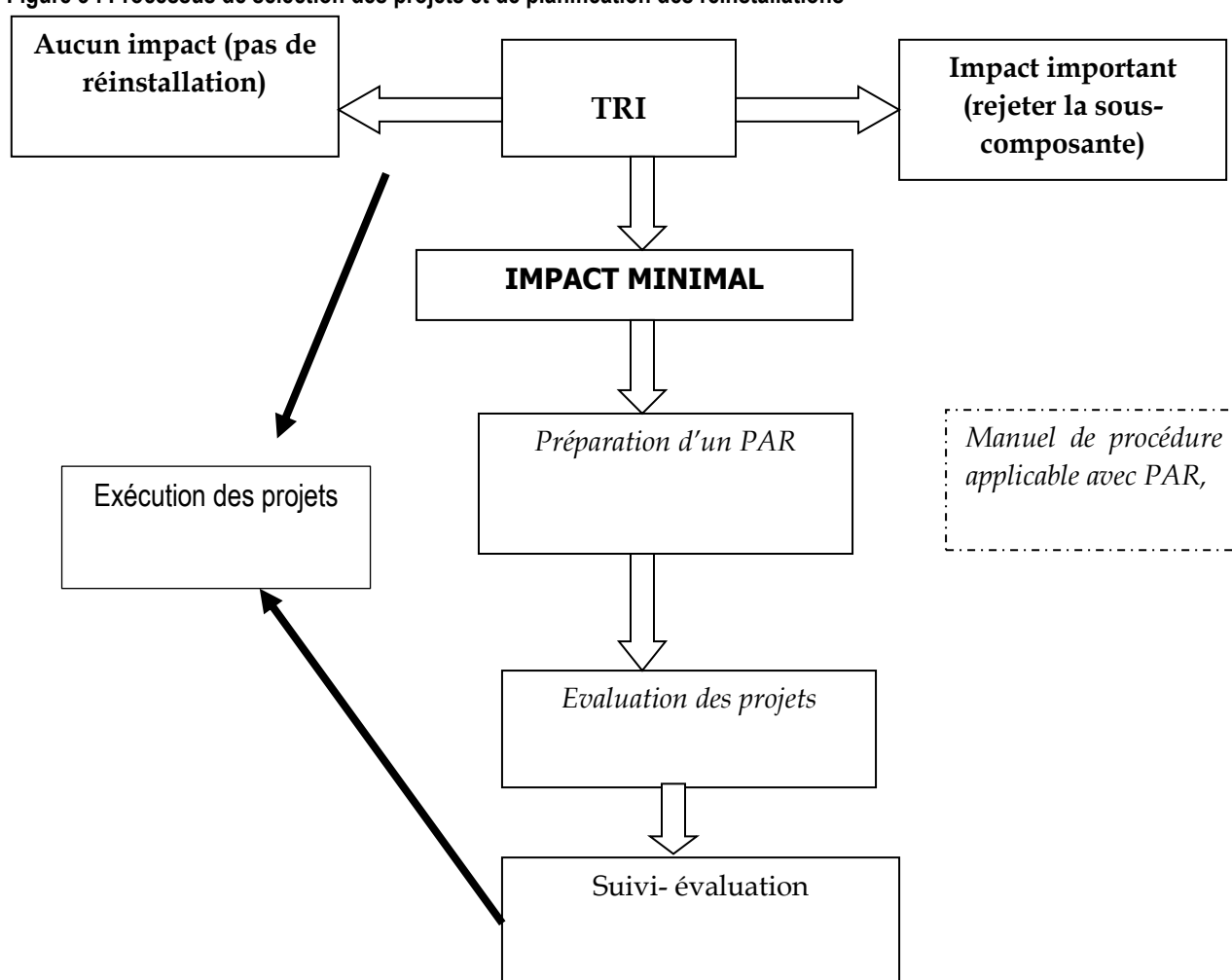
biens et d'accès aux ressources attribuables au(x) sous-projet(s).

Le triage des sous-projets sera inclus dans le formulaire de demande de sous-projet que les conseils des administrations locales respectives devront soumettre au comité de réinstallation établi au sein de l'UGP du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER.

7.3.1. Tri pour les réinstallations involontaires

Le tri des projets devra être réalisé et soumis à l'Unité de Gestion du Projet(UGP) du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER. L'objectif est d'identifier et d'examiner les questions liées à la réinstallation le plus rapidement possible.

Figure 3 : Processus de sélection des projets et de planification des réinstallations



7.4. Etude de base et données socio-économiques

Un aspect important dans l'élaboration d'un PAR consiste à collecter des données socio-économiques de base dans les zones visées par le projet en vue d'évaluer les populations/communautés qui seront potentiellement affectées. Ce travail doit être réalisé dans le cadre de la procédure de tri et doit ressortir une identification des PAP/FAP aux niveaux des individus et des ménages, avec une attention spéciale aux groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées, ménages dirigés par des femmes, minorités ethniques, etc.) et les populations hôtes en cas de déplacement physique de personnes dans une autre communauté.

Les données de base pour les PAR des composantes comprendront : (a) le nombre de personnes ; (b) le nombre, le type, et la superficie des maisons qui seront touchés; (c) le nombre, la catégorie et la superficie des parcelles de terrain résidentielles et de terres agricoles qui seront touchés; (d) et les biens de production qui seront affectés en termes de pourcentage des biens de production totaux.

7.5. Préparation du plan d'action de réinstallation des sous-projets

Un PAR devra être élaboré pour les projets dont il est établi qu'ils entraîneront des impacts négatifs. Lorsqu'un PAR est exigé, l'Unité de Gestion du Projet soumettra des études complètes (enquête socio-économique, évaluation d'impact environnemental, etc.) accompagnées de leur PAR à la Banque africaine de développement pour approbation. Cependant, dans le cadre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER l'on s'attend à ce que les impacts soient minimales.

La sélection sociale des projets sera effectuée lors de leur identification et avant leur mise en œuvre. Les étapes suivantes du screening seront suivies :

- la première étape du processus de sélection porte sur l'identification et le classement de l'activité à réaliser dans le cadre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, pour pouvoir apprécier ses impacts sur le plan social, notamment les termes de déplacement et de réinstallation ;
- la seconde étape consiste en la détermination du travail social à faire, l'analyse des informations contenues dans les résultats de la sélection et l'appréciation de l'ampleur du travail social requis, ce après quoi l'UGP fera une recommandation sur la nécessité ou non de réaliser un travail social (l'application de simples mesures d'atténuation ou élaboration d'un PAR).

7.6. Revue des plans d'action de réinstallation des sous-projets

La liste finale des sites approuvés, ainsi que la procédure de choix des sites et les PAR sont tous sujets à revue et approbation finale par la BAD pour vérifier qu'ils sont conformes à la Sauvegarde Opérationnelle (SO) 2. Cette dernière peut, à sa seule discrétion, déléguer aux administrations locales, et par l'entremise du gouvernement concerné, la responsabilité de veiller au respect des dispositions de ce PAR après qu'elle aura constaté, à sa satisfaction, qu'un mécanisme de suivi efficace de cette procédure est en place.

7.7. Mesures pour le respect des directives en matière de sauvegarde

Pour garantir le respect des mesures de sauvegarde, un consultant chargé de l'appui à la mise en œuvre du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale et du Plan Cadre de Réinstallation sera recruté par l'Unité de Gestion du Projet(UGP) pour former le personnel du projet sur l'élaboration et l'examen des PAR. Un appui sera également demandé à l'ANDE. En cas d'insuffisances constatées, des mesures correctives seront entreprises et intégrées dans le plan de renforcement des capacités des acteurs.

8. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ POUR DIVERSES CATÉGORIES DE PERSONNES AFFECTÉES

8.1. Catégories potentielles de personnes affectées

Les personnes affectées par le projet (PAPs) sont des personnes qui, à cause de l'exécution du projet, ou d'une de ses parties, verraient leur: (i) droit, titre, ou intérêt sur n'importe quelle maison, terre (y compris les terrains résidentiels, les terres agricoles, de forêt et de pâturage) ou sur n'importe quel bien meuble ou immeuble acquis ou possédé, entièrement ou en partie, de manière permanente ou temporaire ; ou (ii) commerce, métier, travail, domicile ou habitat, négativement affectés ; ou (iii) leur niveau de vie affecté.

Il faut identifier les personnes affectées par le projet dans le cadre du processus de tri des projets. À ce stade, l'identification des individus ou groupes vulnérables est également nécessaire, de même que le mécanisme et indicateurs par lesquels ils sont identifiés (par exemple, propriété foncière, statut socio-économique, genre, etc.).

Les personnes affectées par le projet (PAPs) sont définies comme étant des " personnes touchées par l'acquisition de terres, le transfert, ou la perte de revenus liée à (a) l'acquisition de terre ou autres éléments d'actifs, (b) la perte de biens ou l'accès à ces biens, et à (c) la restriction de l'accès aux parcs et aires protégées légalement constitués."

Les zones rurales de la Côte d'Ivoire étant en grande partie à vocations agricole et sylvo- pastorale, les personnes susceptibles d'être affectées par le projet peuvent être classées en deux catégories, à savoir :

- **Individu affecté** – C'est un individu qui va perdre des biens ou des investissements (la terre, le droit de propriété, l'accès aux ressources naturelles et/ou économiques) du fait d'une activité ;
- **Ménage affecté** - un ménage est affecté si un ou plusieurs de ses membres est affecté par les activités du Projet, que ce soit par la perte de la terre, perte d'accès ou est autrement touché de quelque façon par les activités du Projet. Cette définition prévoit :
 - les membres des ménages comprenant les hommes, les femmes, les enfants, les parents dépendants et les amis, ainsi que les locataires ;
 - les individus vulnérables qui peuvent être trop âgés ou malades pour pouvoir contribuer à la production de subsistance ou autre production agricole ;
 - les parents du sexe opposé qui ne peuvent pas résider ensemble en raison des pesanteurs culturelles, mais qui dépendent les uns des autres pour leur existence quotidienne ;
 - les autres personnes vulnérables qui ne peuvent pas participer à la production, à la consommation, pour des raisons physiques ou culturelles.

Dans le milieu rural, en Côte d'Ivoire et considérant les zones de concentration des activités du Projet, les personnes qui seront éventuellement affectées sont principalement des agriculteurs et des éleveurs qui sont généralement de petits exploitants et donc très fragiles. Il est à noter que parmi les individus affectés, une attention devra être accordée aux groupes suivants :

- **Les femmes** : les femmes ne sont généralement pas propriétaires de terres et sont donc dépendantes de leur mari ; en outre, elles ne sont pas toujours pleinement impliquées dans le processus décisionnel concernant le processus d'identification et de sélection des projets de développement.

- **Les jeunes** : les jeunes, dans les campagnes, peuvent être marginalisés parce qu'ils manquent de statut social au sein de la communauté jusqu'à ce qu'ils deviennent " adultes", et ne sont généralement pas pris en compte dans les processus de prise de décision qui sont souvent les prérogatives du conseil des anciens, ou du chef de village et/ou du chef de terre.
- **Les migrants (émigrés, immigrants)** : Les immigrants sont ceux qui viennent d'une autre localité, ou pays pour s'établir et résider dans des zones de concentration. Ils sont parfois vulnérables, car généralement ils n'ont pas de droits de propriété ou parfois même d'exploitation des ressources.

8.2. Critères d'éligibilité des PAPs

Les PAPs auront droit à une compensation basée sur le statut d'occupation (qui est le leur) des zones touchées par les activités. En vertu de la SO 2 de la BAD, les PAPs sont définies comme étant :

- a) Ceux qui ont des droits légaux formels sur la terre (droits coutumiers et traditionnels y compris) ;
- b) Ceux qui n'ont pas de droits légaux formels sur la terre au moment du recensement mais qui ont une prétention à ces terres ou ces biens, à condition que de telles prétentions soient reconnues à travers une procédure identifiée dans le plan de réinstallation ;
- c) Ceux qui n'ont aucun droit légal ou prétention reconnaissable sur la terre qu'ils occupent.

La SO 2 précise que les individus couverts par les points (a) et (b) ci-dessus doivent recevoir une compensation pour la terre qu'ils perdent, et autre forme d'assistance conformément au cadre politique défini. Les individus couverts par le point (c) ci-dessus doivent bénéficier d'assistance pour une réinstallation en lieu et place d'une compensation pour la terre qu'ils occupent, et autre assistance, selon les besoins, pour permettre d'atteindre les objectifs présentés dans ce présent plan cadre, s'ils occupaient la zone du projet avant une date butoir arrêtée par le gouvernement ivoirien, et qui est acceptable par la Banque. Toutes les personnes concernées par les points (a), (b), ou (c) ci-dessus doivent recevoir une compensation pour la perte de biens autres que la terre.

Les individus ou les familles qui empiètent sur la zone du Projet après la date butoir n'ont pas droit à compensation ou à aucune autre forme d'assistance pour leur réinstallation conformément au présent cadre.

Si des maisons effectivement bâties font partie de la zone à acquérir dans le cadre d'une activité proposée, les propriétaires ou les occupants, ou les FAP/PAP du fait de ces maisons seront considérées comme ayant droit à la réinstallation. Si des ressources négativement affectées étaient la propriété ou gérées comme patrimoine commun d'un village ou d'un groupe de villages, tous ceux qui y ont un intérêt auront droit à la réinstallation et /ou à la compensation.

8.3. Sélection des PAPs

La sélection des personnes ou ménages affectés à réinstaller ou à indemniser devra se faire selon les critères suivants :

- être une personne, ménage ou famille affectée par le projet ;
- être une personne, ménage ou famille éligible ;
- être établi ou avoir une activité sur la zone touchée par le projet avant la date de réalisation de l'enquête socio-économique de base ;

- se faire recenser et déclarer ses biens affectés au moment de l'enquête.

Au cours de l'enquête socio-économique de base, on identifiera les groupes vulnérables au cas par cas, en utilisant les outils participatifs de diagnostic et de planification qui permettent de déterminer des critères locaux de détermination et d'identification des catégories sociales et des groupes ou personnes vulnérables. Il convient de noter que les différentes localités ont différentes caractéristiques, et que les groupes vulnérables vont varier d'une localité à une autre et d'une région à une autre, même si une caractéristique commune concerne les seuils de pauvreté et l'accès aux ressources. Il faut identifier en priorité les groupes vulnérables, car ce sont eux qui, le plus souvent, manquent de mécanismes leur permettant de faire face à une perte soudaine de biens, de terres ou d'accès aux ressources. En cas de relocation de PAP/FAP dans ou à côté d'une communauté, une attention particulière à la communauté hôte devra être prévue afin de faciliter l'intégration des PAPs/FAPs en minimisant les risques y associés (rejet, conflits, etc.).

9. METHODE D'EVALUATION DES BIENS ET DETERMINATION DES TAUX DE COMPENSATION

9.1 Evaluation des terres utilisées par le public

Dans les cas où la terre est utilisée par le public (par exemple pour pâturer, s'installer ou à toute autre fin), le demandeur identifiera, en consultant l'administration des terres du gouvernement, une terre de remplacement qui convient à l'utilisation par le public.

Bien que les lieux des sous-projets n'aient pas été identifiés, il est possible de conclure que les investissements du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER couvriront plusieurs types de terres, segments urbains, péri-urbains et ruraux. Pour tous ces segments, la terre et les biens seront évalués et compensés conformément aux directives suivantes et comme il convient à chaque segment :

- Le PROSER compensera les biens et les investissements (le travail, les cultures, les bâtiments et autres améliorations) conformément aux dispositions du plan de réinstallation.
- Conformément à cette politique, l'éligibilité à une compensation ne sera pas accordée à des nouvelles personnes qui ont commencé d'occuper ou d'utiliser les sites du projet après la date limite.
- Les valeurs de la compensation seront basées sur les coûts de remplacement à la date à laquelle le remplacement sera effectué, ou à la date d'identification du projet, en prenant le montant le plus élevé.
- Les prix du marché pour les cultures de rapport seront fixés selon les valeurs déterminées par l'agence accréditée du pays ;
- Les PAP qui perdent leur terre allouée par le village recevront une parcelle équivalente. Conformément à la SO 2 sur la réinstallation, tout propriétaire de terre ou utilisateur d'une terre appartenant à l'état sera compensé pour la terre, les biens et les investissements au coût de remplacement y compris la perte d'accès.

9.2. Méthodes d'évaluation des biens touchés

Les personnes affectées par le projet et les ménages affectés par le projet devront avoir droit à une compensation, soit par règlement en espèces, en nature, ou sous forme d'aide, comme décrit dans le tableau ci-dessous.

Bien que le type de compensation soit laissé au choix de la personne, la compensation en nature sera préférable si le montant de la compensation dépasse 20 pour cent de la perte totale des biens.

Tableau 6 : Formes de compensation

Type	Description
Paielements en espèces	La compensation sera calculée et payée dans la monnaie nationale. Les taux seront ajustés en fonction de l'inflation (<i>taux du marché en vigueur</i>).
Compensation en nature	La compensation peut inclure des éléments tels que la terre, les maisons, autres constructions, les matériaux de construction, les jeunes plants, les intrants agricoles et les crédits pour équipement.
Aide	L'aide peut comprendre une prime de dispersion, de transport, et de main-d'œuvre.

La compensation sera incluse dans le coût global du projet.

Les méthodes d'évaluation des terres et biens affectés dépendent de leurs caractéristiques. En ce qui concerne la terre, trois types peuvent être identifiés conformément à la législation dans le présent cadre politique. Ce sont :

- les terres appartenant à l'état ;
- les terres appartenant à des individus ;
- les terres détenues en vertu des droits coutumiers.

Les terrains appartenant à l'Etat sont réputés être cédés gratuitement (peut-être à l'exception des frais de traitement et d'enregistrement).

Les biens appartenant à des personnes privées, ainsi que la terre appartenant à l'état, devraient être acquis à leur valeur d'échange. Le principe directeur est que quiconque occupant un terrain à acquérir par le projet reçoive en échange un autre terrain de taille et de qualité égales.

Selon la législation ivoirienne, les biens détenus en vertu des droits coutumiers sur des terres à acquérir pour l'exécution de travaux d'utilité publique doivent être évalués. L'occupation et/ou la destruction prévoit une indemnisation pour :

- les cultures (prend en compte l'âge, l'état des plants ou culture, la variété cultivée, la densité à l'hectare, le coût au kg à la période de référence) ;
- les constructions ou autres aménagements de génie civil.

Le Décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures définit les conditions d'indemnisation des personnes dont les plantations sont affectées (annexe 2). De même, l'Arrêté interministériel n°453 / MINADER/ MIS/ MIRAH/ MEF/ MCLU/ MMG/ MEER/MPEER/SEPMBFE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage précise les méthodes de calcul des indemnisations. En effet l'Article 6 précise les facteurs déterminant le coût de dédommagement en cas de destruction de cultures par un tiers et pour cause d'utilité publique.

9.2.1. Compensation pour la terre

La compensation pour la terre cédée par le paysan et acquise pour les besoins du projet comprend la compensation pour :

- la perte de terre,
- la perte des infrastructures et bâtis,
- les lieux sacrés,
- les arbres fruitiers et autres arbres,
- le travail de la terre,
- la perte de la récolte

Pour une plus grande transparence, une terre à compenser est définie comme zone :

- cultivée,
- préparée pour la culture ou,
- préparée durant la dernière campagne agricole.

La compensation liée à la terre couvrira le prix du marché du travail investi ainsi que le prix du marché de la récolte perdue. La quantité de récolte est estimée en pondérant la superficie perdue et emblavée par le rendement moyen à l'hectare pour les trois campagnes précédentes dans la région. Le coût unitaire utilisé pour la compensation de la terre doit être actualisé pour refléter les valeurs au moment où la compensation est payée.

L'UGP étudiera ces prix pour les besoins administratifs sur une base évolutive, en collaboration avec les Directions Régionales de l'Agriculture et/ou l'ANADER.

9.2.2. Compensation pour les bâtiments et infrastructures

La compensation comprendra les infrastructures comme les cases, les maisons, latrines et clôtures, les poulaillers, les bergeries, les greniers en banco, cimentés ou non, les porcheries. Toutes ces infrastructures perdues seront reconstruites sur des terres de remplacement acquises ou octroyées par le projet. En ce qui concerne les ouvrages annexes, les compensations en espèces représenteront l'option de choix. Les prix du marché seront appliqués pour les matériaux de construction. En plus, la compensation sera payée en tenant compte d'un coût de remplacement qui ne fera pas déprécier la structure.

L'UGP étudiera ces prix pour les besoins administratifs sur une base évolutive, en collaboration avec les Directions Régionales de la Construction et de l'Urbanisme. La compensation s'effectuera pour les infrastructures suivantes :

- une infrastructure abandonnée à cause d'un relogement ou recasement d'un individu ou d'un ménage, ou,
- une infrastructure endommagée directement par des activités du projet.

Les valeurs de remplacement seront basées sur :

- le prix des matériaux collectés dans les différents marchés locaux,
- le coût du transport et livraison des matériaux au site de remplacement,
- l'estimation de la construction de nouveaux bâtiments comprenant la main d'œuvre requise.

9.2.3. Compensation pour les jardins potagers

Les jardins potagers sont utilisés pour produire des légumes et plantes aromatiques pour une consommation quotidienne. Lorsqu'une famille est déplacée par le projet qui a besoin de ses terres, cette famille doit acheter ses produits au marché jusqu'à ce que le jardin de remplacement commence à produire. Les coûts de remplacement seront calculés sur la base du coût moyen de vente de la production dans la région.

9.3.4. Compensation pour les arbres fruitiers et autres produits forestiers

Selon leur importance dans l'économie locale de subsistance, ces arbres seront compensés sur une combinaison de valeur de remplacement (travail investi dans les arbres) et de prix du marché. Le taux de compensation pour des arbres sera basé sur l'information obtenue par l'étude socio-économique.

Pour la détermination de la valeur des arbres fruitiers et autres, on pourra s'inspirer de l'Arrêté interministériel n°453 / MINADER/ MIS/ MIRAH/ MEF/ MCLU/ MMG/ MEER/MPEER/SEPMBFE du 1er août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.

9.2.5. Compensation pour les lieux sacrés

De façon générale, en Côte d'Ivoire, les terres abritant les sites sacrés, sites rituels, tombes et cimetières ne sont pas utilisées pour la mise en œuvre des activités.

Les sites sacrés comprennent des autels, centres d'initiation, sites rituels, tombes et cimetières mais cette liste n'est pas limitative. Les sites sacrés sont les sites ou lieux ou structures caractéristiques qui sont acceptés comme étant sacrés par les lois locales, en particulier la pratique coutumière, la tradition et la culture.

La compensation pour les sites sacrés (par exemple les sites en propriété et reconstruction) est déterminée par des négociations avec les parties concernées.

9.5.6. Paiements de la compensation et considérations y relatives

Les versements des compensations soulèvent des problèmes par rapport à l'inflation, la sécurité, et le calendrier. L'un des objectifs de l'octroi de la compensation en nature est de réduire les poussées inflationnistes sur les frais de biens et services. L'inflation peut toujours survenir au niveau local, aussi les prix sur le marché devront-ils être surveillés au cours de la période pendant laquelle la compensation est en train de s'effectuer pour procéder à des ajustements des valeurs de la compensation.

La question de la sécurité, particulièrement pour les personnes qui recevront les paiements des compensations en espèces, doit être réglée par le Préfet, avec la supervision de l'UGP.

Les banques et institutions de microfinance locales devraient travailler étroitement avec le Projet à ce niveau pour encourager l'utilisation de leurs structures, ce qui va avoir un impact positif sur la croissance des économies locales.

Le temps et le lieu pour les paiements en nature seront décidés par les autorités administratives en concertation avec les chefferies villageoises. Les paiements monétaires devraient tenir compte du calendrier saisonnier.

10. ELÉMENTS ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS

10.1. Procédure de présentation, revue et approbation des plans d'action de réinstallation des sous-projets par les autorités

Le financement sera préparé et effectué par le moyen de l'agence d'exécution établie dans le cadre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER et transmis à travers les administrations locales décentralisées ; il sera conforme aux arrangements financiers qui auront été acceptés lors de l'évaluation du projet.

La procédure de compensation suivra plusieurs étapes et sera conforme au plan de réinstallation et de compensation de chaque projet individuel, à savoir :

- *La participation du public* avec les communautés locales lancera la procédure de compensation dans le cadre d'un processus continu qui aura débuté au stade du triage et du choix de la terre et au moment où l'évaluation socioéconomique a lieu. Ceci garantira qu'aucune personne ou ménage ne soit simplement "notifié" un beau jour qu'elle/il est affectée de cette façon. Au contraire, cette procédure cherche à informer et à faire participer les communautés en les impliquant dès le début.
- *La notification* des détenteurs des ressources et de la terre – les chefs locaux ou de région qui participent à l'identification de la terre notifieront la région, la chefferie du village et les habitants qui aideront à identifier et à localiser les utilisateurs des biens. Les utilisateurs seront informés par écrit, et comme de nombreuses personnes sont analphabètes, par une notice verbale en présence du sous-préfet duquel le village dépend ou de son représentant. De plus, les comités des villages et les personnes qui contrôlent la terre accompagneront les équipes de l'enquête pour identifier les zones sensibles.

Les résultats des recensements, avec en particulier :

- *La documentation* des domaines et des biens – Les sous-préfets qui ont la charge administrative des villages concernés organiseront des réunions avec les personnes et/ou les ménages affectés pour discuter le processus de compensation pour chaque personne ou ménage. A cet effet, le représentant de l'agence d'exécution (ou un consultant extérieur) remplira un dossier de compensation contenant l'information personnelle nécessaire sur la partie affectée et ceux qui selon ses affirmations font partie du ménage, les personnes à charge, le total des terres, l'inventaire des biens affectés et l'information nécessaire pour suivre leur situation future. Cette information est confirmée par le témoignage des chefferies des villages et des équipes de planification technique. Les dossiers seront tenus à jour et contiendront la documentation de tous les biens cédés et/ou affectés. Chaque personne recevra une copie du dossier au moment des négociations. C'est nécessaire parce que cela constitue un moyen par lequel chaque personne ou chaque ménage peut être suivi dans le temps. Toutes les revendications et biens seront documentés par écrit.
- *Accord sur la compensation et préparation des contrats* – Tous les types de compensation sont expliqués clairement à la personne ou au ménage. L'équipe de planification technique prépare un contrat, fait la liste de tous les biens et de la terre cédés, et/ou les biens affectés et les types de compensation (en nature et/ou en espèces) choisis. Une personne qui choisit une compensation en nature reçoit un formulaire de commande qui est signé avec témoins. Le contrat de compensation est lu à haute voix en présence de la

partie affectée et de l'équipe de planification technique, des fonctionnaires du village et des leaders du village avant signature.

- *Le paiement des compensations* – toute cession de biens, ainsi que tous les paiements seront faits en présence de la partie affectée et des chefferies des villages.

Les critères pour les mesures de compensation vont varier en fonction du niveau et de l'importance de l'impact de l'activité subi par la PAP concernée.

Tableau 7 : Matrice des droits des PAPs

N°	Type de pertes	Catégorie de PAP	Mesures de compensation	Autres mesures d'accompagnement
1	Perte de terre	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitants agricoles, • Propriétaires fonciers, • Propriétaires terriens, 	<ul style="list-style-type: none"> • Valeur de remplacement en tenant compte des taux du marché en vigueur - Compensation pour une terre agricole équivalente ou de bien meilleure qualité productive. 	Prime de dispersion et de main-d'œuvre (pour la mise à jour du terrain – i.e. défrichage et labour). Compensation pour les cultures affectées (si besoin);
		<ul style="list-style-type: none"> • Locataires 	<ul style="list-style-type: none"> • Aide à la réinstallation • Compensation pour les biens investis sur la terre 	<ul style="list-style-type: none"> • Remboursement des investissements fournis, • Mise à disposition d'une indemnité d'au moins 3 mois en vue du paiement des frais de location d'un terrain à valeur de production équivalente ou de bien meilleure qualité productive ; • Autorisation/Assistance à recueillir autant de biens matériels et nature investis sur la parcelle de terre ;
		<ul style="list-style-type: none"> • Occupants illégaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Aide à la réinstallation • Compensation pour les biens investis sur la terre 	<ul style="list-style-type: none"> • Remboursement des investissements fournis, • Mise à disposition d'une indemnité d'au moins 3 mois en vue du paiement des frais de location d'un terrain à valeur de production équivalente ou de bien meilleure qualité productive ; • Autorisation/Assistance à recueillir autant de biens matériels et nature investis sur la parcelle de terre ;
2	Perte de logements	<ul style="list-style-type: none"> • Ménages propriétaires 	Compensation des infrastructures (biens mobiliers) équivalente à la valeur de remplacement au taux du marché en vigueur, <ul style="list-style-type: none"> • Compensation pour les autres biens et ressources non matériel perdus ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Prime de transport et de gestion des questions socioéconomiques (i.e. frais scolaires et de recherche de travail, etc.) ; • Formation complémentaire visant à aider à restaurer le bien-être des personnes affectées (AGR) ; • Permission à recueillir autant de biens matériels collectionnés/amassés avant la vacation des lieux;
		<ul style="list-style-type: none"> • Ménages locataires 	<ul style="list-style-type: none"> • indemnité et/ou aide au relogement ; 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Ménages hébergés gratuitement 	<ul style="list-style-type: none"> • indemnité et/ou aide au relogement, 	

N°	Type de pertes	Catégorie de PAP	Mesures de compensation	Autres mesures d'accompagnement
3	Perte de bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> Propriétaires de bâtis 	Valeur de remplacement tenant compte des taux du marché en vigueur pour les structures et les matériaux	Prime de main d'œuvre et de restauration primaire.
4	Perte d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> Communautés 	Valeur de remplacement tenant compte des taux du marché en vigueur pour les structures et les matériaux	Prime de main d'œuvre et de restauration primaire.
5	Perte d'activités commerciales (temporaire ou définitive)	<ul style="list-style-type: none"> Commerçants 	Indemnité pour perte de revenus	Prime d'accompagnement et de restauration primaire (d'au moins 3 mois).
6	Perte de cultures, d'arbres fruitiers ou de jardins potagers	<ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles 	Valeur de remplacement au taux du marché en vigueur, plus indemnité pour perte de revenus et aide à la réinstallation	Prime de main d'œuvre et de restauration des mesures ou conditions de base, Formation/renforcement des capacités

11. GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX CIVILS

11.1 Plans d'action de réinstallation

Conformément aux exigences, le processus de préparation des plans d'action de réinstallation inclura sur les points suivants :

- La fixation d'une date limite et l'exécution d'un recensement pour identifier les PAP ;
- Le recensement produira une information générale sur les PAP, leur éligibilité pour des compensations, une réinstallation et une aide au redressement ;
- Les perturbations, surtout celles qui affectent les activités génératrices de revenus, seront dûment enregistrées pour les besoins de la compensation ou du remplacement des biens ;
- En se basant sur le recensement et l'inventaire des pertes, et en consultant les PAP, un plan d'action par étapes sera préparé, avec un budget pour l'octroi des compensations, la réinstallation et toute autre assistance qui serait requise.

L'agence d'exécution veillera, par l'intermédiaire des équipes de planification technique et le spécialiste de la réinstallation, à ce qu'un plan d'action de réinstallation soit préparé pour chaque activité de projet qui nécessite une réinstallation.

Dans cette entreprise, les équipes de planification du Projet pourront engager un consultant privé pour fournir les services d'évaluation exigés pour le PAR. Cette mission sera financée par le Projet.

En cas de réinstallation involontaire, les nouveaux lopins de terre qui seront utilisés pour la réinstallation devront recevoir l'approbation du gouvernement en consultant les communautés locales.

Pour assurer que les procédures soient transparentes, les PAP seront informées des méthodes appliquées pour déterminer la valeur de leurs biens. Tous les paiements de compensations et de l'aide à la réinstallation et au redressement, quel que soit le cas, seront effectués en présence des PAP concernés et des leaders locaux.

11.2. Chronologie des activités

Les chronologies suivantes seront appliquées à moins que l'agence d'exécution et le spécialiste de la réinstallation en décident autrement, et en accord avec le comité de réinstallation et les PAP ; mais ceci à condition qu'aucun accord de supprimer les chronologies ne vienne affecter les droits et les intérêts des PAP affirmés dans le Cadre de politique de réinstallation :

- L'inventaire sera achevé au plus tard quatre mois avant le début des travaux ;
- Le plan de réinstallation sera soumis à l'agence d'exécution pour approbation immédiatement après que l'inventaire aura été achevé ;
- Les travaux de génie civil commenceront après que les actions liées à la compensation, à la réinstallation et au redressement auront été effectuées.
- Des calendriers détaillés seront préparés sur lesquels les parties se seront mises d'accord, en particulier les PAP.

Le paiement des compensations pour la terre acquise et les biens affectés et la réinstallation des ménages comme décrite plus haut, doivent être achevés comme condition de cession de la terre et ceci avant le début des travaux de génie civil.

Une attention et un temps suffisant seront prévus pour la consultation des personnes déplacées et des communautés hôtes avant l'arrivée des nouveaux venus. La durée réelle dépendra de l'envergure de la réinstallation et de la compensation et devra être acceptée par toutes les parties.

11.3 Réinstallation, exécution et liaison avec les travaux de génie civil

Conformément à ce PCR et aux PAR qui suivront, les personnes affectées par le projet (PAP) devront être compensées avant que les travaux sur le segment de route considéré n'aient l'autorisation de commencer.

Pour des activités qui impliquent la restriction de l'accès aux ressources, des dispositions devront obligatoirement être prises pour que la compensation et toute autre assistance exigée pour le relogement aient lieu avant le déplacement. L'assistance comprend la fourniture et la préparation de sites de réinstallation avec des installations adéquates.

En particulier, la terre et les biens afférents ne peuvent être pris qu'après que les compensations aient été payées et que les sites de réinstallation et les allocations de déménagement aient été fournis aux PAP. Pour les activités du projet qui nécessitent un relogement ou qui aboutissent à une perte d'abri, la politique de réinstallation exige que les mesures pour aider les personnes affectées par le projet soient prises conformément aux plans d'action de réinstallation individuels.

Le calendrier d'exécution de chaque PAR fournira les détails de la réinstallation et de la compensation. Le calendrier pour l'exécution des activités, comme accepté par les équipes de planification du Projet et les PAP, inclura :

- Des dates cibles pour le commencement et l'achèvement des travaux de génie civil ;
- Un calendrier pour la remise des travaux de génie civil achevés aux PAP ;
- Les dates de prise de possession de la terre que les PAP utiliseront (cette date doit être postérieure à la date de remise des travaux de génie civil achevés aux PAP et de paiement de toutes les compensations) ;
- La liaison entre les activités du PAR et l'exécution de l'ensemble du sous- projet.

En venant approuver les recommandations pour la réinstallation lors du triage, les PAP doivent confirmer que le plan de réinstallation contient des mesures acceptables qui relient l'activité de réinstallation aux travaux de génie civil, conformément à cette politique. Une chronologie et une coordination adéquate des travaux de génie civil garantiront qu'aucune personne affectée ne sera déplacée (économiquement ou physiquement) à cause des travaux de génie civil, avant que la compensation n'ait été payée et avant le début de toute activité du projet.

12. GESTION DES CONFLITS

Quand un conflit a déjà eu lieu, une solution à l'amiable peut être recherchée en associant les acteurs qui connaissent bien les principaux protagonistes afin d'aboutir à un consensus sur la question. C'est la forme de règlement de conflits la plus courante en milieu rural. La conciliation peut être conduite par des anciens ou le chef de village, etc. Cette solution peut être facilitée par les équipes d'appui composées des responsables du foncier des Directions Régionales de l'Agriculture et/ou de l'ANADER et du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER avec l'appui des autorités administratives locales (Préfets, Sous-préfets, Maires, Conseillers Régionaux, etc.).

❖ Types des plaintes et conflits à traiter

Plusieurs types de conflits peuvent surgir en cas de réinstallation et c'est ce qui justifie la mise en place d'un mécanisme pour traiter certaines plaintes. Les problèmes qui peuvent apparaître sont les suivants :

- erreurs dans l'identification des PAPs et l'évaluation des biens ;
- désaccord sur des limites de parcelles ;
- conflit sur la propriété d'un bien ;
- désaccord sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien ;
- successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts, d'un bien donné ;
- désaccord sur les mesures de réinstallation (emplacement du site de réinstallation) ;
- type d'habitat proposé ;
- caractéristiques de la parcelle de réinstallation, etc. ;
- conflit sur la propriété d'une activité artisanale/commerciale (propriétaire du fonds et exploitant différents, donc conflits sur le partage de l'indemnisation) ;
- etc.

12.1. Mécanismes de règlement des conflits

Les mécanismes de règlement des conflits peuvent être présentés comme suit :

- Enregistrement des plaintes

Au niveau de chaque communauté, la Chefferie traditionnelle recevra toutes les plaintes et réclamations liées au processus de réinstallation.

- Mécanisme de résolution amiable

Les mécanismes suivants sont proposés pour résoudre les conflits qui peuvent naître en raison du déplacement des populations :

- (i) toute personne se sentant lésée par le processus d'évaluation/indemnisation devra déposer, dans sa localité, une requête auprès de la Chefferie traditionnelle qui analyse les faits et statue. Si le litige n'est pas réglé, il est fait recours au Préfet ; cette voie de recours (recours gracieux préalable) est à encourager et à soutenir très fortement ;
- (ii) si le requérant n'est pas satisfait, il peut saisir la justice.

- Dispositions administratives et recours à la justice

Le recours à la justice est possible en cas de l'échec de la voie amiable. Mais, c'est souvent une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard des activités. C'est pourquoi dans ces cas de figure, il est suggéré que l'activité en question ne soit pas financée.

- Dispositions pour les conflits liés à la terre

Dans le cas d'un conflit portant sur la terre, une solution à l'amiable doit être recherchée en associant les acteurs qui connaissent aussi bien les limites des terroirs villageois que les parcelles familiales ou privées, afin d'aboutir à un consensus et un éclairage sur la question. La conciliation peut être conduite par des anciens ou le chef de village, etc. C'est la forme de règlement de conflits fonciers le plus courant en milieu rural. Cette solution peut être facilitée ou appuyée par les équipes d'appui des Directions Régionales de l'Agriculture et/ou de l'ANADER.

- Dispositions liées à la mise en œuvre du PAR

Les personnes ne détenant pas de droit sur les terres exploitées (locataires ou exploitants informels) sont exposées à un déplacement forcé ou négocié par les propriétaires terriens. En effet, les propriétaires terriens qui ambitionnent de créer une nouvelle plantation ou d'agrandir leur plantation d'anacarde, d'hévéa ou de palmier à huile, pourraient être amenés à mettre fin à un contrat de location ou un accord informel d'usage. Dans ces conditions et quel que soit le contexte, l'usufruitier subit une perte de revenu, de source de revenus et de terre. Il devra saisir les autorités administratives et/ou le représentant local de l'UGP en vue d'une réinstallation ou une compensation.

12.2. Prévention des conflits

Au niveau préventif, il est nécessaire d'identifier les conflits potentiels et de mettre en œuvre les mesures d'atténuation assez précocement dans le projet, en utilisant une approche participative qui intègre toutes les catégories sociales potentiellement intéressés. C'est pourquoi, il est particulièrement important de veiller à l'information et au processus de participation de toute la communauté, et plus particulièrement des personnes affectées par le projet.

13. METHODES POUR LES CONSULTATIONS ET PARTICIPATION DES POPULATIONS CONCERNEES

13.1 Consultation sur le Cadre de Politique de Réinstallation

La consultation et la participation publiques sont essentielles parce qu'elles permettent aux personnes déplacées potentielles de contribuer à la conception et à la mise en œuvre des activités. La consultation publique interviendra au commencement du projet au niveau des communautés locales aidées par les responsables des lignages ou des familles, les leaders communautaires, les chefferies, les responsables du foncier des Directions Régionales de l'Agriculture et/ou de l'ANADER.

Les consultations auront lieu pendant tout le cycle du projet, en passant par (a) l'enquête socio-économique, (b) le plan de réinstallation, (c) l'évaluation de l'impact sur l'environnement, et (d) la rédaction et la lecture du contrat de compensation.

Avant toute négociation, et avant toute démarche, les autorités administratives (Sous-préfets notamment) et traditionnelles doivent donner des informations à toute PAP/FAP sur les principales dispositions du présent plan cadre.

De manière globale, l'information et la consultation sur le processus de préparation du présent PCR sont organisées comme suit :

- rencontres institutionnelles avec les acteurs principalement concernés par la réinstallation (services du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, du Ministre de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme ; des services des domaines du Ministère des Finances ; des Directions Régionales/départementales de l'Agriculture, etc.) ;
- rencontres avec les représentants de l'Etat dans les Collectivités locales potentiellement impliquées dans le processus de réinstallation ;
- rencontres avec les élus locaux au niveau des Collectivités locales ;
- rencontres avec les chefferies traditionnelles ;
- entretien avec les personnes susceptibles d'être affectées par la mise en œuvre de projets ;
- visites des sites d'intervention potentielle ;
- réunion de restitution avec acteurs institutionnels, collectivités locales et potentielles personnes affectées.

13.2. Consultations avec les PAPs

La participation des PAPs dans le processus de préparation du présent PCR est une exigence centrale.

Dans certains sites potentiels de mise en œuvre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, la consultation des PAPs potentielles a porté notamment sur :

- l'information sur les activités du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, notamment les sous - composantes, les composantes et les projets pouvant entraîner une réinstallation ;
- des discussions sur les questions foncières au niveau local (propriété, mode d'attribution, d'acquisition, etc.) ;
- des discussions sur les procédures d'expropriation nationales (opportunités, faiblesses et limites d'applicabilité) ;
- une information et des échanges sur les mesures préconisées par les procédures de la BAD (principes et procédures de réinstallation ; éligibilité à la compensation ; méthodes d'évaluation et de compensation

des biens affectés ; mécanismes de gestion d'éventuels conflits ; responsabilités de la mise en œuvre et du suivi du processus de réinstallation ; mécanismes de financement de la réinstallation, etc.) ;

- la catégorisation des personnes vulnérables parmi les PAPs ;
- le recueil de préoccupations, suggestions et recommandations lors de la préparation des mesures de réinstallation, notamment en ce qui concerne l'information continue et l'implication des PAPs dans tout le processus.

Les principaux outils utilisés sont : le questionnaire individuel et les guides d'entretien par focus-groups.

L'objectif de cette consultation est que les PAPs soient contactées et impliquées dans la planification (détermination des modalités de conception et de conduite de la réinstallation et de la compensation ; définition des directives de mise en œuvre), dans la mise en œuvre et au suivi de la réinstallation et des méthodes de résolution des conflits. En plus, le processus de consultation a pris en compte leurs points de vue et préoccupations sur le projet.

En ce qui concerne les constats liés à la réinstallation, d'une façon générale, la libération des sites s'effectue sans heurts quand il s'agit de sites communautaires (cas de projets antérieurs).

Certains sites privés ont même été mis à la disposition de la communauté en cas de besoin collectif. L'ensemble des cas-problèmes fait l'objet de négociation et de règlement à l'amiable. Dans le cas échéant, les chefs traditionnels sont impliqués de même que les préfets et les tribunaux qui font respectivement l'objet de recours dans les conditions où une issue favorable n'est trouvée.

A l'issue des résultats, il ressort que le processus et la mise en œuvre du projet doivent avoir une large implication des PAPs en tenant compte des réalités socio-économiques spécifiques de chaque zone d'intervention. Le projet d'électrification des localités rurales du PROSER.

13.3. Diffusion de l'information au public

En termes de diffusion publique de l'information, en conformité avec la SO2, le présent PCR et les PAR seront mis à la disposition des personnes affectées et des ONG locales, dans un lieu accessible, sous une forme et dans une langue qui leur soient compréhensibles.

Dans le cadre du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, la diffusion des informations au public passera aussi par les médias tels que les journaux, la presse, les communiqués radios diffusés en langues nationales pour aller vers les autorités administratives et traditionnelles qui à leur tour informent les collectivités locales avec les moyens traditionnels dont ils font usage.

13.4. Modalités et méthodes de consultation et de participation des personnes affectées

Les informations complémentaires à relever comprendront :

- Le droit à une compensation en nature ou à une indemnisation au coût de remplacement ;
- Les méthodes à utiliser pour la fixation des taux pour les dédommagements ;
- Les procédures à suivre pour les doléances, y compris les informations de contact.

Les informations doivent être présentées dans une langue et un support accessible à ces personnes potentiellement impliquées ou affectées.

13.5. Consultations dans le cadre de l'élaboration du présent PCR

Les différentes rencontres tenues dans le cadre de la consultation publique auprès de plus de 503 personnes et groupes d'acteurs dans le mois d'Août 2019 ont permis de constater que le projet jouit a priori d'une très forte acceptabilité sociale.

13.5.1. Objectifs des consultations

L'objectif général des consultations publiques menées est d'assurer l'implication des parties prenantes dans la conception du programme et dans le processus de prise de décision. Les objectifs spécifiques visés par les consultations publiques consistent à :

- associer les différentes parties prenantes à la mise en évidence des enjeux socio-économiques et culturels du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER;
- Sensibiliser les populations sur les aspects socio-économiques liés à la réalisation du projet et obtenir leur engagement dans la résolution de potentiels problèmes/conflits ;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée des actions prévues dans le cadre du programme.

13.5.2 Approches méthodologiques des consultations publiques

Pour atteindre les objectifs visés par les consultations publiques, l'étude a adopté une démarche participative qui s'est articulée autour de plusieurs axes essentiels qui sont présentés dans ce qui suit.

13.5.2.1. Information par voie de courriers

A l'entame de la mission dans la région du Bounkani, quatre (04) courriers signés par CI-ENERGIES ont été adressés aux autorités préfectorales en vue de les informer du déroulement de la mission. Par ce canal, des rencontres officielles ont été programmées afin d'échanger sur des aspects du projet et de la mission.

13.5.2.2 Rencontres avec les autorités

Les rencontres avec les autorités ont été réalisées conjointement avec les consultants H&B Consulting et BRILI-CI dans les 04 quatre départements de la région du Bounkani. Aussi, d'autres rencontres ont eu lieu avec les responsables des services techniques départementaux et régionaux afin de leur présenter le projet et échanger sur les enjeux qui y sont liés.

Planche 7 : Vue de quelques rencontres avec les autorités préfectorales et des responsables des services administratifs de Bouna



Vue de la rencontre avec le corps préfectorale



Vue de la rencontre avec le chef de service de la CIE



Vue de la rencontre avec le directeur départemental de la santé

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

L'équipe du consultant de la mission a également rencontré les autorités préfectorales et sous-préfectorales pour (i) la présentation du projet et l'objet de la mission ; (ii) le recueil des avis sur le projet ; (iii) les échanges sur les modalités de conduites des investigations de terrain et des consultations publiques.

A cet effet, les acteurs suivants ont été rencontrés :

Tableau 8 : Liste des autorités préfectorales, administratives et les collectivités territoriales rencontrées dans la région du Bounkani

Départements	Acteurs rencontrés
Bouna	<ul style="list-style-type: none"> - Le préfet de région, préfet du département de Bouna ; - Les secrétaires généraux 1 et 2 de la préfecture de Bouna ; - Les sous-préfets de Bouko, Youndouo et Ondefidouo ; - Le directeur du cabinet du conseil régional du Bounakani ; - Le premier Adjoint au Maire de Bouna ; - Directeur régional MINADER Bouna ; - Directeur régional MINEF - Le directeur départemental de l'Agriculture et du développement rural de Bouna ; - Directeur Départemental de la santé de Bouna ; - Le chef de service de la direction régionale de la CIE de Bouna
Doropo	<ul style="list-style-type: none"> - Le préfet intérimaire du département ; - Les sous-préfets de Doropo et de Niamoé ; - 1^{er} adjoint au Maire ; - DD MINADER ; - DD Eaux et Forêt
Téhini	<ul style="list-style-type: none"> - Les sous-préfets de Téhini et de GOGO, - 1^{er} adjoint au Maire ; - Agent MINADER
Nassian	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet de Nassian ; - Sous-préfet de Nassian - 1^{er} adjoint au Maire ; - Représentant du conseil régional

Source : H&B Consulting /PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

13.5.2.3 Entretiens semi-directifs et focus-groups

Plusieurs entretiens semi-structurés et des focus-group ont été organisés dans les départements, sous-préfectures et villages concernés par le projet. Il s'est agi pour les équipes de mener des entretiens communautaires (focus-group) avec les populations de chaque localité visitée afin de (i) leur présenter le projet, (ii) échanger sur les dispositions à prendre pour la bonne marche du projet, les craintes, les suggestions et avis ainsi que, les risques d'impacts et (iii) collecter des informations monographiques de la zone du projet.

Ce sont 103 consultations communautaires qui ont été organisées par le consultant pour réalisation du présent PCR dans la région du Bounkani. Ont participé à ces entretiens communautaires, les chefs de villages, notables, présidents et membres de bureaux de jeunesse, présidentes et membres des bureaux des femmes, responsables des organisations communautaires de base ainsi que les membres des communautés villageoises.

Planche 8 : Vue des groupes constitués lors des entretiens communautaires dans quelques localités visitées de la région



Vue d'entretien communautaire dans une localité du département de Bouna



Vue d'entretien communautaire dans une localité du département de Doropo



Vue d'entretien communautaire dans une localité du département de Téhini

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

Toutes les consultations communautaires organisées dans le cadre de la réalisation du présent PCR ont été sanctionnées par des procès-verbaux et des comptes rendus joints en annexes du rapport.

13.5.2.4 Réunions d'information et de consultation publique

Pour assurer l'information et l'implication des principaux acteurs et bénéficiaires du projet d'électrification rurale et du programme d'électricité pour tous, dans sa conception et dans le processus de prise de décision, 04 réunions d'information et de consultations publiques ont été organisées dans les chefs-lieux de département de la région du Bounkani. Ces consultations ont été présidée par les Préfets des circonscriptions avec la participation des directeurs régionaux et départementaux, directeurs et chefs de services, les leaders religieux, d'opinions, autorités villageoises, les populations à la base (Chef de villages, notables, représentants de la société civile locale, organisations des femmes, représentants des jeunes, organisations de producteurs, organisations villageoises de développement, organisations communautaires de base etc.).

Planche 9 : Vues des consultations publiques dans les chefs-lieux de département de la région du Bounkani



Images de la réunion d'information et de consultation publique dans le département de Bouna



Images de la réunion d'information et de consultation publique dans le département de Doropo



Images de la réunion d'information et de consultation publique dans le département de Téhini



Images de la réunion d'information et de consultation publique dans le département de Nassian
Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Boukani Août 2019

Les procès-verbaux des réunions d'information et de consultation publique sont joints en annexe 3 du rapport.

13.5.3. Résultats des rencontres d'informations et de consultations publiques

Plusieurs points importants se dégagent des rencontres d'information et de consultation du public. Ils sont présentés dans ce qui suit :

- *Situation confuse dans les lotissements de certains villages*

Plusieurs villages sont en cours de lotissement ou en cours d'extension de leur lotissement. Pour d'autres, des regroupements de villages sur de nouveaux sites sont envisagés, les critères de choix des localités à électrifier, le

nombre d'habitants de certaines localités à électrifier soulèvent certains questionnements. Ces situations créent des soucis auprès des populations quant à la prise en compte effective de toutes ces localités dans la phase de réalisation du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER.

Certains habitants ont souhaité que les villages qui n'ont pu achever leur lotissement soient aidés financièrement afin de bénéficier pleinement du projet.

Par ailleurs, le Préfet de région a voulu s'assurer de la prise en compte effective de toutes les localités choisies par CI-Energies dans la phase de la réalisation du projet avant d'être directement impliqué dans les actions d'information et de sensibilisation des populations bénéficiaires.

- *Critère de choix des localités*

Les autorités administratives et les élus locaux auraient voulu être impliqués dans le choix des localités bénéficiaires du projet afin de permettre aux plus gros villages (en superficie et en population) de bénéficier au projet

- *Prise en compte effective des personnes qui seront affectées par le projet*

Les leaders communautaires et autorités administratives demandent que le Projet d'électrification des localités rurales du PROSER dédommage toutes les populations susceptibles d'être affectées par les travaux du projet.

- *Prise en compte des doléances des populations bénéficiaires*

Pendant les consultations publiques et communautaires, les autorités administratives et coutumières ainsi que les populations bénéficiaires ont formulé plusieurs doléances allant du renforcement et de l'extension du réseau électrique dans les chefs-lieux de départements, de sous-préfectures aux gros villages de la région qui ne sont pas bénéficiaires du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER.

Les autorités villageoises demandent au promoteur d'éviter la profanation des sites sacrés dans la zone du projet en phase de réalisation du projet et de doter des localités bénéficiaires d'un minimum d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'hydraulique villageoise pour leur garantir un véritable bien-être social.

Tableau 9 : Matrice de synthèse des échanges avec les parties prenantes

N°	Localité	Groupe ou personnes rencontrés	Entreprise ou Champ d'activités	Date de la rencontre	Résumé des échanges	Principales recommandations
DÉPARTEMENT DE BOUNA						
1	Bouna	M. KPAN Droh Joseph, Préfet de région, préfet de département ; DOGO Koffi, secrétaire général de préfecture, FOFANA Lekolio Moussa, sous-préfet, AGBAN Jan Michel, sous-préfet, KAKOU Tanoé, sous-préfet, GAORE Yves, pasteur, COULIBALY Seydou, Secrétaire Général de Mairie,	Corps préfectoral ; Elus locaux ; Directeurs et chef de service Leaders d'opinion ; Guide religieux Autorités coutumières	09/08/2019	Présentation de la mission du PCR et les objectifs du projet ; Les impacts probables en phase de réalisation ; Les avis, craintes et attentes des autorités vis-à-vis du projet ; Les coupures intempestives du courant des zones déjà électrifiées ; La méthode du choix des localités bénéficiaires ; L'effectivité de la prise en compte de toutes les localités choisies par CI-énergies ; Existence des sites sacrés dans la zone du projet ; L'abondance de culture dans la zone du projet ; Le manque d'infrastructure scolaire, sanitaire et d'hydraulique villageoise dans les localités bénéficiaires ;	<ul style="list-style-type: none"> Faire le renforcement du réseau électrique dans les chefs-lieux de département et de sous-préfecture de la région; Réaliser le projet en respectant la réglementation en vigueur relativement à la préservation de l'environnement Indemniser toutes les personnes qui seront affectées par le projet; Prendre en compte les plus gros villages que traversent les lignes BT dans la zone du projet; Aviser les populations pour connaître les conditions de déplacement ou de destruction des sites sacrés susceptible de destruction ou de déplacement; Informar largement les populations du déroulement des travaux du projet.
DÉPARTEMENT DE DOROPO						
2	Doropo	BOSSE Zogbré, préfet de département intérimaire, DRI Bi Bli Paul, sous-préfet, KOUAME Foulé, sous-préfet, OUATTARA B. Jean, Maire résident,	Corps préfectoral ; Elus locaux ; Directeurs et chef de service Leaders d'opinion ; Guide religieux	13/08/2019	Présentation de la mission du PCR et les objectifs du projet ; Les impacts probables en phase de réalisation ; Les avis, craintes et attentes des autorités vis-à-vis du projet ; Les coupures intempestives du courant des zones déjà électrifiées ; La méthode du choix des localités bénéficiaires ;	<ul style="list-style-type: none"> Faire le renforcement du réseau électrique dans les chefs-lieux de département et de sous-préfecture de la région; Réaliser le projet en respectant la réglementation en vigueur relativement à la préservation de l'environnement Indemniser toutes les personnes qui seront affectées par le projet;

		Koffi N'dri, DD eaux et Forêt ; Konan Kouadio, DD Agriculture WATTARA Kouakou, chef de village, TRAORE Fatouma, présidente des Femmes ; KAMBOU Lonkité, président des jeunes	Autorités coutumières		L'effectivité de la prise en compte de toutes les localités choisies par CI-énergies ; Existence des sites sacrés dans la zone du projet ; L'abondance de culture dans la zone du projet ; Le manque d'infrastructure scolaire, sanitaire et d'hydraulique villageoise dans les localités bénéficiaires ;	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les plus gros villages que traversent les lignes BT dans la zone du projet; • Aviser les populations pour connaître les conditions de déplacement ou de destruction des sites sacrés susceptible de destruction ou de déplacement; • Informer largement les populations du déroulement des travaux du projet.
DÉPARTEMENT DE TÉHINI						
3	Téhini	GUEHOUE Oula Georges, sous-préfet, NIAMKE Koutonan, sous-préfet ; KIKOUN Aymar, chef de cantonnement des eaux et forêts ; OULOTO Yoro Eric, Agent MINADER ; NOUFE Dilaté, chef de village ; DJANE Konlaré, président des jeunes ; DAH Sesseré Martine, présidente des femmes	Corps préfectoral ; Elus locaux ; Directeurs et chef de service Leaders d'opinion ; Guide religieux Autorités coutumières	16/08/2019	Présentation de la mission du PCR et les objectifs du projet ; Les impacts probables en phase de réalisation ; Les avis, craintes et attentes des autorités vis-à-vis du projet ; Les coupures intempestives du courant des zones déjà électrifiées ; La méthode du choix des localités bénéficiaires ; L'effectivité de la prise en compte de toutes les localités choisies par CI-énergies ; Existence des sites sacrés dans la zone du projet ; L'abondance de culture dans la zone du projet ; Le manque d'infrastructure scolaire, sanitaire et d'hydraulique villageoise dans les localités bénéficiaires ;	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le renforcement du réseau électrique dans les chefs-lieux de département et de sous-préfecture de la région; • Réaliser le projet en respectant la réglementation en vigueur relativement à la préservation de l'environnement • Indemniser toutes les personnes qui seront affectées par le projet; • Prendre en compte les plus gros villages que traversent les lignes BT dans la zone du projet; • Aviser les populations pour connaître les conditions de déplacement ou de destruction des sites sacrés susceptible de destruction ou de déplacement; • Informer largement les populations du déroulement des travaux du projet.
DÉPARTEMENT DE NASSIAN						
4	NASSIAN	OKOMA Adja Jeannette, préfet de département ; SERY Célestin, sous-préfet, OUATTARA Harouna, 1 ^{er} Adjoint au Maire ;	Corps préfectoral ; Elus locaux ; Directeurs et chef de service Leaders d'opinion ;	19/08/2019	Présentation de la mission du PCR et les objectifs du projet ; Les impacts probables en phase de réalisation ; Les avis, craintes et attentes des autorités vis-à-vis du projet ; Les coupures intempestives du courant des zones déjà électrifiées ;	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le renforcement du réseau électrique dans les chefs-lieux de département et de sous-préfecture de la région; • Réaliser le projet en respectant la réglementation en vigueur relativement à la préservation de l'environnement • Indemniser toutes les personnes qui seront affectées par le projet;

		<p>ASSE Acho, Yapi Nicolas, DD MIRAH, ESSI Kouamé, DD Agriculture, Konan Brou Frédéric, pasteur ; ABBE Nanzan Nicodeme, Prête, KOFFI Kouassi Moderste, Roi de Nassian ; KOBENAN Yao, chef de village ; BOURAHIMA Assane, Imam ; DONGO Koffi, porte Cane ; ALI Ouattara, président des jeunes, KOUADIO Adja Ténin, présidente des femmes</p>	<p>Guide religieux Autorités coutumières</p>		<p>La méthode du choix des localités bénéficiaires ; L'effectivité de la prise en compte de toutes les localités choisies par CI-Energies ; Existence des sites sacrés dans la zone du projet ; L'abondance de cultures dans la zone du projet ; Le manque d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'hydraulique villageoise dans les localités bénéficiaires ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les plus gros villages que traversent les lignes BT dans la zone du projet; • Aviser les populations pour connaître les conditions de déplacement ou de destruction des sites sacrés susceptible de destruction ou de déplacement; • Informer largement les populations du déroulement des travaux du projet.
--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

13.6. Consultations dans le cadre de l'élaboration du PAR

Des consultations publiques seront organisées de façon spécifique avec les PAP pendant toute la durée de l'exécution du programme. Elle pourra se dérouler pendant la préparation de :

- l'étude socio-économique ;
- de l'évaluation de l'impact environnemental ;
- et de la négociation de la compensation à verser aux PAP (rédaction et lecture du contrat de compensation).

Ces consultations peuvent s'appuyer sur plusieurs canaux d'information à savoir: les réunions, des programmes radio, de demandes de propositions/commentaires écrits, des enquêtes de commodo et incommodo, des remplissages de questionnaires et de formulaires, de conférences publiques et d'explications des idées et besoins du projet, etc.

Dans le cadre de la préparation des PAR, les étapes de consultation et d'information suivantes seront entreprises :

- diffusion de la date limite au public, lors du démarrage du recensement ;
- restitution des données de bases au démarrage de la préparation du PAR ;
- principes d'indemnisation et de réinstallation tels qu'ils sont présentés dans le présent PCR ;
- enquête socio-économique participative, pour permettre de poursuivre la démarche d'information des personnes concernées, ainsi que des autorités locales et autres intervenants locaux; ces enquêtes permettent aussi de recueillir les avis, doléances et souhaits de la population sur la réinstallation ;
- consultation sur le PAR provisoire ; une fois que le document est disponible sous forme provisoire, il est discuté avec les autorités locales et les représentants de la population selon des formes à examiner au cas par cas (réunion publique, mise en place d'un comité local, etc.).

14. PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS LIEES AU GENRE ET DE LA SITUATION DE LA FEMME DANS LA ZONE DU PROJET

Le genre ou l'approche de genre sont des notions souvent mal comprises et mal appliquées. Le genre est un concept sociologique désignant les "rapports sociaux de sexe", et de façon concrète, l'analyse des statuts, rôles sociaux, relations entre les hommes et les femmes.

Appliqué aux politiques publiques, le genre a pour objectif de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes en prenant en compte les différences et la hiérarchisation socialement construite.

L'approche Genre repose sur l'analyse et la remise en cause des processus qui différencient et hiérarchisent les individus en fonction de leur sexe. Cette répartition des rôles, des responsabilités, des activités et des ressources entre femmes et hommes est source d'inégalités et limite la liberté des femmes à jouir des droits humains.

14.1. Situation générale de la femme dans la région du Bounkani

14.1.1. Situation générale de la femme

L'analyse de la situation de la femme dans la région fait ressortir plusieurs difficultés majeures qui sont d'ordre éducationnel, culturel et économique :

Le taux élevé d'analphabétisme (46,8% en zone urbaine, 78,4% en zone rurale), le faible niveau d'instruction et la faible capacité organisationnelle entraînent le cloisonnement des femmes dans le secteur informel.

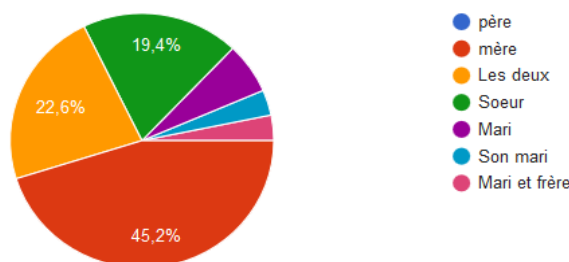
A cela s'ajoutent les pesanteurs socioculturelles et familiales où la jeune fille doit s'occuper essentiellement des tâches domestiques plutôt que d'aller à l'école ou de mener des activités génératrices de revenus. Il y a également une déperdition scolaire des jeunes filles due à certains facteurs socioculturels comme le mariage précoce, la pauvreté, la forte implication dans les tâches ménagères (notamment la corvée d'eau).

Au niveau économique, l'on peut citer les difficultés d'accès aux facteurs de production (terre, intrants), le manque de ressources financières et l'accès difficile au crédit auprès des institutions financières, le manque d'information sur les opportunités offertes par l'usage de source d'énergie pour moderniser leurs activités génératrices de revenus. Toutes ces difficultés suscitées constituent un frein à l'entrepreneuriat féminin de façon générale et plus spécifiquement en zone rurale.

La répartition des rôles entre l'homme et la femme dans la zone du projet est un fait réel et enraciné dans les mœurs des communautés dans l'ensemble des cent trois (103) localités visitées dans le cadre du présent PCR.

Pour ces communautés, l'homme est toujours le chef de famille, la femme ne doit être chef d'aucun village et la majorité des femmes affirme qu'elles n'ont pas aussi droit à l'héritage. Cette version est soutenue par 76,6% contre 28,4% qui affirment le contraire. Pour cette minorité, la femme peut hériter des biens d'un membre de la famille comme l'illustre le graphique qui suit.

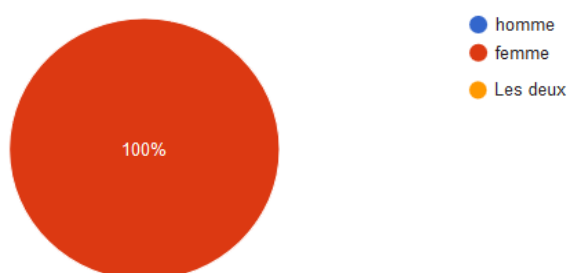
Graphique 1 : Illustration du droit à l'héritage de la femme dans la famille



Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Boukani Août 2019

Dans les rôles sociaux, les tâches sont définies en avance selon le sexe. La femme est généralement occupée aux travaux du ménage et l'homme dans les activités reproductives pour la prise en charge de la famille. Toutes les femmes enquêtées dans les localités visitées affirment que les travaux domestiques leur sont exclusivement réservés dans leur société comme le montre le graphique 2.

Graphique 2 : Illustration de la division du travail dans la zone du projet



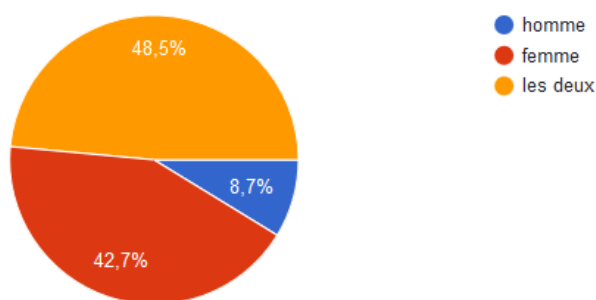
Source : H&B Consulting /PCR Zanzan/Boukani Août 2019

14.1.2. Activités et moyens de subsistance des femmes de la région du Boukani

Dans cette région, les femmes rurales sont plus présentes dans les activités vivrières telles que la culture d'arachide, de maïs, de l'igname, ainsi que dans celles des cultures de rente (karité). Cette spécification est le produit de l'organisation sociale du travail dans cette région. Cependant, dans les villages, les femmes sont plus ou moins impliquées dans presque tous les secteurs d'activités aujourd'hui bien qu'elles soient encore très absentes de l'agriculture de rente. Il apparaît clairement que ces cultures sont sources de puissance économique. Et cette absence pourrait s'expliquer par le fait que, dans ces localités les femmes ne peuvent avoir la terre que pour les cultures vivrières, sans toutefois en être propriétaires.

Cette réalité ne semble pas être respectée dans tous les secteurs d'activités de la vie socio-économique des communautés en présence. Certaines opérations champêtres (abattage des arbustes, défrichage des parcelles, buttage, etc.) qui étaient exclusivement réservées aux hommes sont aujourd'hui aussi exécutées les femmes selon les avis recueillis.

Graphique 3 : Illustration de l'implication des femmes dans les travaux champêtres



Source : H&B Consulting/PCR Zanzan/Bounkani Août 2019

Dans les localités à électrifier visitées par l'équipe du consultant, la majorité soit 48,5% des populations affirment que les travaux champêtres sont réservés exclusivement aux hommes. En revanche, 42,7% parmi elles déclare que la femme doit aussi faire les travaux champêtres. Une minorité soit 8.7% pense que les activités champêtres sont pratiquées aussi bien par les hommes que par les femmes.

C'est dans cette perspective qu'aujourd'hui, dans presque toutes les localités visitées et surtout dans les chefs-lieux de département, on rencontre plus ou moins une organisation de femmes. Ces organisations féminines œuvrent dans différents domaines d'activités mais, elles ont toutes pour objectif d'aboutir à leur autonomisation à partir de l'entraide entre les membres.

Ce revirement de la situation de départ est dû en partie aux organisations qui naissent un peu partout dans la zone du projet. Le tableau suivant fait la clarification des organisations féminines dans la zone du projet, leurs domaines d'activités ainsi les objectifs poursuivis.

Tableau 10 : Matrice des échanges avec les organisations féminines rencontrées dans la zone du projet.

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
Bouna	BOUNA					
	Groupe Entente	Créée depuis 10 ans	Collection et Commercialisation du mil	Créer des sources de revenu pour entraide entre les membres	L'organisation compte 50 femmes avec une présidente à la tête et un bureau. Elle dispose d'un certificat d'existence délivré par la préfecture/Maire et d'un compte d'épargne à la COOPEC de Bouna.	L'organisation se réunit une fois par mois. Elle fonctionne sur fonds propres par des levées de cotisation mensuelle. L'organisation manque d'appui institutionnel, matériel et financier pour l'atteinte de ses objectifs.
	UFDB : Union des Femmes pour le Développement de Bouna	Créée depuis 1999 et redynamisée en 2008 par la présidente actuelle	Commerce, production agricole vivrière (manioc, igname, piment, tomate etc.)	Permettre l'autonomisation de la femme de Bouna	L'UFDP compte plus de 360 membres. Elle a été déclarée, dispose d'un compte d'épargne à la COOPEC de Bouna. Elles ont la possibilité de faire des tontines afin de faciliter le financement de l'activité d'un membre	Le manque d'appui et d'accompagnement ne facilite pas l'atteinte des objectifs de l'organisation. Cette organisation a déjà bénéficié d'un appui de PNUD et de l'UNFPA pour l'acquisition d'un local.
	AFPB : Association des Femmes Peuls de Bouna	Créée en 2016,	Transformation et commercialisation du lait	L'entraide des membres pour subvenir aux besoins des femmes peuls	Récemment créée, elle compte 70 femmes pour collecter et vendre le lait de vache et transformer le lait en poudre en Yaourt ou en liquide pour le revendre sur les marchés	Elle rencontre des périodes de cessation de production de lait de vache, des coupures intempestives du courant qui causent des dommages sur le produit à vendre et le matériel électroménager (réfrigérateur ou congélateur)
	SIGBÈRA : rassemblons-nous	Créée depuis 2013	Collecte, transformation et vente des produits de KARITE	Favoriser l'autonomisation de la femme à travers la transformation du Karité	L'association est aujourd'hui une coopérative (SCOOPCA-PROCOCAB) de collecteurs, producteurs et transformateurs de Karité dans le département de Bouna. Elle est légalement constituée et dispose son propre domaine de production artisanale.	La coopérative couvre tout le département. Avec l'appui de l'ANADER, cette coopérative a établi des pépinières de Karité en vue de la création d'une plantation. Le fonctionnement rudimentaire de la transformation ne favorise pas une production en quantité suffisante pour permettre aux membres de jouir des bénéfices . Le manque d'appui et d'encadrement ne facilite pas l'atteinte des objectifs fixés par la coopérative.
	SABOUNOUMAN : bonheur	Créé depuis 2013	Production du vivrier (Maïs, Ignames et autres)	Pour l'entraide entre les membres	Légalement constituée, les femmes utilisent des portions de terre appartenant à leurs familles pour les mettre en culture. Le revenu	C'est une organisation à caractère social qui soutient ces membres en cas de besoin social (cas de scolarisation d'un enfant,

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
					issu des produits commercialisés est mis en caisse pour subvenir aux besoins des membres.	mariage, décès etc.). L'organisation manque d'appui et de soutien pour le développement des activités agricoles.
	Organisation des femmes Lobi et des femmes Koulango de Bouna	Créés toutes deux vers 2010	Elles œuvrent dans le domaine de la productions maraichères	Garantir l'autosuffisance alimentaire en produits maraichères dans le département de Bouna	Elles sont déclarées à la mairie et disposent d'un compte d'épargne à la COOPEC de Bouna. Elles produisent collectivement pour revendre sur les marchés locaux et le bénéfice est reversé sur le compte des associations. Les membres cotisent mensuellement pour subvenir à leurs besoins.	Le manque de terre cultivable, d'encadrement, de financement constitue les problèmes majeurs de ces organisations. Et surtout les longues saisons sèches. Besoin d'appui institutionnel pour l'aménagement des espaces cultivables pour mieux développer leurs activités.
Doropo	DOROPO					
	Association des Femmes de Doropo	Créé depuis 03 ans	Commercialisation des produits maraichères et vivrières	Faciliter le commerce des femmes de Doropo	En phase de déclaration, l'association travaille avec les productrices des villages environnants et achète et commercialise leurs produits	Besoin d'encadrement et d'appui pour une meilleure commercialisation des produits collectés
	Association des femmes de LATROUGO	Créé depuis un bon moment, avec l'ensemble des femmes du village	Pour produits les cultures vivrières et maraichères en quantité pour vendre dans la localité et les marchés des autres localités	Pour créer des activités génératrices de revenus pour les femmes de la localités	Ce sont des organisations informelles qui existent dans pratiquement toutes les localités visitées dans le cadre du projet. Elles permettent femmes de réunir leurs forces pour produire en quantités les cultures vivrières et maraichères pour la consommation locale et le surplus est vendu dans les marché locaux pour disposer d'un fond en cas de besoin d'assistance d'un membre	Elles rencontrent plusieurs difficultés notamment, dans la commercialisation de leurs productions, l'écoulement des produits des champs aux lieux de commercialisation à cause des mauvais états des routes dans le département. Le manque d'encadrement et suivi des activités agricoles ne permettent pas de meilleurs rendements.
	Association des femmes de KOUBILOU					
	Association des femmes de SANGBADARI					
Téhini	TEHINI					
	Association des femmes de TINGRELA	Créé depuis un bon moment, avec l'ensemble des femmes du village	Elles interviennent généralement dans la production des cultures vivrières et maraichères	Leurs principaux objectifs se résument pour la plupart dans l'entraide entre les membres	Ce sont des organisations informelles qui travaillent collectivement pour une forte production. Leurs productions sont vendues sur les marchés locaux. Le bénéfice tiré de la vente	Elles rencontrent plusieurs difficultés notamment, dans la commercialisation de leurs productions, l'écoulement des produits des champs aux lieux de commercialisation à cause des mauvais états des routes dans le département.
	Association des femmes de VONTCHON					

Département	Nom de l'organisation	Date de création de l'organisation	Domaines d'activités	Objectif	Structuration organisationnelle	Observations
	Association des femmes de TCHOBROU				des produits est mis en caisse qui servira à aider les membres dans le besoin. Ces organisations facilitent une cohésion sociale entre les femmes des localités.	Le manque d'encadrement et suivi des activités agricoles ne permettent pas de meilleurs rendements.
	Association des femmes de MONPEDE					
	Association des femmes de SANMEDJINAN					
Nassian	NASSIAN					
	INDEBI-BRI : Lutter pour avancer	Créé depuis 2001 dans le village de Primou	Culture maraichère	Réunir toutes les femmes du village pour une production forte	Légalement constituée, l'organisation permet aux femmes de Primou de travailler collectivement et de disposer d'un fond pour s'entraider en cas de besoin	Elle manque d'appui, d'assistance et d'encadrement. Le projet d'électrification rurale pourra permettre le développement de nouvelle AGR
	Association des femmes de KALABO appelé SOUGBÈ : aide-toi Dieu t'aidera	Créé depuis 2014	Intervient dans le domaine des cultures vivrières et maraichères	Un groupement d'entraide entre les membres	Elle compte 12 membres dont 10 femmes et 02 hommes pour les accompagner, encadrer et mener les travaux plus difficiles pour elle.	Elle cultive ensemble pour une production en quantité. Elle dispose de terre cultivable mais, manque de moyen pour aménager les espaces cultivables.
	Association des femmes d'ENVEYO : KANWORE : entraide	Créé en 2015	Production d'oignon et de manioc	Créer des activités génératrices de revenu pour faciliter l'autonomisation de la femme rurale et s'entraider	Légalement constituée, l'association compte 22 femmes et 02 hommes pour l'accompagnement dans les travaux champêtres.	Le manque d'institution bancaire de Nassian ne nous permet pas de disposer un compte d'épargne pour bénéficier de crédit pour mieux développer son activité. Pas de partenaire d'appui. Problème de commercialisation des productions agricole.

Source : H&B Consulting /PCR Zanzan/Boukani Août 2019

14.2. Impacts du projet sur les femmes

14.2.1. Impacts positifs sur les femmes

L'électrification des localités rurales de la région du Bounkani se veut une véritable ressource économique pour les femmes de cette région. Car elle pourra contribuer à moderniser le matériel de production, voire des industries de production en matière de karité comme le cas de la SCOOPCA-PROCOKAB (COOPÉRATIVE DES PRODUCTEURS ET COLLECTEURS DE KARITÉ DE BOUNA). Ce nouveau mécanisme de production permettra aux femmes d'améliorer de façon considérable leur production et d'avoir des débouchés économiques plus importants et plus sûrs.

Celles qui font de l'agriculture pourront renforcer leur capacité et mettre en place des groupements féminins fonctionnels en vue de maximiser leurs productions et créer des unités de transformation et de commercialisation de l'igname, le manioc, l'arachide du maïs, le Mil etc. Ces unités auront un impact économique sur la vie de ces femmes et de leurs ménages. Généralement les femmes de la région tiennent également le commerce ou le petit commerce qui leur permettent d'être économiquement autonomes comme le cas des femmes du groupement « Etoile brillante de Bouna ». Ces commerces se développeront davantage avec l'électrification. Ce qui fait dire que l'électrification favorisera la promotion de l'entrepreneuriat féminin mais aussi de la promotion de l'emploi des jeunes femmes rurales.

14.2.2. Impacts négatifs sur les femmes

A ce stade du projet, les impacts négatifs sur la femme ne sont pas clairement identifiés. Cependant, dans les villages visités, il est observé des commerces situés dans les environs immédiats des itinéraires probables du passage des lignes MT/EP susceptibles de destructions des activités économiques des femmes dans la phase de réalisation du projet.

14.3. Accessibilité des femmes à l'électricité

En milieu urbain, de nombreuses femmes utilisent l'électricité pour leurs activités de restauration, de conservation et de transformation de produits agricoles. Cependant en milieu rural, les femmes n'ont pas accès à cette source d'énergie du fait de la non-électrification de la grande majorité des localités. Il est aussi important de noter que l'électrification rurale fait face à un certain nombre de défis, notamment l'accompagnement pour faciliter l'accès à l'électricité aux femmes chefs de ménages. En zone rurale, la capacité financière des usagers dépend des revenus agricoles. Ce qui fait qu'il n'est souvent pas aisé pour les femmes chefs de ménage de payer les factures d'électricité, surtout en période de cessation de production agricole.

14.4 Recommandations pour la prise en compte du genre dans le secteur de l'électricité

Le Projet d'électrification des localités rurales du PROSER est un projet de développement important et très apprécié par les populations des villages bénéficiaires.

En vue d'atteindre des cibles plus larges, le Projet se doit de prendre en compte la dimension genre, essentielle dans le succès durable de tout projet de développement. Ainsi, le Projet doit renforcer les connaissances de base, informer et sensibiliser les populations de la zone d'intervention du Projet sur des problématiques spécifiques liées au genre, à l'inclusion sociale et à l'environnement.

Pour ce faire, il doit mettre l'accent sur :

- la nécessité d'agir pour prendre en compte le genre dans les activités du Projet

- financer des micro-projets pour les jeunes et les femmes afin de contribuer à la réduction du taux de pauvreté dans la région ;
- apporter un appui technique et matériels aux groupements de femmes afin de les aider à accroître leurs productions agricoles ;
- la nécessité d'agir pour faciliter l'accès des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables à l'électricité ;
- la nécessité de protéger les zones à haute valeur de conservation (parc national de la Comoé) ;
- susciter la participation des femmes et des jeunes dans les initiatives de développement socio-économique ainsi que dans les instances ou organes de décision au niveau local ;

15. RESPONSABILITES INSTITUTIONNELLES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCR-PROSER

15.1. Cadre institutionnel de mise en œuvre du PCR

Le dispositif de mise en œuvre du PCR est organisé autour des structures suivantes : un comité de pilotage, un comité de suivi, une cellule de maîtrise d'œuvre et une commission d'indemnisation.

▪ Maîtrise d'ouvrage de la réinstallation

La maîtrise d'ouvrage de la réinstallation est assurée par un Comité de Pilotage mis en place pour assurer la coordination entre les ministères, et servir d'entité d'arbitrage dans la mise en œuvre du Projet.

Le Comité de Pilotage est présidé par le Ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, et comprend entre autres :

- le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ;
- le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- le Ministère des Equipements et de l'Entretien Routier ;
- le Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation
- le Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ;
- Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES).

Cependant, étant donné les spécificités propres aux opérations de déplacement de populations, notamment celles relatives au foncier qui en constitue le principal enjeu, la maîtrise d'ouvrage du PCR pourrait être déléguée à un Comité de Suivi présidé par le Ministère chargé de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme.

▪ Maîtrise d'œuvre de la réinstallation

La maîtrise d'œuvre de la réinstallation sera assurée par une Cellule d'Exécution qui est chargée de suivre régulièrement l'avancement de la mise en œuvre des PARs Intégraux /PARs pour le compte de toutes les parties concernées.

Dans le cadre du PAR, la maîtrise d'œuvre consiste à :

- actualiser la liste des personnes affectées par le projet ;
- établir les certificats de compensation ;
- instruire les expertises immobilières et agricoles complémentaires ;
- indemniser en numéraire et/ou en nature les personnes affectées par le projet ;
- réaliser les études nécessaires, assurer le contrôle et la surveillance des travaux de construction des infrastructures et équipements de compensation ;
- assister de manière spécifique les groupes vulnérables avant, pendant et après le déplacement ; élaborer tous documents nécessaires à l'exécution du PAR : notes et rapports, dossier d'appel d'offres, marchés, décomptes ;
- assurer la libération des emprises et élaboration des PV de libération ;
- constituer l'archivage des documents du projet ;
- assister le Comité de Suivi et la Commission Administrative d'Indemnisation sur toutes questions se rapportant au PAR.

Par ailleurs, des ONG nationales et internationales ayant fait leur preuve dans le renforcement des capacités, l'information, la sensibilisation, la mobilisation sociale et l'accompagnement social pourront être associées à la mise en œuvre des PAR.

- **Suivi des opérations**

- **Au niveau central :**

Le suivi et évaluation des opérations seront assurés par CI-ENERGIES qui dispose d'une expérience avérée dans le suivi des opérations occasionnant le déplacement et réinstallation de populations mais aussi dans la mobilisation et l'accompagnement social avec l'appui d'ONG spécialisées.

CI-ENERGIES dispose d'une équipe d'environnementalistes et de sociologues qui sera chargée de la dissémination de l'information en direction des autorités administratives locales (préfets, sous-préfets, maires), des ministères techniques et des populations. Cette équipe aura aussi en charge la vérification de l'échelle de réinstallation dans chaque composante, la définition du Plan d'Actions de Réinstallation par chaque site concerné, le suivi et l'évaluation.

CI-ENERGIES mettra le PCR à la disposition des Autorités administratives locales et des populations pour une meilleure appropriation des principes qui régissent la réinstallation. A cet effet, des sessions de formation seront animées sur les exigences d'un PAR et les étapes à suivre.

- **Au niveau local (suivi de proximité dans chaque Département ou sous-préfecture)**

Dans chaque Département ou sous-préfecture, le suivi de proximité sera assuré par la commission locale de suivi qui comprendra :

- les représentants du Maire de la commune ou de la sous-préfecture concernée ;
- le chef de service de la CIE ;
- les représentants du ministère en charge de l'agriculture ;
- les représentants du ministère en charge de la construction ;
- les représentants de la population affectée ;
- les représentants des personnes vulnérables ;
- le représentant de l'ONG chargée de l'accompagnement social.

- **Au niveau local (suivi de proximité dans chaque village)**

Dans chaque village concerné par le projet, le dispositif de suivi des PAR s'intégrera dans le plan global de suivi du projet.

15.2. Ressources, soutien technique et renforcement de capacités

Il est nécessaire que tous les acteurs institutionnels interpellés dans la mise en œuvre de la réinstallation soient renforcés en capacités à travers des sessions de formation sur la SO2 et sur les outils, procédures et contenu de la réinstallation (PCR, PAR intégral, PAR simple etc.). Il s'agira d'organiser un atelier de formation au niveau de chaque commune ou sous-préfecture, regroupant les structures techniques et les autres structures impliquées dans la mise en œuvre du PCR et des PAR. La formation pourra être assurée par des consultants en sciences sociales, avec l'appui d'experts en sauvegarde sociale.

16. SUPERVISION, SUIVI EVALUATION

Le suivi/évaluation de la mise en œuvre du présent cadre politique de réinstallation devra être intégré dans le dispositif global de suivi du projet, organisé en trois niveaux (national, régional, Local). Ce dispositif permettra de suivre et de rendre compte, de façon périodique, du maintien ou de l'amélioration du niveau et des conditions de vie des personnes affectées par le projet.

De façon pratique, l'indicateur qui sera pris en compte est le pourcentage d'activités ayant fait l'objet de sélection environnementale et sociale : cet indicateur permet de rendre compte de l'application effective de la sélection environnementale et sociale des activités par l'UGP.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels rendront compte régulièrement de l'évolution des activités sur le terrain.

16.1. Cadre de suivi des activités

Les deux étapes, suivi des opérations et évaluation, sont complémentaires. Le suivi consiste à corriger « en temps réel » les méthodes de mise en œuvre durant l'exécution du programme, alors que l'évaluation vise :

- à vérifier si les objectifs généraux des politiques ont été respectés et
- à tirer les enseignements de l'opération pour modifier les stratégies et la mise en œuvre dans une perspective de plus long terme. Le suivi sera interne, et l'évaluation externe.

16.2 Suivi

Compte tenu de la portée sociale de la réinstallation, tous les processus de cette opération doivent être suivis au niveau local et national. Pour une maîtrise optimale du plan d'exécution de la réinstallation, la coordination entre les travaux d'aménagement, et les mesures de recasement et de compensation, sont cruciaux. A cet effet, un effort sera entrepris pour minimiser les impacts négatifs des travaux sur le plan environnemental et social. Quant à la réinstallation proprement dite, le programme veillera à une notification adéquate, à l'information et à l'assistance - conseil aux personnes affectées.

Le choix de l'échéancier de réalisation des travaux doit être ajusté dans la mesure du possible de façon à éviter sinon limiter les pertes de culture. Les travaux d'aménagement ne doivent pas commencer sur un site avant que le recasement et l'assistance ne soient entrepris. En vue d'assurer une meilleure coordination à ce niveau, il est nécessaire de respecter une chronologie d'étape de mise en œuvre dont le détail se présente comme suit :

Etape 1 :

- Information/sensibilisation de la population ;
- Recensement exhaustif des populations affectées à l'intérieur de la zone touchée ;
- Identification des problèmes environnementaux et sociaux ;
- Elaboration et diffusion des PAR au niveau national, régional, et local et particulièrement auprès des populations affectées.

Etape 2 :

- Elaboration des plans finaux d'aménagement ;
- Accords sur l'alternative d'aménagement la plus optimale ;
- Information sur la date du recasement.

Etape 3 :

- Consultation, entretien avec les personnes affectées sur le projet ;
- Notification sur les évictions, présentations des droits et options ;
- Procédure d'identification ; chaque droit sera purgé avec une carte d'identité. Il sera donné aux personnes affectées un accord écrit sur leurs droits et le soutien dans le cadre du projet ;
- Implication des groupes de consultation et de facilitation.

Etape 4 :

- Information et consultation des populations affectées par le projet dans un temps raisonnable, finalisation des choix relatifs aux options ;
- Problèmes relatifs à l'identification et options convenus à propos ;
- Actualisation des informations relatives aux impacts du projet, ajustement des coûts et budget du plan d'action de réinstallation.

Etape 5:

- Exécution du plan d'action de réinstallation à l'intérieur des zones affectées ;
- Suivi et documentation montrant que le recasement, la compensation et les autres mécanismes de soutien ont été adéquatement exécutés ; l'assistance pour remplacer les biens perdus, les charges de la période de transition et l'accès à des maisons d'échange seront rendus disponibles avant que les personnes affectées ne soient appelées à bouger ou à abandonner leurs biens ;
- D'autres mécanismes de soutien, comme l'aide aux moyens d'existence, doivent être initiés ;
- Evaluation de la mise en œuvre des PAR.

16.3. Responsables du suivi

- Au niveau central (supervision)

Le suivi au niveau national sera supervisé par l'UGP qui veillera à :

- ✓ l'établissement de rapports de suivi de la mise en œuvre des activités ;
- ✓ l'organisation et la supervision des études transversales ;
- ✓ la contribution à l'évaluation rétrospective des projets de la composante.

- Au niveau décentralisé (suivi de proximité dans chaque localité)

Dans chaque localité, le suivi de proximité sera assuré par :

- ✓ les représentants des collectivités locales ;
- ✓ les représentants de la population affectée ;
- ✓ les représentants des personnes vulnérables ;
- ✓ le représentant d'une ONG ou OCB locale active sur les questions des groupes vulnérables.

16.4. Evaluation

Le présent CPR et les PAR qui seront éventuellement préparés dans le cadre du projet, constituent les documents de référence pour servir à l'évaluation.

▪ Objectifs

L'évaluation se fixe les objectifs suivants :

- évaluation générale de la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le cadre de politique de réinstallation, les PAR ;

- évaluation de la conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec la SO 2 de la BAD ;
- évaluation des procédures mises en œuvre pour les indemnisations, le déplacement, la réinstallation ;
- évaluation de l'adéquation des indemnisations et des mesures de réinstallation par rapport aux pertes subies ;
- évaluation de l'impact des programmes de réinstallation sur les revenus, les niveaux de vie, et les moyens d'existence, en particulier par rapport à l'exigence de la SO 2 sur le maintien des niveaux de vie à leur niveau précédent et un audit indépendant ;
- évaluation des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi, et évaluation des modifications à apporter aux stratégies et méthodes utilisées pour la réinstallation.

▪ Processus (Suivi et Évaluation)

L'évaluation utilise les documents et matériaux issus du suivi interne, et en supplément, les évaluateurs procéderont à leurs propres analyses de terrain par enquêtes auprès des intervenants et des personnes affectées par le projet. L'évaluation des actions de compensation et éventuellement de réinstallation est menée par des auditeurs compétents choisis sur la base de critères objectifs. Cette évaluation est entreprise en trois (3) temps :

- immédiatement après l'achèvement des opérations de réinstallation ;
- à mi-parcours du projet
- à la fin du projet.

Les indicateurs suivants seront utilisés pour suivre et évaluer la mise en pratique des plans de réinstallation involontaire :

Tableau 11 : Indicateurs objectivement vérifiables par type d'opération

Type d'opération	Indicateurs de suivi
Réinstallation limitée	• Niveau de participation
	• Négociation de l'indemnisation
	• Existence et niveau de performance du processus d'identification du site de relocalisation
	• Niveau de performance du processus de déménagement
	• Niveau de performance du processus de réinstallation
	• Niveau de performance du processus de réhabilitation économique (si nécessaire)
	• Nombre et nature des griefs légitimes résolus
Réinstallation générale	• Niveau de satisfaction de la PAP
	• Niveau de participation
	• Existence et niveau de performance du processus de négociation d'indemnisation
	• Existence et niveau de performance du processus d'identification du site de relocalisation
	• Niveau de performance du processus de déménagement
	• Niveau de performance du processus de réinstallation
	• Niveau de performance du processus de réhabilitation économique (si nécessaire),
	• Nombre et types de griefs légitimes résolus
	• Niveau de satisfaction de la PAP
	• Types de réhabilitation économique

Type d'opération	Indicateurs de suivi
Réinstallation temporaire	• Niveau de participation
	• Niveau de performance du processus de relocalisation (sans perte de revenus)
	• Modalités de reprise d'ancien local sans perte de vente
	• Nombre de plaintes et résolution
	• Niveau de satisfaction de la PAP

▪ **Responsable de l'évaluation**

Les évaluations après l'achèvement des opérations de réinstallation, à mi-parcours du projet et à la fin du projet seront effectuées par des consultants en sciences sociales, nationaux (ou internationaux).

17. BUDGET ESTIMATIFS, MESURE DE FINANCEMENT ET CADRE DE SUIVI DES OPERATIONS

17.1. Budget

A ce stade de l'étude (PCR), il n'est pas possible de savoir avec exactitude les coûts liés aux potentielles expropriations et compensations. Toutefois, il est nécessaire de faire une provision financière initiale tout en sachant que le coût global de la réinstallation et de la compensation sera déterminé à la suite des études socio-économiques détaillées.

Cependant, une estimation détaillée a été faite pour permettre de prévoir le financement éventuel lié à la réinstallation.

Les coûts globaux de la réinstallation comprendront :

- les coûts de compensation des pertes (cultures, bâtis, infrastructures, économiques, etc.) ;
 - les coûts de réalisation des PAR éventuels ;
 - les frais de fonctionnement des organes d'exécution des PARs/PSRs ;
 - les coûts de renforcement de capacité et de sensibilisation ;
 - les coûts de recours aux ONG ;
 - les coûts de suivi/évaluation ;
 - les coûts liés aux activités de prévention et de gestion des plaintes/ conflits (par les autorités coutumières et le corps préfectoral) ;
 - et les imprévus.
-
- **Les coûts de compensation des pertes** : les pertes en ressources économiques, forestières et agricoles potentielles seront un peu plus importantes. En effet, dans les zones de passage des lignes MT ciblées par le Projet, on constate l'existence de plusieurs plantations d'anacarde et des champs de vivriers. Une provision de **350 millions F CFA** sera nécessaire, en vue de compenser ces pertes.
 - **Les pertes d'actifs, d'accès aux actifs ou aux moyens d'existence**, ainsi que toute autre assistance par le PAR à déterminer en fonction de la localisation et de la surface (**60 millions**) ;
 - **Les coûts de réalisation des PAR** éventuels sont estimés à **180 millions F CFA** répartis comme suit :
 - 45 millions pour département ;
 - **Les coûts de la mise en œuvre des PAR** éventuels (Fonctionnement des différentes commissions) sont estimés à **40 millions** de francs CFA ;
 - **Les coûts pour la sensibilisation sur le PCR et les PARs** sont estimés à **100 millions F CFA**, à raison de **25 millions** par département ;
 - **Le coût du suivi et évaluation/Audit** est estimé à **30 millions F CFA** ;
 - **Une provision pour les imprévus** soit 10% du coût général, à raison de 72 millions de francs CFA.

Au total, le coût global de la réinstallation peut être estimé à **huit cent trente-deux millions (832.000.000) de F CFA**, sur la base des estimations des populations affectées et des superficies nécessaires pour l'implantation du projet.

Tableau 12 : Estimations du cout global de la réinstallation

Activités	Coût total FCFA	Observations	FINANCEMENT	
			ETAT	BAD
Pertes en ressources agricoles, économiques	350 000 000	Provision	X	
Pertes d'actifs, d'accès aux actifs	60 000 000		X	
Provision pour la réalisation des PAR	180 000 000		X	
Mise en œuvre des PAR	40 000 000		X	
Sensibilisation (VIH/SIDA, VBG, sécurité)	100 000 000			100 000 000
Suivi/Evaluation	30 000 000			30 000 000
Imprévus (10%)	72 000 000			72 000 000
TOTAL	832 000 000		630 000 000	202 000 000

L'estimation exacte du coût global de la réinstallation et de la compensation sera réellement maîtrisée à l'issue des études socio-économiques et quand la localisation de tous les sous-projets du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER sera connue.

17.2 Mesures de financement

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, assume la responsabilité de remplir les conditions contenues dans le présent PCR. Un budget détaillé pour la mise en œuvre du plan sera établi comme partie intégrante des PAR. L'estimation des coûts du plan de réinstallation fait partie du coût global du programme.

Selon les cas, la compensation est effectuée comme suit :

- **en espèces:** dans ce cas la compensation sera calculée et payée en monnaie nationale ; pour une juste évaluation, les taux seront ajustés pour prendre en compte l'inflation et couvrir le prix de remplacement du bien affecté ;
- **en nature:** la compensation peut inclure des éléments tels que la terre, les maisons ou autres structures, les matériaux de construction, les plants, les intrants agricoles, etc. ; cette forme de compensation sera surtout indiquée pour les terres agricoles et celles d'habitation ;
- **sous forme d'appui:** il s'agit de l'assistance qui peut inclure une allocation de délocalisation, de transport, d'encadrement ou de travail, et qui s'ajoute à un des deux autres.

Dans la pratique, la compensation combine souvent les trois formes. Elle se fait partiellement en nature et partiellement en espèces, et en même temps avec un bénéfice d'appui. Mais, cette compensation doit tenir compte des différentes catégories sociales ou des groupes vulnérables.

17.3. Procédure de paiement de compensation

La Procédure de compensation suivra les étapes suivantes :

- L'identification du bénéficiaire ou de l'ayant droit, sur la base de la présentation d'une pièce d'identité (plus certificat de notoriété pour l'ayant droit) ;
- L'exploitant bénéficiaire d'une indemnisation devra fournir une photocopie de sa pièce d'identité à la commission d'indemnisation avant de percevoir son indemnité ;

- L'ONG, représentant la société civile ou Opérateur de Proximité (OP) et membre de la commission de règlement des conflits et participe à l'opération du paiement de l'indemnisation ;
- La durée d'indemnisation ne devra pas excéder 3 jours ouvrables par localité ;
- Les dates de début et de fin des indemnisations seront largement diffusées dans les différentes localités. La compensation se fera dans les chefs-lieux des Sous-préfectures abritant les villages concernés.

Chaque PAR comportera un budget détaillé de toutes les mesures de dédommagement et autre réhabilitation. Il comportera également des informations sur la façon dont les fonds vont circuler de même que le programme d'indemnisation. Le PAR indiquera également clairement la localisation des terres touchées par les activités, des terres de recasement et la ou les sources de revenus.

L'Etat ivoirien s'engage à remplir les conditions contenues dans le présent Plan Cadre, y compris les engagements financiers liés à l'acquisition de terrains. Dans la pratique, les fonds nécessaires à la mise en œuvre desdites conditions devront être prévus dans le budget du Projet. Les ressources nécessaires au renforcement des capacités des acteurs (formations et appui à la réalisation des PAR du PCR seront inclus dans le budget du Projet d'électrification des localités rurales du PROSER, tandis que les coûts de réinstallation prévus dans les PAR seront intégrés au coût global des activités qui seront réalisées à travers les composantes.

ANNEXES

Annexe 1 : SYNTHÈSE DES COMPTES RENDUS DES CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES DANS LES LOCALITÉS VISITÉES PAR L'ÉQUIPE DU CONSULTANT DE LA PÉRIODE DU 09 AU 21 AOÛT 2019 DANS LA RÉGION DU BOUNKANI.

Annexe 2: PROCÈS-VERBAUX ET LISTES DE PRÉSENCE DES RÉUNIONS INFORMATION ET DE CONSULTATION PUBLIQUE.

Annexe 3: LISTES DE PRÉSENCE ET DES COMPTES RENDUS DES CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES.

ANNEXE 4 : FORMULAIRE DE PRÉ-SÉLECTION SOCIALE.

ANNEXE 5 : FICHE DE PLAINTES.

ANNEXE 6 : QUELQUES DÉFINITIONS.

ANNEXE 7 : BIBLIOGRAPHIE.

ANNEXE 8 : PLAN TYPE D'UN PAR.

ANNEXE 9 : TDR DU PCR